

UNIVERSITE DE PARIS. — FACULTE DE DROIT

LA
SAISIE PRÉVENTIVE
EN MATIÈRE DE PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le Jeudi 4 Mai 1911, à 3 heures

PAR

MAXIME GAUCHER

Président : M. LARNAUDE

Suffragants { MM. CHAVEGRIN, professeur
POLITIS, agrégé

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

THÈSE
POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses : ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LA
SAISIE PRÉVENTIVE
EN MATIÈRE DE PRESSE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-APRÈS

sera soutenu le Jeudi 4 Mai 1911, à 1 h. 1/2

PAR

MAXIME GAUCHER



Président : M. LARNAUDE

Suffragants { *MM. CHAVEGRIN, professeur*
POLITIS, agrégé

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU

ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1911

Digitized by the Internet Archive
in 2026

INTRODUCTION

Qu'appelle-t-on saisie préventive en matière de presse ?

Quel est son objet, quel est son but, et à l'égard de quoi est-elle préventive ?

Nous allons, en effet, rencontrer sous ce nom de saisie préventive des opérations qui diffèrent soit par le but qu'elles se proposent ou les objets auxquels elle s'applique, soit par leur façon d'être préventives.

D'où l'utilité d'éclairer l'étude que nous allons faire par certaines distinctions préliminaires.

1° La saisie préventive dans le droit commun, et la saisie préventive en matière de presse.

Nature et portée de la saisie de droit commun. — On donne le nom de saisie préventive à la procédure instituée et réglée par les articles 87 à 89, 32 et suivants du Code d'Instruction criminelle.

« Le juge d'instruction, dit l'article 87, se transportera s'il en est requis, et pourra même se transporter d'office dans le domicile du prévenu pour y faire la perquisition des papiers, effets et généralement de tous les effets jugés utiles à la manifestation de la vérité. »

Le texte de cet article dit clairement quelle est la raison d'être et la portée de cette opération. Servir à la manifestation de la vérité, tel est le motif unique de cette saisie. On retrouve la même idée semblablement énoncée dans l'article 35 (1). Toutefois la lecture inattentive de cet article pourrait faire croire à d'autres intentions.

Il indique, en effet, comme devant être saisis « les armes et tout ce qui paraîtra avoir servi ou avoir été destiné à commettre le crime ou le délit, ainsi que de tout ce qui paraîtra en avoir été le produit », mais il ajoute :

« Enfin de tout ce qui pourra servir à la manifestation de la vérité ».

Ce qui n'indique nullement une troisième catégorie d'objets distincte des précédentes, mais une caté-

(1) Les articles 35 et suivants qui ont trait à la compétence exceptionnelle accordée dans certains cas au procureur de la République, s'appliquent en même temps à la saisie confiée par l'art. 87 au juge d'instruction, en vertu de l'article 89 qui déclare leurs dispositions communes au procureur et au juge d'instruction.

gorie plus large qui embrasse les deux autres, en y ajoutant les objets qui pourraient ne pas être compris parmi les instruments ou les produits du délit, et qui, *comme eux*, peuvent servir à la manifestation de la vérité.

Les instruments et les produits du délit ne sont donc pas saisis comme tels, mais en tant qu'ils sont susceptibles de fournir des indications sur le délit. Et si cet article les mentionne spécialement, c'est parce qu'ils pense qu'ils en sont toujours susceptibles, qu'ils sont toujours des pièces de conviction intéressantes.

« La saisie prescrite par l'article 35 a uniquement pour but de fournir des moyens propres à parvenir à la découverte de la vérité. (1) »

Ne doivent donc être saisis que les objets qui peuvent être considérés comme utiles à ce point de vue ; il est vrai que le juge d'instruction apprécie souverainement cette utilité, la loi s'en rapportant à sa prudence (2) ; mais ce n'est pas à dire qu'il ait le droit de l'apprécier sur d'autres bases (3).

Telle est la nature et la portée de la saisie de droit commun.

Caractère spécial de la saisie en matière de presse. —

(1) DALLOZ, *Code d'Instruction criminelle* annoté, art. 35.

(2) Cf. Cassation, 16 mars 1854 (affaire Cœuret).

(3) Cf. FAUSTIN HÉLIE, *Traité de l'Instruction criminelle*, t. IV, n° 1814. GARRAUD, *Précis de droit criminel*, n° 482.

En est-il de même en matière de presse ? La saisie ne revêt-elle pas ici un caractère tout différent ?

S'il s'agissait simplement de se procurer des pièces à conviction, des moyens de constater le délit, il ne faudrait saisir que quelques exemplaires de l'écrit incriminé, un seul suffirait. Mille exemplaires ne renseigneront pas mieux le juge que cet unique sur le délit contenu dans l'ouvrage (1).

Sidonc certaines législations se préoccupent de faire saisir non pas un ou quelques exemplaires, mais le plus grand nombre possible, c'est qu'elles sont inspirées par des motifs étrangers au droit commun, spéciaux à la presse : arrêter, limiter l'action de l'écrit estimé dangereux.

Particularités de l'action exercée par la presse. — Il nous faut approfondir les causes de cette différence entre la saisie en matière de presse, et la saisie dans le droit commun, elles résident dans la nature spéciale de la presse et de son action.

Action prolongée. — Tandis qu'en effet la plupart des délits sont constitués par des actes *instantanés*, la justice ne pouvant intervenir qu'après qu'ils ont été commis et ne pouvant en arrêter les effets

(1) A cette préoccupation répond précisément l'article 49, § 1 de la loi du 29 juillet 1881 qui permet, en cas de poursuite exercée contre un imprimé la saisie de quatre exemplaires, quand le dépôt prescrit par les art. 3 et 10 de cette loi, n'en a pas été effectué (V. *infra*, ch. iv.

d'ailleurs limités, mais seulement prévenir la perpétration de *nouveaux* délits, en se saisissant du coupable, le délit de presse au contraire est, suivant l'expression technique, un *délit successif*, c'est-à-dire constitué par un acte prolongé, la publication, entraînant sans cesse de nouvelles conséquences, et étendant indéfiniment le cercle de son action nuisible ; on pourra faire cesser la perpétration du délit, et l'empêcher de produire de nouveaux effets, si l'on parvient à retirer l'écrit de la circulation (1).

Action impersonnelle. — Dans le cas qui nous occupe en effet, ce n'est pas l'homme qui est le véritable malfaiteur, c'est la chose, c'est l'écrit. En cas de délits ordinaires, c'est de l'individu que vient directement le mal dont souffre la société ; les objets dont il se sert ne peuvent rien sans lui, et le juge d'instruction ne les saisit pas pour les mettre hors d'état de nuire, car ils sont par eux-mêmes inoffensifs, mais parce qu'ils sont susceptibles de fournir des indications sur le délit.

Au contraire en matière de presse, l'homme n'est que le metteur en œuvre tout de suite effacé d'un mécanisme qui fonctionnera ensuite sans son con-

(1) Certaines législations modernes font résider le délit dans la confection de l'écrit, acte instantané. Il ne peut plus dès lors être question ici de faire cesser la perpétration du délit par la saisie, mais celle-ci a toujours le même rôle à jouer à l'égard de ses conséquences qui ne sont rendues possibles que par la publication et la circulation effectives de l'écrit.

cours. L'écrit une fois lancé dans la circulation par l'auteur et l'éditeur agira par lui-même comme un être vivant et pensant. Le fait de l'avoir confectionné ou même publié ne serait rien, sans le contact effectif avec le public, qui se produit indépendamment de l'intervention personnelle de l'auteur et de l'éditeur. Il est vrai qu'il y a des individus, libraires, vendeurs, distributeurs, etc., qui sont les auteurs directs de ces contacts ; mais à défaut de tel vendeur, l'écrit aurait recours aux services d'un autre, de sorte qu'il n'y a personne en particulier qui puisse répondre du mal causé, et dont la mise hors d'état de nuire équivaldrait à la mise hors d'état de nuire de l'écrit lui-même.

On voit donc l'intérêt considérable et spécial de la saisie en matière de presse. Par elle on pourra peut-être rendre le délit inoffensif pour la société, ou du moins en réduire notablement les atteintes. Siau contraire on se borne à sévir contre le délinquant, contre l'homme, l'écrit laissé libre n'en continuera pas moins à exercer son action nuisible.

Il n'y a pas à ce point de vue à faire de distinction de nature et d'objet entre la saisie prononcée par le jugement de condamnation et la saisie faite préalablement : il s'agit dans les deux cas d'arrêter les suites du délit.

Utilité de procéder à la saisie avant le jugement. — Mais il est évident que la question de célérité a une

grande importance ; la saisie ordonnée par le jugement viendra généralement trop tard pour être efficace, d'autant plus que la poursuite intentée contre une publication agira comme un stimulant à son débit, d'une part en la signalant à la curiosité du public qui est ici avec le délinquant contre la loi, et d'autre part en faisant craindre une condamnation après laquelle il serait impossible ou difficile de se la procurer. A quoi servirait-il de saisir un écrit qui a eu tous les lecteurs ? La saisie n'est efficace qu'autant que des amateurs éventuels sont par elle empêchés de l'acheter.

Elle doit donc être faite dans certains délais qui seront plus ou moins courts suivant qu'il s'agit de publications s'écoulant plus ou moins rapidement. Une feuille quotidienne ne sera utilement saisie que le jour où elle paraît. Au contraire il pourra y avoir intérêt à saisir un roman, une gravure même publiés depuis longtemps, car ils pourront encore trouver des acquéreurs.

La même distinction est à faire au point de vue des injustices auxquelles peut donner lieu la saisie préventive. La presse périodique est exposée à en souffrir plus gravement que la presse non périodique, à supposer que la saisie soit faite en temps utile. Un quotidien autorisé à circuler de nouveau huit jours après la saisie par le jugement qui l'acquitte, ne trouvera plus d'acquéreurs, tandis qu'un livre, une gravure,

ne souffriront pas beaucoup de ce retard, et pourront même le racheter — et au delà — par la réclame que leur aura valu le procès.

Toutes ces remarques nous autorisent donc à conclure que nous sommes ici, en matière de presse, dans un ordre d'idées tout à fait à part.

Dans le droit commun, il s'agit simplement d'une saisie de pièces de conviction, destinée à éclairer la justice, saisie qui n'aura plus aucune raison d'être maintenue après le jugement.

En notre matière, la saisie préventive est une mesure de préservation sociale, consistant à soustraire au public, par anticipation sur le jugement — ou même en dehors de toute poursuite judiciaire, l'agent présumé du mal, incarné dans un stock de feuilles imprimées, ou dans une publication quelconque.

S'il fallait lui trouver, au point de vue de son rôle social, un équivalent dans le droit commun, ce serait, plutôt qu'à la saisie préalable du Code d'Instruction criminelle, à l'arrestation préventive qu'il faudrait penser. Ici comme là, nous avons un malfaiteur (homme ou écrit) non encore jugé tel mais estimé tel par une autorité administrative ou judiciaire qui le retire provisoirement de la circulation pour le mettre hors d'état de nuire jusqu'au jugement, et aussi pour assurer à la répression une efficacité

qu'elle ne peut avoir qu'à cette condition. Car la saisie faite seulement après le jugement risquera de ne plus avoir d'objet ; la saisie préventive aura été indispensable pour garder à la disposition du juge les exemplaires délictueux que celui-ci frappera définitivement.

De même la condamnation prononcée contre un individu dont la justice n'aurait pas pris soin de s'emparer matériellement, risquerait d'être purement platonique.

Nous verrons comment, malgré ces considérations, des législations ont pu adopter les règles de la saisie de droit commun à la matière spéciale qui nous occupe (1).

2° Sens du mot préventif. La saisie préventive dans les régimes préventifs de la presse, et dans les régimes répressifs.

Suivant l'acception la plus courante, on appelle saisie préventive la saisie préalable au jugement.

C'est celle qui s'applique à l'écrit *prévenu* d'un délit, comme la détention préventive s'applique à l'individu *prévenu* d'un délit. Prévention veut simplement dire ici : qui *vient avant* le jugement :

Ne serait donc pas saisie préventive la confiscation

(1) V. *infra*, ch. II, à propos de la loi du 25 mars 1822, l'étude du régime qui résulte de l'application de ces règles.

prononcée sous certains régimes par l'autorité administrative, sans intervention ultérieure de l'autorité judiciaire.

Mais le mot *préventive* peut être pris dans un autre sens, si l'on considère la saisie au point de vue des maux qu'elle a pour but de *prévenir*, c'est-à-dire d'*empêcher*.

A cet égard, il y a lieu de remarquer que le délit de presse considéré depuis sa genèse jusqu'à ses conséquences est un phénomène complexe qu'on peut décomposer en plusieurs moments : confection de l'écrit, impression, publication, contact réel avec le public, et que le rôle préventif de la saisie variera suivant celui de ces moments où elle interviendra.

La saisie opérée après la publication. — Si la saisie intervient après la publication, elle ne sera pas préventive du délit lui-même déjà commis, mais de tout ou partie de ses conséquences (1).

Saisie à raison du contenu saisie à raison de contraventions. — Il faut cependant faire ici une distinction entre les régimes préventifs de la presse, et les régimes répressifs. Tandis que ces derniers se bornent à réprimer les délits commis, les premiers au contraire se caractérisent par un ensemble de formalités que doit observer le publicateur d'un écrit, et qui ten-

(1) *De tout ou partie de ses conséquences*, suivant que la saisie peut intervenir avant tout contact réel avec le public, ou que le contact a déjà commencé, lorsqu'elle intervient.

dent à empêcher les délits de se commettre (autorisation pour les journaux — censure pour les livres — ou simplement mesures réglementaires : déclaration, dépôt, cautionnement, etc).

Si donc dans un tel régime, la saisie est effectuée après la publication irrégulière d'un ouvrage, cette publication ne contenant pas de délits proprement dits, mais une simple contravention, on peut dire que la saisie ainsi effectuée est indirectement préventive des délits proprement dits, en ce qu'elle rentre dans un système général de prévention dont elle a pour but de garantir l'application.

Remarquons d'ailleurs que la saisie à raison du contenu (c'est-à-dire à raison de délits proprement dits), préventive seulement des atteintes effectives résultant du délit, et la saisie à raison de contraventions, ont de quoi s'appliquer l'une et l'autre en régime préventif et en régime répressif, le préventisme d'une part n'excluant nullement la répression des délits proprement dits, et réciproquement tout régime répressif admettant au moins certaines mesures de prévention réglementaire.

Saisie opérée avant la publication. — Nous avons supposé que la publication avait eu lieu, et qu'on était par conséquent en présence d'une infraction (délict ou contravention) déjà commise et susceptible d'être déférée aux tribunaux.

Mais souvent, sous certains régimes, la saisie a lieu

avant la publication, c'est-à-dire avant toute infraction (1), pendant l'impression de l'écrit. A cette seule espèce de saisie, certains voudraient réserver le nom de saisie préventive (2).

Mais nous venons de voir que la saisie même après publication est indirectement préventive des délits, quand elle intervient à propos d'une contravention, et que lorsqu'elle intervient à propos d'un délit proprement dit, elle joue encore un rôle préventif à l'égard des atteintes qui peuvent en résulter.

3° Saisie administrative et saisie judiciaire.

Cette distinction cadre ordinairement avec celle que nous avons faite précédemment entre les législations à caractère préventif et les législations à caractère répressif.

La saisie est le plus souvent confiée à des autorités administratives dans les premières, à des autorités judiciaires dans les secondes.

Il est naturel [en effet dans un système qui accorde à l'Administration en matière de presse le droit d'autorisation, de suppression, de censure, etc.

(1) Du moins dans les législations qui font résider le délit dans la publication.

(2) Voir Thèse *Faure*, Les mesures préventives des journaux en France, Paris, 1900.

de lui accorder aussi le droit d'effectuer elle-même la saisie des publications qu'elle n'a pas autorisées ou qu'elle a supprimées, ou qui contiennent de quoi les faire supprimer et cela, sans avoir à faire ratifier sa décision par un tribunal, sans qu'il y ait de poursuite judiciaire intentée. L'Administration est elle-même la plus vigilante gardienne de ses intérêts politiques, et dans les régimes despotiques, les intérêts politiques absorbent les intérêts sociaux.

Au contraire, dans les régimes de liberté, il n'y a que l'intérêt social proprement dit qui doit limiter les droits des individus, à l'exclusion de tout intérêt politique, et l'autorité judiciaire est la mieux qualifiée pour opérer cette dissociation.

Nous trouverons cependant dans ces régimes, à côté de la compétence normale et régulière d'une juridiction (1), la compétence plus ou moins exceptionnelle et plus ou moins provisoire d'autorités de police dépendant plus ou moins directement de l'Administration. Et nous verrons que ces autorités tendent dans la pratique à empiéter sur les pouvoirs du juge régulièrement compétent.

En outre certaines législations, qui se réclament pourtant de la liberté de la presse, permettent d'une façon plus ou moins large à l'autorité administrative

(1) Le juge d'instruction est en effet considéré par la loi comme une véritable juridiction.

de saisir, sans ordre de l'autorité judiciaire, à la condition de soumettre cette mesure dans un délai très court, à la ratification des tribunaux (1).

Par toutes ces considérations préliminaires, nous avons voulu principalement nous préparer aux différents aspects sous lesquels nous apparaîtra la saisie préventive au cours de l'étude historique et dogmatique que nous allons aborder, et en même temps amorcer les principales réflexions générales que comporte notre sujet afin qu'elles se dégagent plus facilement de cette étude.

(1) *Législation allemande et législation autrichienne* (V. ch. v).

CHAPITRE PREMIER

LA SAISIE ADMINISTRATIVE SOUS LE CONSULAT ET LE PREMIER EMPIRE

Cette période est caractérisée par la souveraineté de l'Administration, l'écrasement de l'individu. Les libertés publiques sont anéanties. Les droits des individus ne comptent pas en face de l'intérêt de l'Etat, ou plutôt du Gouvernement.

Le régime auquel est soumise la presse est un régime d'arbitraire, de toute puissance administrative, organisé, consacré par la loi elle-même. Et si parfois, comme nous le verrons en matière de librairie, ces pouvoirs de l'Administration sont soumis par la loi à une certaine réglementation quant à leurs conditions d'exercice, cette réglementation est empreinte impunément toutes les fois qu'elle peut gêner sa liberté d'action (1).

La saisie ne fait ici que rentrer dans le système général de prévention dont on ne peut la séparer.

(1)-V. *infra*, p. 26.

A. Régime des journaux

L'arrêté du 27 nivôse an VIII et son application. — Les journaux politiques sont à la discrétion du Gouvernement qui les suspend, les supprime, les saisit à son gré, même avant toute publication.

Ce régime est légalement établi par l'arrêté du 27 nivôse an VIII rendu sous l'inspiration de Fouché, soi-disant à titre provisoire pour la durée de la guerre.

Cet arrêté limite au nombre de treize les journaux politiques paraissant à Paris et établit un contrôle étroit de la police sur ceux des départements.

Article 3. — « Le ministre de la police veillera à ce qu'il ne s'imprime aucun nouveau journal tant dans le département de la Seine que dans les autres départements de la République. »

Article 5. — « Seront supprimés sur le champ tous les journaux qui insèrent des articles contraires au respect dû au pacte social, à la souveraineté du peuple et à la gloire des armées, ou qui publieront des invectives contre les gouvernements et les nations amies ou alliées de la République, lors même que ces articles seraient extraits des feuilles périodiques étrangères. »

Il résulte nettement de ces articles 3 et 5 que la police peut supprimer et saisir les journaux qui paraîtraient irrégulièrement ou qui contiendraient des

articles déplaisants, et qu'elle devra procéder à cette mesure le plus tôt possible, c'est-à-dire, s'il se peut, avant toute publication.

Les mesures les plus violentes prises à cette époque contre les journaux peuvent légitimement s'autoriser de ces textes.

Ainsi les saisies à la poste, très fréquentes :

« Le ministre de la police générale écrit simplement au commissaire du gouvernement près l'Administration des postes : « Je vous charge, citoyen commissaire, de faire arrêter le départ du *Journal des Débats*, feuille de ce jour 27. Vous me rendrez compte de cette mesure. Salut et Fraternité. Fouché. »...

« Le 27 germinal an IX (17 avril 1801), le ministre de la police générale invite le commissaire près l'Administration des postes, à faire arrêter jusqu'à nouvel ordre les numéros du *Publiciste* et du *Journal des Débats*, etc...

« Cette mesure (la saisie) est prise lorsque les tendances du journal ne paraissent pas mauvaises, et que simplement un numéro contient un ou plusieurs articles qui déplaisent au gouvernement.

« Si une feuille passe pour être rédigée ordinairement dans un mauvais esprit, c'est la suppression qui est prononcée.

C'est ainsi que le 3 vendémiaire an IX (25 septembre 1800) le ministre de la police générale charge le préfet de police de mander le propriétaire du *Journal des Débats* pour lui déclarer que sa feuille sera supprimée si elle continue d'être rédigée dans un mauvais esprit.

« A raison de la grande situation occupée par le *Journal des Débats*, on avait montré encore quelques égards ; mais avec

des feuilles de moindre importance, on agissait plus brutalement; souvent la suppression était prononcée purement et simplement sans aucun avertissement préalable (1). »

Ainsi, l'« *Ami des lois* » est supprimé par un arrêté du 9 prairial au VIII. Il était seulement coupable d'avoir critiqué en termes modérés une [décision des membres de l'Institut qui refusait d'admettre comme faisant toujours partie de ce corps ceux d'entre eux qui avaient été prescrits en Fructidor, contrairement à la proposition libérale d'un des leurs.

« Ce journaliste, dit Lucien Bonaparte, ne pouvait pas, sans mériter d'être réprimé, se permettre de verser le ridicule et le sarcasme sur une réunion d'hommes qui honorent la République par leurs lumières et qui étendent chaque jour le cercle des connaissances humaines. »

Voici en quels termes le Préfet de police rend compte de l'exécution de cette mesure :

« J'ai donné ordre à un commissaire de police et à un officier de se transporter à l'imprimerie et dans les bureaux de ce journal, et d'y saisir tous les exemplaires qui porteraient la date du 11 prairial et ceux d'une date postérieure que l'on se disposerait à mettre en circulation.

Il en a été fait perquisition exacte, sans qu'il en soit trouvé un seul exemplaire. Le directeur de l'imprimerie a déclaré au

(1) LE POITTEVIN, *La liberté de la presse depuis la Révolution*, 1789-1815, p. 135-136.

commissaire qu'il avait renvoyé tous les ouvriers dans la matinée du 11 (1). »

Bien d'autres exemples seraient à citer de mesures analogues prises contre les journaux pour des motifs aussi légers.

Après 1811, époque où les journaux de Paris réduits à quatre deviennent la propriété de l'Etat, et où les journaux de province en nombre limité ne peuvent plus que contenir des extraits de ceux de Paris, il n'y a naturellement plus lieu à des mesures de rigueur contre cette presse officielle et par conséquent irréprochable. Mais elles peuvent encore s'appliquer aux nouveaux journaux qui tenteraient de se créer, et contre lesquels la police est toujours armée par l'article 3 de l'arrêté de nivôse an VIII.

Le régime de droit et de fait de la presse périodique sous le Consulat et l'Empire est donc très simple. L'Administration représentée par son ministre de la police use avec plus ou moins de brutalité et suivant différentes modalités (suppressions, saisies, avertissements) des pouvoirs extrêmement larges qui lui sont conférés par la loi — jusqu'à ce qu'enfin cette presse réduite et domptée devienne la propriété, la chose même de l'Etat.

(1) LE POITTEVIN, *Op. cit.*, p. 137-138.

B. Régime des livres.

Avant 1810, la police à la haute main sur la librairie, comme sur la presse. Après 1810, il en est de même, mais il y a un texte, le décret du 5 février 1810 qui détermine nettement ses pouvoirs à côté de ceux d'une administration nouvelle, la Censure, créée par ce décret.

Avant 1810. — M. Welschinger (1) cite de nombreux exemples de livres saisis par la police avant 1810, la plupart pour leurs tendances royalistes, d'autres à cause de leurs tendances libérales.

En 1802, est saisie une brochure de Camille Jordan qui réclamait la cessation des détentions arbitraires, la responsabilité des fonctionnaires et la liberté de la presse.

En 1803, le *Poème de la Pitié* de l'abbé Delille qui témoignait trop de sympathie aux victimes de la Révolution, — en 1806 un ouvrage de M. de la Varenne sur « les événements qui ont amené la chute du trône royal. *Les Martyrs de Chateaubriand* (1809) quoique mal vus du Gouvernement ne subissent par égard pour l'auteur que des suppressions de phrases et de mots.

En revanche on interdit le 24 janvier 1810 un

(1) *La censure sous le 1^{er} Empire*, p. 131 et suivantes.

précis de Droit romain comme « pouvant donner lieu à comparer la marche de l'autorité sous Auguste avec ce qui s'est passé sous le règne de Napoléon, de manière à produire un mauvais effet sur l'opinion ». etc...

Après 1810. — Le 5 février 1810, la censure est ouvertement installée :

« C'est ce jour là, dit M. Welschinger qu'on lui donne un directeur général, des auditeurs, des censeurs aux dents longues et aux yeux de lynx, qu'on lui attribue le pouvoir discrétionnaire de poursuivre devant les tribunaux, de faire supprimer, confisquer, condamner, arrêter, incarcérer (1)... Ce règlement dura jusqu'aux cent jours. Mais ce qu'il faut surtout remarquer, c'est qu'avant comme après la direction générale, la police agit à l'égard de la librairie avec le plus souverain arbitraire.

Pendant quatorze ans, elle supprima souvent par une simple décision les ouvrages déjà imprimés, ruina impitoyablement les libraires, et exerça sur eux comme sur les auteurs une audacieuse et insupportable tyrannie (2). »

Après 1810, en effet, et en vertu même du décret du 5 février, la Police continue à exercer sa censure, concurremment avec la nouvelle censure officielle exercée par la Direction générale de l'imprimerie et de la librairie.

(1) *La censure sous le 1^{er} Empire*, p. 160.

(2) *La censure sous le 1^{er} Empire*, p. 132.

Le décret de 1810 confère le droit de prohiber, de suspendre et de saisir, tantôt au directeur de l'imprimerie, tantôt au ministre de la police, tantôt à l'un ou à l'autre indifféremment.

L'article 16 prévoit le cas où, un ouvrage ayant été communiqué à la censure, l'auteur refuse de se soumettre à ses exigences.

Article 16. — « Sur le rapport des censeurs, le directeur général pourra indiquer à l'auteur les changements ou suppressions jugées convenables, et sur son refus de les faire, défendre la vente de l'ouvrage, faire rompre les formes, et saisir les feuilles ou exemplaires déjà imprimés. »

Cette saisie est du ressort exclusif de la Direction générale. Mais si un ouvrage se publie sans être muni du procès-verbal délivré par la censure et qui permet la publication, soit que la censure n'ait pas été mise à même de connaître l'ouvrage, l'imprimeur s'étant dérobé aux formalités des articles 11 et 12 (1), soit qu'elle lui ait refusé l'autorisation, après

(1) *Article 11.* — Chaque imprimeur sera tenu d'avoir un livre coté et paraphé par le préfet du département, où il inscrira par ordre de dates le titre de chaque ouvrage qu'il voudra imprimer, et le nom de l'auteur, s'il lui est connu. Ce livre sera représenté, à toute réquisition, et visé, s'il est jugé convenable, par tout officier de police.

Article 12. — L'imprimeur remettra ou adressera sur-le-champ au directeur général de l'imprimerie ou de la librairie et en outre aux préfets, copie de la transcription faite sur son livre, et la déclaration qu'il a l'intention d'imprimer l'ouvrage : il lui en sera

examen, le ministre a, concurremment avec le directeur de l'imprimerie, le droit d'en prohiber ou d'en suspendre la vente, et de le saisir.

Article 26. — « La vente et circulation de tout ouvrage dont l'auteur ou éditeur ne pourra représenter un procès-verbal pourra être suspendue ou prohibée, en vertu d'une ordonnance de notre ministre de la police ou de notre directeur de l'imprimerie, ou des préfets, chacun dans leur département ; et en ce cas, les éditions ou exemplaires pourront être saisis ou confisqués entre les mains de tout imprimeur et libraire. »

Ce texte ne dit pas clairement si la publication devait avoir eu lieu. Il est certain qu'en fait l'Administration ne l'attendait pas pour agir ; l'ouvrage était, le plus souvent possible, saisi en cours d'impression. D'ailleurs, il paraît conforme aux termes de cet article d'admettre que la vente et circulation d'un ouvrage pût être prohibée avant d'être commencée, le fait de l'impression manifestant suffisamment l'intention de le publier.

Dans les deux cas prévus par l'article 16 et par l'article 26, la saisie a lieu à l'occasion de contraventions aux règles préventives de la librairie, et cela est vrai

donné récépissé. Les préfets donneront connaissance de chacune de ces déclarations à notre ministre de la police générale.

Article 13. — Le directeur général pourra ordonner si bon lui semble la communication et l'examen de l'ouvrage, et surseoir à l'impression.

même si elle a lieu avant la publication, car il n'est dit dans aucune loi à cette époque que l'infraction résulte de la publication plutôt que de l'impression.

Enfin le dernier mot est donné à la police ; un ouvrage dont la censure a permis la publication et qui est muni de son procès-verbal, n'a pas encore la vie assurée ; il reste exposé à être interdit, suspendu et saisi par la police, sous certaines conditions.

Article 27. — « La vente et circulation de tout ouvrage dont l'auteur, éditeur ou imprimeur pourra représenter le procès-verbal dont il est parlé à l'article 24, ne pourra être suspendu et les exemplaires provisoirement mis sous séquestre que par notre ministre de la police. En ce cas, et dans les vingt-quatre heures, notre ministre de la police transmettra à la commission du contentieux de notre Conseil d'Etat, un exemplaire dudit ouvrage avec l'exposé des motifs qui l'ont déterminé à en ordonner la suspension. »

Remarquons que dans ce dernier cas, la saisie n'a pas lieu à propos de contraventions, car il s'agit d'un ouvrage qui est parfaitement en règle avec l'Administration, qui s'est présenté à la Censure et s'est soumis, s'il y a lieu, à ses exigences.

La raison d'être de cette disposition, c'est que les censeurs ont pu ne pas examiner réellement le contenu de l'ouvrage, ou encore que le ministre de la police l'estime dangereux malgré l'avis des censeurs, ce qui ne suppose pas nécessairement un conflit entre

les deux autorités, car des circonstances nouvelles pourront rendre dangereux un écrit qui ne l'était pas précédemment.

Mais il se peut aussi, comme nous le verrons, que ce conflit existe, qu'au même moment, la censure veuille laisser publier un ouvrage et la police l'interdire ; dans ce cas, c'est à la police que l'article 27 donne l'avantage ; elle peut effectuer la saisie, à la condition d'en référer dans les vingt-quatre heures au Conseil d'Etat.

La saisie de l'« Allemagne » de M^{me} de Staël. — La saisie dont fut l'objet l'ouvrage de M^{me} de Staël sur l'Allemagne est l'exemple le plus fameux, et en même temps un des plus instructifs, de ce que pouvait à cette époque l'Administration et spécialement la police à l'égard de ceux que pour des raisons particulières elle choisissait comme victimes.

M^{me} de Staël depuis longtemps persécutée par le Gouvernement comme fille du financier Necker, et à cause de ses opinions libérales, exilée de Paris et surveillée étroitement par la police, doit en 1810 soumettre son nouvel ouvrage *l'Allemagne* en cours d'impression à la Censure officielle récemment instituée par le décret du 5 février.

Les Censeurs Pellenc et Delasalle signalent l'esprit frondeur de l'auteur ; ils blâment sa tendance à exal

ter l'esprit et les mœurs des Allemands, au détriment de la France qui est représentée, disent-ils, « comme gémissant sous un régime qui dérobait à la Nation la connaissance de l'esprit du siècle ». Ils sont d'avis cependant de laisser publier l'ouvrage, moyennant la suppression ou le changement de quelques passages.

La Censure n'avait pas encore rendu sa décision, ni même terminé son examen, lorsqu'une ordonnance du ministère de la police vint mettre sous scellés l'imprimerie Mame où s'imprimait l'*Allemagne*, en même temps que son auteur recevait l'ordre de quitter la France.

« Votre exil, lui écrit Savary, duc de Rovigo, ministre de la police, est une conséquence naturelle de la marche que vous suivez constamment depuis plusieurs années. Il m'a paru que l'air de ce pays-ci ne vous conversait point ; et nous n'en sommes pas encore réduits à chercher des modèles dans les peuples que vous admirez. Votre dernier ouvrage n'est point français ; c'est moi qui en ai arrêté l'impression. »

« Le Directeur général de la librairie, dit le rapport des censeurs (*in fine*) ayant appris par son Excellence que le ministre de la police avait fait saisir les feuilles imprimées de l'ouvrage, a suspendu sa décision. L'examen n'était pas terminé quand la saisie a eu lieu (1). »

Le comte Portalis, directeur général de la librairie

(1) WELSCHINGER, p. 182.

adressa à ce sujet une lettre aigre-douce au ministre de la police.

« Si M. Mame, écrit-il, a continué l'impression quoique j'eusse demandé la communication de l'ouvrage et que j'en eusse ordonné l'examen, ce qui aux termes de l'article 13 du décret impérial du 5 février 1810 emporte le sursis à l'impression (1), c'est à ses risques, périls et fortune.

Aux termes de l'article 15 (2), votre Excellence peut en ce cas faire surseoir à l'impression et me réquerir de faire examiner ; mais suivant la marche ordinaire, il ne peut y avoir lieu à ordonner de saisie avant l'issue de l'examen. Votre Excellence a eu sans doute des motifs particuliers pour abandonner la marche tracée par le décret de sa Majesté, il ne m'appartient pas de chercher à les pénétrer (3). »

Savary, froissé, répondit qu'il avait, en effet, comme le présumait le directeur général, des motifs particuliers. Il ne cherchait pas à se justifier autrement, se sentant assez fort pour se dispenser d'être hypocrite.

L'activité tyrannique de la police, au service du

(1) V. *supra*, p. 22, note 1.

(2) Article 15 du décret du 5 février 1810 : « Notre ministre de la police générale et les préfets dans leurs départements feront surseoir à l'impression de tous ouvrages qui leur paraîtront en contravention à l'article 10 » (défendant de rien imprimer qui porte atteinte aux devoirs des sujets envers le souverain et aux intérêts de l'Etat), « en ce cas, le manuscrit sera envoyé dans les vingt-quatre heures au directeur général, comme il est dit ci-dessous. »

(3) *Archives nationales*, citées par WELSCHINGER, p. 177.

culte impérial, ne connaissait donc aucun frein. Le décret de 1810 lui conférait de très larges pouvoirs, elle s'en accordait d'illimités.

Des documents officiels nous apprennent ce qu'on fit des exemplaires saisis de l'Allemagne (1).

« Aujourd'hui 11 octobre, dit un de ces documents, les formes de l'ouvrage ont été rompues, et l'on procédera à la destruction de toutes les feuilles (2). »

Et cet autre :

« On a commencé aujourd'hui à mettre au pilon le 145^e ballot des feuilles imprimées de l'ouvrage de M^{me} de Staël. Les planches et les formes ont été rompues le 11 chez l'imprimeur, en présence de l'inspecteur général et d'un commissaire de police qui sont spécialement préposés à l'opération du pilonage. Les mesures sont prises pour qu'il n'en reste pas une seule feuille (3). »

« Lorsque nous avons découvert ce bulletin de police, écrit M. Welschinger, nous ne saurions dire quel dégoût nous souleva le cœur.

Aujourd'hui en rapportant ces détails, il nous semble assister à cette scène ignoble. Nous voyons les valets foulant et broyant avec rage ces pages empreintes de raison, d'esprit et de sentiment, tandis que les agents de la police surveillent attentivement « l'opération du pilonage » et écrivent à leur maître qu'il

(1) Quant au manuscrit, il fut sauvé par une manœuvre adroite de M^{me} de Staël qui, mise en demeure de le remettre à l'autorité, n'en livra qu'une copie.

(2) *Arch. nat.*, citées par WELSCHINGER, p. 189.

(3) *Arch. nat.*, WELSCHINGER, p. 190.

n'en restera pas une seule feuille. C'est comme l'écrasement de la pensée par la matière brutale (1)... »

La rivalité de la police et de la censure fut plus ardente que jamais après la saisie de l'*Allemagne*. Un bulletin envoyé par Savary à l'Empereur nous met au courant de cette situation.

« On ne peut s'empêcher de placer ici, dit-il, une observation qui prouve combien la surveillance des journaux et de l'imprimerie importe au Gouvernement... Assurément le directeur général de la librairie y met beaucoup de zèle et d'activité. Mais il est évident qu'on ne s'y était pas attendu, et qu'on avait beaucoup compté sur les obstacles qu'oppose à l'action de la police dans ce genre d'affaires l'établissement d'une administration séparée. »

Sa conclusion implicite, c'était, en faisant valoir les services incomparables de la police, d'établir nettement aux yeux de l'Empereur sa prépondérance sur la Direction générale.

Il ne faudrait cependant pas croire que l'activité de la nouvelle administration, reconnue par Savary lui-même, le cédât de beaucoup à celle de la police, quoique l'incident relatif à la saisie de l'*Allemagne* fût de nature à nous la représenter comme relativement douce et équitable auprès de sa rivale. Toujours est-il qu'elle se décide après un examen de l'ouvrage,

(1) WELSCHINGER, p. 190.

non simplement en considération de la personne de l'auteur, et qu'elle motive ses décisions.

M. Welschinger cite de nombreux extraits de bulletins officiels relatant les ouvrages supprimés ou corrigés par la censure dans les années 1810 et suivantes et les motifs de ces décisions (1). Encore est-il sobre dans ses citations, comme il le fait lui-même remarquer, puisque de 1810 à 1812, il n'a choisi que vingt-huit décisions, parmi dix-sept à dix-huit cents. On y voit que c'est l'intérêt politique, l'intérêt de l'empereur et presque jamais l'intérêt social que les censeurs ont en vue.

D'ailleurs leurs principes de conduite nous sont connus par leur propre aveu :

« Il faut que les ouvrages ne visent point à donner de préceptes politiques, à endoctriner les peuples et à régenter les rois. Il doit être permis de déraisonner à ceux qui ne nuisent ni à l'Etat ni aux mœurs. Les ouvrages qui reportent les lecteurs aux temps révolutionnaires ne sont bons qu'à réveiller l'esprit de parti. On doit interdire tous les livres relatifs à la mort de Louis XVI, parce qu'il ne sert à rien de rappeler des souvenirs fâcheux, lorsqu'on peut jouir d'un temps plus fortuné. Un ouvrage sur la politique sans but et sans motif », comprenons dont le but et le motif n'est pas d'encenser le régime impérial et la personne de l'Empereur, « ne peut se publier sans décon-

(1) P. 193 et suivantes.

sidérer l'autorité qui semble l'avouer en le laissant paraître, etc. (1) (2). »

Conclusion. — Cette époque du Consulat et du premier Empire nous offre donc, en matière de presse périodique ou non périodique, le type de saisie le plus dur, le plus restrictif des libertés de l'individu :

1° En ce qu'elle est confiée à l'autorité administrative, soit à la police, soit à des fonctionnaires spéciaux ;

2° En ce que cette saisie ainsi opérée administrativement a lieu à titre définitif, sans qu'intervienne ultérieurement le pouvoir judiciaire ;

3° En ce qu'elle a lieu généralement avant la publication, ce qui fait échapper l'Administration au contrôle d'ailleurs purement moral que le public pourrait exercer sur ses décisions s'il connaît l'ouvrage.

Il ne faut pas critiquer cette saisie en disant qu'elle est illégale, car, à peu de chose près, ce régime d'ar-

(1) WELSCHINGER, p. 199-200.

(2) On s'étonne moins dès lors qu'un recueil de contes en vers et en prose fort libres intitulé *Comme on soupait* pût être l'œuvre d'un des membres du collège des censeurs et de l'Institut, Calhava, et recevoir l'indulgente approbation de ses collègues de la Censure (WELSCHINGER, p. 193) : puisque l'intérêt politique n'était pas en question !

Cependant la Censure était loin d'avoir des idées larges en matière de moralité, et sa main s'abatit souvent lourdement sur des ouvrages qui nous sembleraient aujourd'hui bien innocents. Mais ces préoccupations étaient au second plan, les préoccupations d'ordre politique étant très prédominantes.

bitraire administratif est consacré par la loi. C'est à la loi elle-même qu'il faut s'en prendre, et comme la saisie n'est pas ici une institution isolée, qu'elle fait partie de tout un système de droit public, c'est ce système lui-même qu'il faudrait mettre en cause, nous demandant s'il n'y a pas intérêt et dans quelle mesure — pour la société, et pour le gouvernement lui-même, à ménager les droits des individus.

Nous ne pouvons ici que poser la question beaucoup plus vaste que notre sujet, mais, sans être résolue directement, elle doit souvent se présenter à l'esprit dans toute étude, si spéciale qu'elle soit, qui touche aux droits respectifs de l'Etat et des individus.

CHAPITRE II

LA SAISIE JUDICIAIRE SOUS LA RESTAURATION

Le principe de l'application du droit commun à la presse sous la Restauration. — La base de la législation libérale de la presse sous la Restauration, c'est le droit commun considéré comme lui étant applicable dans ses principes et auquel cette législation vient apporter certaines modifications, pour des raisons particulières. Le domaine de la presse n'est pas considéré un domaine à part qu'il est inintelligible, ainsi que l'exposera M. Ribot, de vouloir assimiler au domaine du droit commun (1).

Quoiqu'on pense théoriquement de cette conception, il faut reconnaître qu'elle avait à cette époque l'intérêt de marquer le progrès des idées libérales ; faire rentrer la presse dans le droit commun, c'était en effet la faire rentrer dans le droit, d'où elle

(1) Discussion de la loi du 29 juillet 1881 à la Chambre des députés. Séance du 29 janvier 1881. CELLIEZ et LE SENNE, *Loi de 1881*, p. 242.

était à la vérité exclue sous les régimes arbitraires des périodes précédentes. Législation spéciale avait trop bien signifié oppression, arbitraire, absence de protection légale pour que le public fût disposé à entendre ces mots dans un sens favorable.

Le principe de l'application à la presse des règles du droit commun étant admis, le législateur de la Restauration y apporta d'importantes dérogations, dont la plus importante fut l'attribution à la connaissance du jury de presque tous les délits de presse. En outre, on soumet les journaux politiques à la déclaration et au cautionnement, institutions qui sont évidemment étrangères au droit commun. De même pour la détermination des délinquants, ainsi que pour la détermination des délits, on fut obligé de s'écarter plus ou moins des règles ordinaires du droit.

La saisie préventive en matière de presse apparut au législateur comme une application particulière de la saisie de droit commun, soit qu'il la soumît aux règles mêmes du Code d'Instruction criminelle, soit qu'il reproduisît ces règles avec certaines modifications.

M. de Serres, garde des sceaux, disait, en effet pour justifier la saisie prévue par le projet de loi qui allait devenir la loi du 26 mai 1819, qu'elle est « la conséquence naturelle de la poursuite commune à tous les délits. La raison commande en effet de sai-

sir les instruments, d'arrêter les suites du délit dont la répression est poursuivie... Quant au dommage qui peut résulter d'une injuste poursuite, il est commun à tous les prévenus et à tous les délits (1) ».

De Grattier, commentateur des lois de la Restauration approuvait cette manière de voir, et Chassan (2) la reproduisait à peu près dans les mêmes termes.

Nous avons déjà critiqué cette assimilation de la saisie de droit commun et de la saisie en matière de presse (3), comme étant suivant nous le résultat d'une confusion. En effet les objets utiles à la manifestation de la vérité que le Code d'Instruction criminelle permet de saisir sont souvent — par accident — les instruments du délit ; or, ce sont bien les instruments du délit — essentiellement cette fois — qu'il s'agit de saisir en matière de presse, pour les empêcher de continuer leur œuvre malfaisante (4). D'où une ressemblance accidentelle qui porte à assimiler quant au fond les deux opérations, d'autant plus que, comme nous l'avons déjà dit, le juge d'instruction, maître de régler la saisie à son gré, pourra en fait,

(1) Cité par DE GRATTIER, *Commentaire des lois de la presse et des autres moyens de publicité*. L. du 26 mai 1819.

(2) *Traité des infractions de la parole, de l'écriture et de la presse*. Edition de 1837-1839, II, 251.

(3) Introduction, p. 1 et sq.

(4) Introduction, p. 2 et 3.

sinon en droit, usant des pouvoirs que lui donne le Code d'Instruction criminelle des'emparer des pièces à conviction, saisir une édition entière, c'est-à-dire un stock d'objets uniformes qui n'apporteront à la justice aucun renseignement nouveau.

Nous n'avons d'ailleurs, il faut le reconnaître, que des raisons purement théoriques de regretter cette assimilation qui aboutit dans la pratique à des résultats très acceptables surtout lorsqu'elle est mitigée par les dispositions spéciales de la loi du 26 mai 1819.

Le préventisme et le répressisme sous la Restauration.

— Malgré l'article 8 de la charte de 1814 qui garantissait aux Français « le droit de publier et de faire imprimer leur opinion en se conformant aux lois qui doivent réprimer les abus de cette liberté », le régime de la presse au début de la Restauration se caractérise par un préventisme très accentué.

D'abord une ordonnance du 10 juin maintient provisoirement en vigueur le décret du 5 février 1810. La censure facultative pour les écrits de vingt feuilles d'impression et au-dessous, et l'autorisation préalable pour les journaux et écrits périodiques, sont ensuite établies par le titre 1^{er} de la loi du 21 octobre 1814. L'abrogation de ce titre était prévue pour la fin de la session de 1816 par l'article 22 de la loi de 1814, et elle eut lieu. Mais au début de l'année 1817, les écrits périodiques sont de nouveau soumis à l'autori-

sation pour une nouvelle période d'un an. A la fin de l'année 1817, une loi du 30 Décembre renouvelle la nécessité de l'autorisation pour une nouvelle année en ce qui concerne les journaux politiques.

Enfin les lois de mai et de juin 1819 inaugurent pour la presse un régime de liberté, exempt de censure et d'autorisation. Ce régime subira encore des vicissitudes, tant sous le gouvernement des Bourbons que sous celui de Louis-Philippe. La liberté de la presse est toujours le principe, mais les mesures préventives sont quelquefois nombreuses et importantes. Nous ne nous occuperons pas de cet aspect préventif des lois de la Restauration qui n'apporterait à notre étude de la saisie aucun document original.

Nous ne voulons en effet par cet examen historique que faire apparaître d'une façon plus vivante que ne le saurait faire un exposé dogmatique les différents types législatifs de saisie. Le 1^{er} Empire nous a fourni le type pur de la saisie administrative au service du système le plus complet de prévention prohibitive ; nous en verrons réapparaître le fantôme dans le fait, sinon dans le droit, sous le second Empire.

C'est par l'établissement de la liberté de la presse et par l'organisation du répressisme que la Restauration a fait œuvre originale. La loi du 26 mai 1819, et la loi du 25 mars 1822, l'une dérogeant sur certains points aux règles du droit commun, l'autre renvoyant à ces règles, nous introduisent dans l'étude d'une nouvelle

espèce de saisie, la saisie préventive judiciaire à raison de délits proprement dits contenus dans l'écrit qui sont l'objet d'une poursuite. Nous l'étudierons sous l'empire de l'une et l'autre lois.

Toutefois, certaines mesures de prévention réglementaire sont conciliables avec le répressisme, elles en sont même inséparables ; telles sont les mesures prescrites par le titre II de la loi du 21 octobre 1814 ; nous parlerons brièvement de la saisie à laquelle elles exposent le contrevenant (art. 15), saisie pour contravention dont les formalités sont réglées par la loi du 28 février 1817.

La saisie pour contraventions prévue par l'article 15 de la loi du 21 octobre 1814. — L'art. 15 de la loi du 21 octobre 1814 prévoyait trois cas de saisie. .

« Il y a lieu à saisie et séquestre d'un ouvrage :

1° Si l'imprimeur ne représente pas les récépissés de la déclaration et du dépôt ordonnés en l'article précédent ;

2° Si chaque exemplaire ne porte pas le vrai nom et la vraie demeure de l'imprimeur ;

3° Si l'ouvrage est déferé aux tribunaux pour son contenu. »

La procédure de cette saisie fut réglée par la loi du 28 février 1817.

Mais la loi du 26 mai 1819 vint rendre la loi de 1817 inutile en ce qui concerne le troisième cas de saisie, c'est-à-dire la saisie à raison du contenu

qu'elle-même réglemente à nouveau ; aussi la loi de 1819, dans son article 31 prononce-t-elle l'abrogation de la loi de 1817, mais il faut comprendre, suivant l'opinion de tous les auteurs et de la jurisprudence, qu'elle ne l'abroge que dans la mesure où elle la remplace. Les dispositions relatives à la saisie pour des contraventions aux lois et aux règlements sur la police de l'imprimerie et de la librairie n'avaient rien de commun avec la loi du 26 mai 1819. La loi du 28 février 1817 continue donc sous l'empire de cette loi, et continuera sans interruption jusqu'au décret du 17 février 1852 (1), à régir la saisie à raison des contraventions prévues par le titre II de la loi de 1814 (2).

Les formalités qu'elle édicte ont pour but d'enfermer dans certains délais les divers actes de la procédure depuis la saisie jusqu'au jugement, de façon à éviter les lenteurs qui peuvent être en cette matière gravement préjudiciables à l'intéressé. Nous trouverons dans la loi du 26 mai 1819 le même souci et des prescriptions analogues, qui en sont la partie la plus originale, en ce qui concerne la saisie à raison

(1) Nous verrons en effet que ce décret statue sur la procédure de la poursuite des contraventions prévues par les lois antérieures (art. 25-27). V. ch. III.

(2) Cf. CHASSAN, II, 523. DE GRATTIER, L. de 1817. L. de 1819. PARANT, *Lois de la presse*, p. 61. Arrêts cités par les précédents de la Cour de cass. du 22 août 1823, 27 mars 1828.

du contenu. La loi de 1817 (article unique) est ainsi conçue :

« Lorsqu'un écrit aura été saisi en vertu de l'art. 15 du titre II de la loi du 21 octobre 1814, l'ordre de saisie et le procès-verbal seront à peine de nullité notifiés dans les vingt-quatre heures à la partie saisie qui pourra y former opposition.

« *En cas d'opposition*, le procureur du roi fera toute diligence pour que dans la huitaine à dater du jour de la dite opposition, il soit statué sur la saisie. Le délai de huitaine expiré, la saisie, si elle est maintenue par le tribunal, demeurera de plein droit périmée et sans effet, et tous dépositaires de l'ouvrage seront tenus de le remettre au propriétaire. »

A quelle autorité appartient-il d'ordonner cette saisie ?

Le silence de la loi de 1817 à cet égard a donné lieu à des divergences d'opinion entre les auteurs.

Parant estime que c'est au juge d'instruction (1), Chassan, au contraire, reconnaît ce droit au procureur du roi, pour diverses raisons.

« Tandis que le procureur du roi, dit-il, figure dans la loi » (du 28 févr. 1817) « pour y jouer un rôle actif, et pour porter après la saisie l'affaire à l'audience, il n'est pas fait une seule fois mention du magistrat instructeur. Et pourquoi en effet le juge d'instruction donnerait-il l'ordre de saisir ? Il ne s'agit

(1) PARANT, p. 287.

pas ici d'une procédure par la voie de l'information préalable (1)... »

Mais Chassan ajoute :

« Cette saisie n'est qu'une mesure de précaution, un séquestre, comme l'appelle l'art. 15 de la loi du 21 octobre 1814. Elle n'entraîne aucune confiscation de la propriété, même en cas de condamnation. Car l'art. 18 de la loi de 1814 décide qu'après le paiement de l'amende, les exemplaires saisis seront restitués. Le caractère de cette mesure est donc d'être uniquement une mainmise sur les exemplaires, opération qui est du ressort du procureur du roi et non du juge d'instruction. »

Ce dernier argument ne prouve juridiquement rien quant à la règle de compétence que les lois de 1814 et de 1817 ont eue en vue. Car il ne tient pas compte de ce que les dispositions de la loi de 1817 s'appliquaient primitivement non seulement aux saisies pour contraventions prévues par les deux premiers numéros de l'art. 15 de la loi de 1814, mais aussi à la saisie à raison du contenu prévue par le troisième numéro de cet article. La saisie pour contraventions *seule* est une mainmise destinée à assurer le paiement des amendes ; à elle *seule* s'applique l'article 18 de la loi de 1814. La règle que conclut Chassan de son observation, à savoir que le droit d'ordonner la saisie appartenait au procureur du roi sous l'empire des lois de 1814 et de 1817, devait, au contraire, s'appliquer en même temps à cette saisie pour contraven-

(1) CHASSAN, II, 526.

tion et à la saisie à raison du contenu groupées par ces lois sous le même nom (saisie et séquestre) et sous les mêmes règles.

En revanche cet argument justifie très bien la séparation faite par la loi du 26 mai 1819 entre ces deux sortes de saisie, la première qu'elle laisse sous l'empire des lois antérieures de 1814 et de 1817, et la seconde qu'elle soumet à des règles nouvelles, celles-ci s'imposant notamment en ce qui concerne l'autorité investie du droit d'ordonner la saisie, si l'on admet avec Chassan que sous le régime de la loi de 1817, cette compétence appartenait au procureur du roi.

La saisie à raison du contenu. — La saisie à raison du contenu de l'écrit est prévue et réglée à nouveau par les articles 7 et suivants de la loi du 26 mai 1819.

« Immédiatement après avoir reçu le réquisitoire ou la plainte, le juge d'instruction pourra ordonner la saisie des écrits, imprimés, placards, dessins, gravures, peintures, emblèmes ou autres instruments de publication (art. 7 § 1). »

Le § 2 de cet article et les articles suivants organisent une procédure spéciale tendant à régler le plus promptement possible le sort de la saisie.

Enfin l'article 26 (§ 1) dispose que :

« Tout arrêt de condamnation contre les auteurs ou complices de crimes et délits commis par voie de publication, or-

donnera la suppression ou la destruction des objets saisis ou de tous ceux qui pourront l'être ultérieurement, en tout ou en partie suivant qu'il y aura lieu pour l'effet de la condamnation. »

Etendue d'application de ces dispositions : s'appliquent-elles aux délits qui sont de la compétence des tribunaux correctionnels ? Ayant ainsi un aperçu des dispositions de cette loi relatives à la saisie, il nous faut d'abord déterminer l'étendue de leur application.

S'appliquent-elles seulement dans le cas de crimes ou de délits déférés à la Cour d'Assises par l'art. 13, ou s'appliquent-elles aussi aux délits que l'article 14 laisse à la connaissance des tribunaux correctionnels, délits de diffamation verbale ou d'injure verbale envers toute personne, délits de diffamation ou d'injure par une voie de publication quelconque envers les particuliers ?

Dalloz estime que la saisie prévue par l'article 7 ne s'applique qu'« au seul cas où l'ouvrage renfermerait soit un crime soit un délit de la compétence de la Cour d'Assises, c'est-à-dire au seul cas où il y avait lieu à l'information obligatoire alors prescrite par cette loi. C'est en effet à propos de l'information ouverte sur ces crimes ou délits que l'article 7 de la loi de 1819 conférait au juge d'instruction la faculté d'ordonner « la saisie des écrits, imprimés, placards,

dessins, gravures, emblèmes ou autres instruments de publication » (1).

Donc, conclut-il, « il n'y avait pas lieu à saisie pour le cas où il s'agissait de délits que la même loi laissait dans la compétence des tribunaux correctionnels, c'est-à-dire pour les délits de diffamation ou d'injure envers les particuliers et pour les délits de diffamation verbale ou d'injure verbale envers toute personne ».

Cette opinion nous paraît inadmissible. Nous ne voyons pas que l'article 7 soit fait exclusivement pour les crimes et délits de la compétence de la Cour d'Assises, que ce soit à propos de l'information ouverte sur ces crimes et délits et non sur les délits déferés aux tribunaux correctionnels que l'article 7 confère au juge d'instruction le droit de saisie.

Ce qu'il faut dire, c'est que dans un cas comme dans l'autre, la saisie est subordonnée à l'ouverture d'une information.

C'est l'opinion de Chassan.

« Le tribunal correctionnel, dit-il, peut être saisi directement, soit par le ministère public, soit par la partie civile. C'est le droit commun qui l'établit ainsi. Mais le ministère public peut prendre à son gré la voie de l'instruction préalable. Il peut aussi exister une saisie de l'objet qui fait la

(1) DALLOZ, *Supplément, Presse-outrages*, p. 541.

matière de la poursuite. Cette saisie peut être ordonnée à raison du sens de l'objet poursuivi » (1)...

Chassan montre que les formalités de la saisie, lorsque le fait est de la compétence correctionnelle, sont les mêmes que lorsque le fait est de la compétence de la Cour d'Assises. Les prescriptions des articles 7 et suivants de la loi du 26 mai 1819 sont applicables (2).

D'ailleurs si la procédure édictée par cette loi ne s'appliquait pas aux délits déferés aux tribunaux correctionnels, serait-ce une raison pour dire qu'il n'y a pas lieu à saisie ?

Il nous paraît certain qu'il faudrait dans ce cas continuer à leur appliquer la saisie à raison du contenu prévue et réglée par les lois de 1844 et de 1817 dont la loi du 26 mai 1819 n'a entendu abroger les dispositions que pour les cas qu'elle-même se charge de régler.

Il faudrait dire de ces délits ce que nous avons dit des contraventions prévues par la loi de 1814.

Sous le régime de la loi de 1819, l'intérêt pratique de cette question est relativement assez faible, puisqu'il ne concerne que les délits de diffamation et d'injure envers les particuliers, de diffamation verbale et d'injure envers toute personne, seuls délits

(1) CHASSAN, II, 515.

(2) CHASSAN, II, 518.

qui d'après cette loi sont de la compétence des tribunaux correctionnels.

La même question continue-t-elle à se poser sous le régime de la loi du 25 mars 1822, dont l'article 17 replace les délits de presse dans la compétence des tribunaux de police correctionnelle et ne laisse à la connaissance du jury que les crimes ?

Elle offrirait alors beaucoup plus d'intérêt.

Suivant, en effet, que l'on estime que la procédure de la loi du 26 mai 1819 s'applique ou ne s'applique pas quand le tribunal correctionnel est compétent, ce serait désormais tous les délits de presse qui seraient soumis à cette procédure, ou tenus en dehors d'elle.

Mais on s'accorde pour comprendre l'article 17 de la loi de 1822 d'une manière qui la rend inconciliable de toutes façons et dans tous les cas avec la procédure spéciale de la loi de 1819. On estime que cet article en rétablissant le principe du droit commun de la compétence de la police correctionnelle pour les délits et du jury pour les crimes, prétend régler plus que cette pure question de juridiction, et rétablir le droit commun aussi quant à la procédure qui sera suivie devant ces juridictions, effaçant par là toute autre règle édictée par des lois spéciales.

« La loi de 1822, dit Dalloz, en remplaçant les délits de presse et de publication dans la compétence des tribunaux correc-

tionnels a soumis la poursuite de ces délits, et à plus forte raison celle des crimes aux règles de procédure tracées par le Code d'Instruction criminelle » (1).

Pourquoi : « à plus forte raison celles des crimes » ?

Parce qu'il serait inadmissible de continuer aux crimes un régime de faveur qui est retiré aux simples délits ; nous verrons en effet que la procédure spéciale de la loi de 1819 est une procédure de faveur.

Cette interprétation dépasse évidemment l'expression littérale de l'article 17, mais elle est conforme à l'esprit et aux intentions réactionnaires des auteurs de la loi de 1822. D'ailleurs après la loi du 8 octobre 1830 (art. 5) qui abroge entre autres articles de la loi de 1822 l'article 17, mais sans dire ce qu'effectivement par là elle abroge, une loi du 8 avril 1831 vient expressément dans son article 5 prescrire le retour aux formes et aux délais spéciaux prévus par la loi du 26 mai 1819 en cas de saisie ; c'est donc que ces formes et délais n'étaient plus en vigueur depuis la loi de 1822, qu'il faut les comprendre parmi les règles que l'article 17 de cette loi a abrogés, et que la loi du 8 octobre 1830 a rétablies par l'abrogation de cet article.

Donc pendant les dernières années de la Restaura-

(1) *Supplément*, p. 541.

tion, la saisie préventive en matière de presse fut régie par les dispositions du Code d'Instruction criminelle relatives à la saisie préventive.

Nous avons critiqué théoriquement cette assimilation juridique de deux opérations qui nous paraissent de nature très différente, la saisie en matière de presse, et la saisie de droit commun (1).

Un tel système, avons-nous dit, n'est réalisable que par un véritable abus de pouvoir de la part du juge d'instruction qui saisira pour empêcher la propagation de leurs effets nuisibles des exemplaires dont la saisie est sans utilité pour la découverte de la découverte de la vérité, profitant de ce que la loi ne soumet à aucun contrôle l'appréciation qu'il fait de cette utilité.

Pourtant, comme son application ne souffre en fait, aucune difficulté, il a paru et paraît encore très naturel à tout le monde.

Nous étudierons le régime qui en résulte à sa place chronologique c'est-à-dire après celui de la loi du 26 mai 1819.

Justification de la saisie préventive en matière de presse. — Comme l'écrit Chassan, « la mesure la plus urgente en cas de poursuite est ordinairement la

(1) V. p. 1 et suivantes, et p. 33 et suiv.

saisie de l'écrit ou de l'imprimé objet de la plainte du ministère public (1) ».

Il ajoute un peu plus loin : « Laisser circuler un ouvrage jusqu'après le jugement, ce serait s'exposer à tous les dangers de la licence, et perdre le plus souvent le fruit de la répression elle-même. »

La saisie qui nous occupe se justifie en effet très bien par ces considérations d'intérêt social (2). Mais c'est en vain qu'on essaierait de démontrer qu'elle ne constitue pas une atteinte aux droits des particuliers d'un genre spécial et sans équivalent dans le droit commun.

Nous avons déjà fait justice de la prétention de nombreux auteurs de l'assimiler à la saisie de droit commun pour la justifier (3). Elles n'ont pas le même objet, avons-nous dit. La saisie en matière de presse s'applique à tous les exemplaires de l'écrit dont la circulation continuerait indéfiniment à propager les suites du délit. On fait ici œuvre répressive en ce qu'on devance, pour lui assurer son efficacité, le jugement qui en cas de condamnation « ordonnera la suppression et la destruction des objets saisis » (art. 26 de la loi du 26 mai 1819).

(1) CHASSAN, II, 251.

(2) V. Introd., p. 5 et 6.

(3) V. *supra*, p. 34 et 35.

La saisie prévue par le Code d'Instruction criminelle au contraire n'a aucun caractère répressif, elle a « uniquement pour but de fournir des moyens propres à la découverte de la vérité » (1).

« La saisie doit porter, non seulement sur les armes ou les instruments qui ont servi à commettre le crime et sur ce qui en est le produit, comme les pièces fausses ou les objets volés, mais sur tout ce qui peut amener la manifestation de la vérité, comme les vêtements du prévenu ou de la victime, les meubles ou autres objets qui portent des traces de lutte, des lettres adressées au prévenu ou émanant de lui » (2).

On voit donc que les objets saisis comme pièces de conviction sont de nature très variée, et qu'ils peuvent appartenir aussi bien à la victime du délit ou à des tiers qu'au prévenu.

S'il y a un dommage causé par cette saisie, il peut donc varier dans des proportions indéfinies suivant les cas — en nature et en degré suivant la nature et la valeur de l'objet saisi — et il peut affecter la victime ou des tiers aussi bien que l'auteur du délit.

Ce peut être, par exemple, le dommage matériel résultant de la privation de l'objet saisi pour son propriétaire — privation purement temporaire, à moins de confiscation spécialement prononcée par la loi. Il

(1) DALLOZ, *Code d'Instruction criminelle annoté*, art. 35. GARRAUD, n° 482. FAUSTIN-HÉLIE, t. IV, n° 1814.

(2) DALLOZ, *Code d'Instruction criminelle annoté*, même article.

peut y avoir d'autre part un dommage purement moral : par exemple, l'impression pénible causée à la famille d'une personne assassinée par l'exhumation de ses restes, la production de ses viscères à l'audience, comme pièces à convictions, etc.

Ces exemples seulement pour montrer que le dommage sera à définir pour chaque espèce. Comment lui assimiler le dommage si invariable en nature sinon en degré qui résulte dans une poursuite de presse pour le prévenu — auteur ou éditeur — de la suspension de la vente d'un ouvrage, de la privation des avantages matériels et moraux qui résulteraient de cette vente.

Nous ne pensons donc pas devoir justifier la saisie d'un ouvrage en disant comme le garde des sceaux, en 1819, et la plupart des auteurs à sa suite que « le dommage est commun à tous les prévenus et à tous les délits » ou qu'il ne s'agit que « d'une mesure autorisée par le droit commun qui d'accord avec la raison permet de saisir les instruments et d'arrêter les suites des délits dont la répression est poursuivie ». L'objet de cette saisie et le dommage qu'elle cause aux particuliers sont d'une nature originale ; c'est par des considérations spéciales qu'il faut la justifier.

Ayant ainsi justifié la saisie en matière de presse par son utilité sociale, nous abordons l'étude méthodique des principales règles de la législation spéciale

du 26 mai 1819, que nous comparerons ensuite au régime de droit commun mis en vigueur en cette matière par la loi du 25 mars 1822.

A. Régime de la loi du 26 mai 1819.

1^o *Autorité compétente.* — « Immédiatement après avoir reçu le réquisitoire ou la plainte, dit l'article 7, le juge d'instruction pourra ordonner la saisie... »

Cette compétence appartient donc exclusivement au juge d'instruction. Il doit auparavant avoir reçu le réquisitoire ou la plainte, mais il n'est pas besoin que la saisie soit requise pour qu'il puisse l'ordonner, et si elle est requise, il peut se dispenser de l'ordonner. Bref il est juge de l'opportunité et de la nécessité de la mesure. C'est ce qui résulte formellement de l'article 7 de la loi du 26 mai 1819 qui porte que le juge « pourra ordonner la saisie » ce qui indique une compétence et une faculté, et jamais une obligation (1).

Nous avons dit à propos de la saisie pour contraventions qu'elle rentrait normalement dans les attributions du procureur, n'étant qu'une simple mainmise provisoire destinée à garantir le paiement des amendes, et ne laissant pas de place à l'arbitraire parce

(1) CHASSAN, II, 255, 257.

qu'une contravention est facile à constater, n'est pas susceptible d'être appréciée de plusieurs façons différentes.

Au contraire la saisie à raison du contenu est une opération trop délicate, comportant une trop grande part de libre appréciation pour que les particuliers puissent sans inquiétude la voir confier à un officier de police judiciaire dépendant directement du Gouvernement.

Le juge d'instruction, en tant qu'il est une véritable juridiction — en tant qu'il est inamovible (comme juge sinon comme chargé de l'instruction) présente des garanties particulières d'indépendance et d'équité.

N'y a-t-il dans tous les cas que le juge d'instruction qui puisse saisir ?

Le droit d'opérer la saisie régulière prévue par les articles 7 et suivants de la loi du 26 mai 1819 n'appartient qu'à lui agissant par lui-même ou par ses délégués.

Mais il faut distinguer cette saisie régulière de la simple mainmise provisoire exercée en cas de flagrant délit sur quelques exemplaires ou même sur l'édition entière pour éviter la disparition des preuves et l'enlèvement de l'instrument du délit.

Dans ce dernier cas, le droit de propriété, l'intérêt pécuniaire sont peu compromis et on peut se passer des garanties de la loi du 26 mai 1819 ; cette saisie sera

effectuée par des officiers ou agents de la police judiciaire (art. 8 du Code d'Inst. crim.) ou par les préfets (art. 10 Code. d'Inst. crim.) et il n'y aura pas lieu d'observer les formes et délais spéciaux imposés, comme nous allons le voir, en cas de saisie régulière (1).

Cette mainmise est purement provisoire et doit être suivie immédiatement d'une saisie régulière ordonnée par le juge d'instruction (2).

2^e La saisie ne peut intervenir qu'après la publication. — Une autre règle également libérale de cette législation est que la saisie ne doit jamais avoir lieu avant la publication, c'est-à-dire avant la mise en vente ou la distribution. Sans doute cette règle n'est pas formulée expressément par la loi du 26 mai 1819, mais elle ressort avec évidence de ce que d'après cette loi le délit doit avoir été commis pour que la saisie soit possible, délit que la loi du 17 mai 1819 fait résider dans la publication.

Pour être saisi, un ouvrage doit être poursuivi, et pour être poursuivi, il doit avoir été publié.

D'ailleurs l'exposé des motifs du projet qui est devenu la loi du 26 mai 1819 déclare que « la saisie ne précédera plus la publication, elle ne pourra que la

(1) Cf. *Arrêts cités* par CHASSAN, II, 259 et suiv.

(2) CHASSAN, II, 258 et suiv.

suivre, et le public qui connaîtra l'ouvrage pourra, dans ses principes mêmes, juger l'action intentée ».

La commission de la Chambre des députés nous avertit dans son rapport de l'importance qu'elle attachait à cette condition « la commission se serait refusée sans hésiter, dit-elle, à toute saisie antérieure à la publication qui ne serait, en réalité, que la censure préalable sous un faible déguisement, et par conséquent la ruine de la liberté de la presse. Mais il n'y a dans celle qui vous est proposée rien de préventif ni de préalable (1). L'ouvrage est déjà publié ; le délit, s'il y en a, n'est plus un projet. L'auteur a joui de la liberté de publier sa pensée ; n'est-il pas juste que la société puisse à son tour entrer en considération du dommage qu'elle pourrait souffrir, et arrêter provisoirement les suites d'une publication dangereuse » ?

La saisie faite avant la publication serait donc illégale et nulle d'une nullité substantielle et radicale, proposable en tout état de cause, comme contraire à notre droit qui prohibe la censure (2).

C'est l'opinion admise par tous les commenta-

(1) Le mot préventif est pris ici dans le sens spécial de « prévenant le délit lui-même ». En ce sens, la seule saisie préventive est celle qui est faite avant la publication ; mais on peut encore dire que la saisie est préventive, soit par rapport au jugement qu'elle devance (sens courant), soit par rapport aux suites du délit qu'elle enraie. (V. Introduction, p. 9 à 12).

(2) Cf. PARANT, 292 et suiv. — CHASSAN, II, p. 252 et suivantes.

teurs (1). Voilà donc encore une garantie pour les particuliers résultant de ce que par la suite de la publication déjà faite, et au moyen de la publicité des débats et du jugement, « l'opinion du pays peut être à même de prononcer entre l'ouvrage, son accusateur et ses juges (2) ».

3° *Formes et délais spéciaux.* — Enfin des règles spéciales ont été édictées par la loi du 26 mai 1819 pour donner à la procédure une rapidité qui permît à la partie saisie d'être promptement fixée sur le sort de la mainmise opérée sur son ouvrage.

C'est la partie originale de cette législation ; nous nous en rendrons compte en étudiant le régime de droit commun. Voici les délais que la loi prescrit pour chaque acte de la procédure postérieure à la saisie, et les sanctions qu'elle attache à leur inobservation :

1° L'ordre de saisie et le procès-verbal de saisie seront *notifiés dans les trois jours de la dite saisie*, à la personne entre les mains de laquelle la saisie aura été faite, à peine de nullité (3) (art. 7, § 2) ;

2° Achèvement de l'instruction *dans les huit jours*

(1) PARANT, RAUTER, CHASSAN, DE GRATTIER, etc...

(2) CHASSAN, II, 251.

(3) Remarquons qu'il ne s'agit ici que de la nullité de la saisie, non de la nullité de la poursuite, ni de la péremption de l'action publique (Cour d'assises, Paris, 25 mars 1834 : affaire de la *Tri-bune*. Cf. RAUTER-CHASSAN).

de cette notification (art. 8). Ce délai n'emporte aucune déchéance.

3° La Chambre du Conseil à laquelle le juge d'instruction présente son rapport doit statuer *dans les dix jours de la notification*, sous peine de péremption de la saisie (art. 11).

Quand il s'agit d'un simple délit, la péremption de la saisie entraîne celle de l'action publique (art. 11 *in fine*);

4° Si la Chambre du Conseil estime qu'il y a lieu de poursuivre, ou que dans le cas contraire, il y ait pourvoi de la part du ministère public ou de la partie civile, « les pièces sont transmises *sans délai* au procureur général près la Cour royale qui est tenu *dans les cinq jours de la réception* de faire son rapport à la Chambre des mises en accusation, laquelle est tenue de se prononcer *dans les trois jours du dit rapport* » (art. 10).

Ces derniers délais n'emportent par eux-mêmes aucune déchéance, mais le moyen pour la partie intéressée d'éviter les retards qui lui seraient préjudiciables, lui est fourni par l'article 11. Elle est autorisée à présenter une requête contre l'ordonnance de renvoi de la Chambre du Conseil. Et si dans les dix jours du dépôt au greffe de cette requête, la Cour n'a pas statué, il y a péremption de la saisie emportant : 1° le droit de retrait des objets saisis ; 2° la pé-

remption de l'action publique, s'il s'agit d'un simple délit (art. 11 *in fine*) (1) (2).

4° *Objets pouvant être saisis.* — « ... Le juge d'instruction, dit l'article 7, pourra ordonner la saisie des écrits, imprimés, placards, dessins, gravures, peintures, emblèmes ou autres instruments de publications... » Rien dans les termes de la loi n'implique l'idée d'une limitation quelconque ; le juge pourra saisir toute une édition, tout un tirage, et c'est ce qui est nécessaire pour atteindre le but de la saisie qui est d'arrêter les suites du délit.

En ce qui concerne la nature des objets pouvant être saisis, on s'est demandé si les termes : « autres instruments de publication » désignaient simplement des objets de même nature que ceux énumérés précédemment et que l'imagination du législateur avait pu ne pas prévoir, ou s'il fallait entendre par là des objets de nature toute différente ayant également servi à la publication ; la composition, en cas

(1) CHASSAN, II, p. 267 et suiv. — PARANT.

(2) Quoique l'article 11 ne prévoit que le cas où l'ordonnance de la Chambre du Conseil a été défavorable à la partie saisie, il faut, suivant Parant, reconnaître à celle-ci le même droit au cas où la Chambre du Conseil aurait été d'avis qu'il n'y a pas lieu de poursuivre, et où la Cour aurait à se prononcer par suite du pourvoi du ministère public ou de la partie civile. Dans ce cas, la requête est présentée non pour attaquer l'ordonnance, mais pour la défendre.

d'imprimés ; la planche et la pierre, en cas de gravure et de lithographie.

Cette dernière opinion enseignée par Rauter est admise par Chassan. D'après ces auteurs, on peut saisir « ce qui a servi directement et immédiatement à la publication », formule qui exclut la presse (1) ; mais qui comprend la composition, la planche, la pierre.

Chassan appuie cette opinion sur les termes de l'article 26 qui, en cas de condamnation, prononce « la *suppression* ou *destruction* des objets saisis ». Pourquoi ces deux mots, si le deuxième, « destruction » ne s'applique pas aux écrits, dessins, emblèmes, impliquant une idée de disparition complète, et si le premier « suppression » ne s'applique pas spécialement à la composition qu'il suffit de mettre en pâte, à la pierre dont il suffit d'effacer le dessin (2) ?

5° *Sort des objets saisis en cas de condamnation.* —

« Tout arrêt de condamnation..., dispose l'article 26, ordonnera la suppression ou la destruction des objets saisis ou de tous ceux qui pourront l'être ultérieure-

(1) La presse, en effet, et tous les objets qui n'ont pas immédiatement et directement servi à la publication, ne présentent aucun danger puisqu'ils ne peuvent pas servir à la reproduction du délit.

(2) CHASSAN, II, 264, 266.

ment en tout ou en partie, suivant qu'il y aura lieu pour l'effet de la condamnation (§ 1). »

Cette disposition est très importante. A la rigueur, la disposition qui autorise la saisie et la destruction des exemplaires publiés après la condamnation suffirait-elle à empêcher de reparaitre dans la circulation ceux qui auraient été saisis avant le jugement et restitués.

Mais la saisie préventive a précisément pour but de traiter les exemplaires publiés avant le jugement de condamnation, comme ce jugement permettra de traiter ceux qui seraient publiés postérieurement, et il est utile pour qu'elle atteigne complètement son but répressif que le jugement la consolide, la rende définitive en la transformant en confiscation ou en destruction.

Connaissant ainsi les règles spécialement édictées par la loi du 26 mai 1819 pour la saisie en matière de presse, il nous faut étudier maintenant le régime qui résulte de l'application à celle-ci des règles de la saisie du droit commun.

B. Régime de la loi du 25 mars 1822.

L'APPLICATION DES RÈGLES DU CODE D'INSTRUCTION CRIMINELLE

1°) *Autorité compétente. Juge d'Instruction.* — La règle générale, qui résulte de l'article 87 du Code

d'Instruction criminelle, est très claire. « Le juge se transportera, s'il en est requis, et pourra même se transporter d'office dans le domicile du prévenu pour y faire la perquisition des papiers, effets et généralement de tous les effets qui seront jugés utiles à la manifestation de la vérité. » Ses pouvoirs en cette matière ne comportent d'autres restrictions que celles que sa conscience lui imposera, dans l'appréciation de l'utilité des objets à saisir.

Il n'a pas besoin pour agir d'une réquisition *ad hoc* du procureur, et s'il reçoit cette réquisition, il peut, suivant la majorité des auteurs, refuser d'y différer (1).

La perquisition par le juge d'instruction peut avoir lieu soit qu'il y ait ou non flagrant délit, soit que le fait constitue un crime ou un délit (2).

La question n'est pas aussi facilement résolue, en ce qui concerne les pouvoirs accordés en matière de saisie par le Code d'Instruction criminelle à d'autres autorités, au procureur du roi (de la République) et aux autres officiers de police judiciaire, ainsi qu'au préfet de police à Paris et aux préfets des départements.

Procureur du roi et autres officiers de police judiciaire. — Dans le cas de flagrant délit, et lorsque le fait sera de nature à entraîner une peine afflictive et infamante, les articles 32 et suivants du Code d'Ins-

(1) F. HÉLIE, *Traité de l'Inst. crim.*, IV, n° 1614. GARRAUD *Précis de droit criminel*, n° 482.

(2) F. HÉLIE, IV, p. 364-386.

truction criminelle confèrent au procureur du roi le droit de faire la constatation du délit et de saisir les pièces qui peuvent servir à cette constatation.

Les mêmes pouvoirs sont reconnus dans les mêmes cas à tout officier de police judiciaire (juge de paix, officiers de gendarmerie, commissaires généraux de police, etc.), par l'article 49 qui leur permet de dresser les procès-verbaux, de recevoir les déclarations des témoins, de faire les visites « et les autres actes qui sont aux dits cas de la compétence des procureurs du roi, le tout dans les formes et suivant les règles établies au chapitre *du procureur du roi*. »

On ne peut donc en se fondant sur l'article 8 du Code d'Instruction criminelle, d'après lequel les officiers de police judiciaire sont chargés « de rechercher les crimes, les délits et les contraventions, d'en rassembler les preuves, et d'en livrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir », leur accorder en matière de saisie des pouvoirs plus étendus que ceux qui sont réglés par les articles 32 et suivants.

Ils sont limités au cas de flagrant délit.

Ils sont limités au cas où le fait est de nature à entraîner une peine afflictive et infamante, c'est-à-dire au cas de *crime* flagrant. La loi étant formelle sur ce point, cette solution est considérée par la plupart des auteurs comme certaine (1). Mais les mêmes auteurs

(1) FAUSTIN HÉLIE, n° 1499. — MANGIN, *De l'instruction écrite et du règlement de la compétence en matière criminelle*, II, 211.

constatent que la pratique administrative et les usages des parquets permettent et prescrivent même aux agents de la police judiciaire de faire des perquisitions et de dresser des procès-verbaux en cas de simple délit flagrant.

Bien mieux ces officiers constatent encore tous les jours des faits qui ne sont pas flagrants.

Tout en reconnaissant l'illégalité de cette pratique, ces auteurs se refusent à la blâmer, à cause des avantages qu'elle présente ; sans elle, bien des faits souvent fort graves ne pourraient être retenus et resteraient par suite impunis (1).

La saisie effectuée par le procureur ou tout autre officier de police judiciaire, en vertu des attributions exceptionnelles qui leur sont conférées par la loi dans le cas de flagrant délit, est-elle régulière par elle-même ?

On ne peut soutenir qu'elle puisse être plus qu'une mainmise provisoire, en présence de l'article 45 qui oblige le procureur — et, par suite de l'article 49, les autres officiers de police judiciaire — à « transmettre sans délai au juge d'instruction les procès-verbaux, actes, pièces et instruments dressés ou saisis en conséquence des articles précédents pour être procédé ainsi qu'il sera dit au chapitre *des juges d'instruction*. »

(1) MANGIN, *Inst. écr.*, II, 237. GARRAUD, n° 483.

Mais ici encore, le fait est en désaccord avec le droit ; on produit tous les jours à l'audience des pièces qui ont été saisies en dehors de toute intervention du juge d'instruction.

— En ce qui concerne les attributions du procureur et de ses auxiliaires en matières de saisie, le droit est donc bien défini, quoique souvent mal observé,

Les préfets. — Il est plus difficile de se mettre d'accord sur l'étendue des pouvoirs accordés au préfet de police à Paris et aux préfets des départements, par l'article 10 du Code d'Instruction criminelle qui leur reconnaît le droit de « faire personnellement, ou requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne de faire, tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contravention, et d'en délivrer les auteurs aux tribunaux chargés de les punir, conformément à l'article 8 ci-dessus ».

Il est tout naturel que les préfets, en qualité de représentants du pouvoir central chargés de maintenir l'ordre public, puissent requérir les officiers de police judiciaire, chacun en ce qui le concerne.

La disposition remarquable de cet article est celle qui permet aux préfets d'accomplir eux-mêmes les actes de la compétence des officiers de police judiciaire. C'est là un droit extraordinaire, en dehors de toutes les règles de compétence administrative et judiciaire.

Mais quelle en est exactement l'étendue, la portée ?

En ce qui concerne la nature des actes à faire, il faut admettre en présence des termes généraux et absolus de l'article 10 que les préfets ont les mêmes pouvoirs que les procureurs et les juges d'instruction agissant en leur qualité d'officier de police judiciaire. Les préfets ont donc le droit de procéder par eux-mêmes à des constatations, à des perquisitions domiciliaires chez le prévenu et chez les tiers, etc.

— Ne faut-il pas admettre au moins que ces pouvoirs exorbitants sont limités au cas de flagrant délit, c'est-à-dire lorsque la nécessité d'une action rapide, de mesures urgentes pourrait justifier l'usage de dispositions exceptionnelles ?

Telle est l'opinion énergiquement et solidement défendue par Faustin Hélie (1).

Cette opinion fut d'abord consacrée par un arrêt de la Chambre criminelle de la Cour de cassation en 1853 (2), qui refusa d'admettre comme preuve pouvant servir à une condamnation des lettres qui avaient été saisies dans les bureaux de l'Administration des Postes en vertu de mandats du préfet de police.

Mais un arrêt rendu sur cette affaire par la Cour,

(1) *Traité de l'Inst. crim.*, III, n° 1207 et suiv. De même MANGIN, *Inst. écrite*, n° 93.

(2) Cassation, 23 juillet 1853. D. P. 1853, 1, 223. Aff. Cœtlogon.

toutes chambres réunies le 21 novembre 1853 (1), décida que les préfets sont investis au droit de faire ou requérir tant au domicile des prévenus que partout ailleurs et même dans les bureaux de poste, les perquisitions et saisies qu'ils jugent nécessaires pour la découverte des crimes et délits.

Cette interprétation rigoureuse et extensive de l'article 10, a été depuis lors maintenue par d'autres arrêts de la Cour de cassation (2).

L'un de ces arrêts décidait que « le préfet de police à Paris est investi de toutes les attributions du juge d'instruction quant à l'exercice de la police judiciaire et notamment du droit de faire personnellement ou de faire faire même chez les tiers et *hors le cas de flagrant délit* les perquisitions auxquelles le juge d'instruction est autorisé à procéder aux termes des articles 87 et 88, du Code d'Instruction criminelle » (3).

Quelle que soit l'opinion que l'on admette relativement à l'étendue des cas où les préfets peuvent exercer les pouvoirs qui leur sont conférés par l'article 10, il ne peut s'agir ici que d'une mainmise provisoire qui doit être régularisée par le juge d'instruction, et surtout qui ne s'explique et ne se justifie que par la

(1) D. P. 1853, 1, 279.

(2) *Bull. crim. Cass.* 10 août 1862 (aff. Taule).

(3) Cass. 19 janvier 1866. D. P. 1867, 1, 505. Dans le même sens Cass. 12 mai 1867, etc.

poursuite judiciaire dont elle n'est que l'acte initial ayant pour but d'éclairer et de faciliter l'œuvre des tribunaux.

L'article 10 en effet a été invoqué par le Gouvernement du second Empire pour justifier la saisie administrative non suivie de poursuite qui fut pratiquée sous ce régime (1). Nous savons dès à présent que cet article n'autorisait nullement de telles pratiques.

Conclusion. — Nous répèterons donc ici ce que nous avons dit à propos de la loi du 26 mai 1819. Le juge d'instruction est seul compétent pour ordonner une saisie régulière. Le procureur du roi et les autres officiers de police judiciaire ainsi que les préfets, ne peuvent exercer qu'une mainmise provisoire, dans le cas de flagrant délit seulement (2), ou plus rigoureusement, de crime flagrant.

2° *La saisie ne peut intervenir qu'après la publication.*
— Il n'y a ici aucune différence avec le régime de la loi de 1819. La saisie rentrant parmi les opérations de constatation du délit, il faut que le délit ait été commis, c'est-à-dire que la publication ait été faite. La saisie ne s'explique et ne se justifie que par la

(1) V. p. 80 et 81.

(2) Sauf en ce qui concerne les préfets, l'opinion admise par la Cour de cassation qui étend leurs attributions hors du cas de flagrant délit.

poursuite judiciaire qui ne pourrait pas avoir lieu si la publication n'avait pas été faite, car il n'y aurait pas de délit à poursuivre (1).

Quand l'Administration saisit elle-même et qu'elle est décidée à se passer de l'intervention des tribunaux, elle se dispense également d'observer cette règle, la saisie étant d'autant plus efficace qu'elle est effectuée plus tôt, mais c'est une illégalité de plus (2).

3° *Procédure.* — C'est par l'absence de formes et de délais spéciaux que le régime de droit commun diffère gravement du régime de la loi du 26 mai 1819. Celle-ci s'était préoccupée de donner à la procédure une rapidité qui réduisit au minimum le préjudice d'une nature et d'une importance particulière que peut causer aux particuliers (auteur, éditeur, libraire) la saisie préventive d'une publication.

Ici, au contraire, la partie saisie est exposée à toutes les lenteurs de la procédure ordinaire, et on imagine aisément quels dommages elle en peut souffrir injustement, la saisie venant à être levée par le tribunal, lorsqu'elle a produit des effets irréparables.

4° *Objets pouvant être saisis.* — 1° *Quant à leur nature.* En ce qui concerne la nature de ces objets

(1) V. *supra*, p. 54.

(2) V. plus loin, p. 81.

d'abord la solution sera la même que sous l'empire de la loi de 1819. Cette loi permettait de saisir « les écrits, imprimés, placards, dessins, gravures, peintures, emblèmes et autres instruments de publication », cette dernière expression comprenant, d'après l'opinion que nous avons admise, « tout ce qui a servi directement et immédiatement à la publication », la composition, la planche, la pierre, non la presse.

De même pourra être saisi, à titre de pièces à conviction, en vertu de l'article 35 du Code d'instruction criminelle « tout ce qui paraîtra avoir servi à commettre le délit » ; cette expression est l'équivalente de celle de la loi de 1819, instruments de publication, car le délit en matière de presse résulte de la publication.

L'étendue de la saisie sera donc exactement la même quant à la nature des objets à saisir ; outre les écrits, dessins, etc., on pourra saisir la composition, la planche, la pierre, non la presse (1).

2° *Quant à leur nombre.* — La question est plus délicate de savoir si la saisie qu'autorise le Code d'Instruction criminelle, ne comporte pas, dans son application à la presse, certaines limites au point de vue des objets sur lesquels elle peut porter.

Elle est délicate, disons-nous, au point de vue théo-

(1) Cf. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, n° 388.

rique et juridique, mais elle a paru très simple aux législateurs qui ont soumis cette mesure au droit commun ainsi qu'à leurs interprètes, de sorte qu'il n'y a aucun doute à avoir à cet égard sur leurs intentions et qu'en pratique elle ne soulève aucune difficulté.

Nous avons déjà à plusieurs reprises signalé, d'accord avec tous les auteurs, la nature et la portée exactes de la saisie prévue par le Code d'Instruction criminelle (1). Servir à la manifestation de la vérité, tel est son but unique formellement exprimé par la loi elle-même (art. 87, art. 35) (2).

Il est bien évident que ce but implique l'idée d'une limitation de la saisie ; celle-ci doit s'arrêter là où elle n'est plus nécessaire, où elle ne fournit plus un élément de preuve (3).

Or il est certain que la saisie d'un grand nombre d'exemplaires d'un écrit, d'une édition entière, n'apporte à la justice aucune indication de plus sur le délit contenu dans l'écrit que la saisie d'un unique exemplaire. Elle a une grande utilité qui est d'ar-

(1) V. 1 et suiv., 33 à 36, 49 à 51.

(2) Nous avons reconnu (Introd., p. 2) que l'énumération faite par l'article 35 des objets qui peuvent être saisis (instruments du délit, produits du délit) n'avait pour but que de préciser ceux qui présentent ordinairement le plus d'intérêt au point de vue de la manifestation de la vérité, et nullement de permettre de les saisir à un autre titre que celui de pièces de conviction.

(3) FAUSTIN HÉLIE, t. IV, n° 1816.

rêter les suites du délit, mais ce n'est pas celle que prévoit le Code d'Instruction criminelle qui est uniquement d'assurer et de faciliter sa constatation.

Elle ne peut donc résulter que d'un abus du droit commun. Mais il faut reconnaître que cet abus est rendu particulièrement facile par l'extrême liberté d'action que la loi accorde au juge quant au règlement de la saisie ; elle détermine, en effet, ses pouvoirs, mais sans le soumettre à aucun contrôle.

En effet « la loi s'en rapporte à la prudence du juge d'instruction sur le choix des objets qu'il convient de saisir comme pièces à conviction » (1) (2).

On voit donc comment en fait, sinon en droit, le juge pourra saisir dans un autre but, et d'une façon plus étendue qu'il n'est prescrit par le Code d'instruction criminelle, comment la saisie de droit commun, limitée aux objets pouvant servir à la découverte de la vérité, pourra devenir, en matière de presse, la saisie illimitée des exemplaires d'un écrit, dans le but d'empêcher sa propagation.

Les législateurs qui ont soumis au droit commun la mesure de la saisie préventive en matière de

(1) Cassation, 16 mars 1854 (Aff. Cœuret).

(2) On décide seulement que « si au nombre des pièces saisies, il s'en trouve qui sont inutiles comme pièces à conviction, le juge *peut*, après avoir communiqué la demande au procureur du roi, rendre une ordonnance portant que la restitution sera faite. »

(Cass., 13 mai 1824. HÉLIE, IV, p. 424).

presse, se sont contentés de cette possibilité de fait. Il résulte donc de leurs intentions très certaines, auxquelles la pratique ne fait que se conformer, qu'il n'y a aucune différence à cet égard entre le régime de droit commun et le régime spécial de la loi du 26 mai 1819.

Dans l'un et l'autre cas, il s'agit d'une saisie sans limitation.

5° *Sort des objets saisis en cas de condamnation.* — Nous avons signalé à propos de la loi du 26 mai 1819 (1) l'importance de son article 26 qui prononce, en cas de condamnation « la suppression ou la destruction des objets saisis, ou de tous ceux qui pourront l'être ultérieurement, en tout ou en partie, suivant qu'il y aura lieu pour l'effet de la condamnation. »

En l'absence de cette disposition, les exemplaires saisis devraient être restitués après le jugement, même en cas de condamnation, et ceux qui seraient publiés postérieurement devraient être l'objet d'une nouvelle poursuite, d'une nouvelle saisie, et d'une nouvelle restitution au moment du nouveau jugement.

Le Code d'Instruction criminelle qui n'a pas visé le cas spécial de la saisie en matière de délits de

(1) V. p. 59 et 60.

publication, ne contient, en effet, aucune disposition semblable à celle de l'article 26.

Mais il faut admettre que les législations qui ont soumis la mesure de la saisie préventive, et généralement la poursuite des délits de presse aux règles du droit commun, la loi du 25 mars 1822 à propos de laquelle nous faisons cette étude, et plus tard le décret du 17 février 1852 (1), n'ont pas entendu abroger l'article 26 de la loi du 26 mai 1819 qui reste en vigueur jusqu'à la loi du 29 juillet 1881 dont l'article 68 porte abrogation de toutes les lois antérieures sur la presse.

L'intérêt historique de l'étude que nous venons de faire des règles du Code d'instruction criminelle appliquées à la saisie en matière de presse, dépasse de beaucoup les huit années durant lesquelles l'article 17 de la loi du 25 mars 1822 a été en vigueur.

La saisie fut en effet soumise au même régime sous le second Empire par suite de l'article 27 du décret du 17 février 1852.

Bien plus, cette étude est d'un intérêt actuel, certaines lois postérieures à la loi du 29 juillet 1881, étant venues, comme nous le verrons, priver certaines catégories de délits de presse des avantages

(1) « L'article 26 (de la loi de 1819) n'a pas été abrogé par l'article 27 du décret du 17 février 1852. » (Circulaire ministérielle, justice, 27 mars 1852).

de cette loi, et faire renaître contre eux, en ce qui concerne la saisie préventive, l'application du régime de droit commun tel que nous venons de le déterminer (1).

(1) Faut-il nous excuser d'avoir développé, à propos de la loi du 25 mars 1822, l'étude d'un régime qui appartient aussi bien au second Empire, ou même à la période actuelle qu'à la Restauration, et qui aurait eu dès lors, semble-t-il, sa place naturelle à part de toute division historique, dans notre Introduction ?

Il nous a paru préférable d'étudier ces règles après celles de la loi du 26 mai 1849, afin que leur étude ait en ces dernières un point de départ et un point de comparaison permettant de les dégager méthodiquement.

Nous ne pensons pas, en effet, que ce soit le droit commun qui doive servir de base pour l'étude du droit spécial, mais au contraire que l'application des règles du droit commun à une matière aussi spéciale que la saisie en matière de presse ne se justifie qu'autant qu'elle se rapproche le plus possible d'un régime qui serait spécialement fait pour elle, tel que celui de la loi de 1849.

CHAPITRE III

LA SAISIE PRÉVENTIVE SOUS LE SECOND EMPIRE

A. Le régime légal.

Après avoir déféré les délits de presse aux tribunaux correctionnels, comme autrefois la loi du 25 mars 1822, le décret du 17 février 1852, plus explicitement que ne l'avait fait cette loi, soumet au droit commun la mesure de la saisie par suite du renvoi général contenu dans son article 27 aux formes et aux délais du Code d'Instruction criminelle, quant à la poursuite de ces délits.

Une différence avec la loi de 1822, c'est qu'ici le renvoi à la procédure de droit commun ne concerne pas seulement les délits et les crimes auxquels se limitait l'application de l'art. 17 de cette loi, mais encore les contraventions dont s'occupe l'art. 25 en même temps que des délits, pour les déferer aux tribunaux correctionnels :

» Seront poursuivis devant les tribunaux de police correctionnelle, dit cet article :

1° Les délits... mentionnés dans l'art. 1^{er} de la loi du 17 mai 1819..... ;

2° Les contraventions sur la presse prévues par les lois antérieures ;

3° Les délits et contraventions édictées par la présente loi. »

Parmi les contraventions prévues par les lois antérieures, il faut comprendre celles prévues par l'art. 15 de la loi du 21 octobre 1814 dont la procédure était réglée spécialement par la loi du 28 février 1817. Cette procédure spéciale disparaît donc par suite de l'art. 27 du décret de 1852 qui soumet les poursuites des contraventions comme celle des délits aux règles du Code d'instruction criminelle.

En ce qui concerne les crimes, nous répétons ce que nous avons dit à propos de la loi du 25 mars 1822, que, bien que l'art. 27 du décret de 1852 concerne spécialement les délits et contraventions mentionnés dans l'art. 25, il serait inadmissible de continuer aux crimes un régime de faveur qui est retiré aux simples délits, et que dès lors ils cessent comme ces derniers, de bénéficier, au point de vue de la saisie, des dispositions de la loi du 26 mai 1819, et sont régis par le droit commun.

Nous savons en quoi consiste ce régime de droit commun. La loi du 25 mars 1822 nous a été une occasion de l'étudier une fois pour toutes (1).

(1) V. *supra*, p. 60 et suiv.

Rappelons cependant que la saisie ne peut être ordonnée qu'à l'occasion de la poursuite exercée contre un écrit déjà publié, en règle générale par le juge d'instruction.

Que cette saisie n'est pas limitée quant à la quantité d'exemplaires sur lesquels elle peut porter ; on pourra saisir une édition entière — qu'elle est d'une application également très large quant à la nature des objets à saisir, pouvant s'appliquer à tout ce qui a servi à commettre le délit, non seulement aux écrits, mais à la composition, aux planches.

Enfin et surtout, la procédure de la saisie n'est soumise à aucune forme spéciale, à aucun délai particulier (1).

Tel est le régime de la saisie qui résulte du décret du 17 février 1852, saisie judiciaire, présentant par conséquent des garanties sérieuses.

Mais une difficulté se présente ; puisque les journaux politiques sous le régime du décret de 1852 sont soumis à l'autorisation administrative, peuvent être suspendus et supprimés administrativement, ne peuvent-ils de même être saisis par l'administration ?

(1) Rappelons-nous que ces règles du Code d'instruction criminelle sont complétées par l'article 26 de la loi du 26 mai 1819, non abrogé par l'article 27 du décret de 1852 (cir. min. just., 27 mars 1852), qui ordonne en cas de condamnation « la suppression ou la destruction des objets saisis ou de tous ceux qui pourront l'être ultérieurement » (V. p. 59, 72).

Le droit de saisie semblerait en effet le corollaire naturel, la sanction indispensable du droit de suspension et de suppression.

Laissera-t-on circuler et se vendre les numéros d'un journal qui paraît sans autorisation, ou après avoir été supprimé ou suspendu par le Gouvernement, ou contre lequel le Gouvernement va prononcer la suppression ou la suspension à raison du contenu de ces numéros eux-mêmes ?

Et n'est-il pas naturel que ce soit le Gouvernement qui prescrive lui-même la saisie, puisque c'est lui qui autorise, suspend ou supprime ?

Malgré ces considérations, il faut admettre, en l'absence d'un texte qui reconnaisse à l'Administration le droit de saisir qu'il n'y a pas, même à l'égard des journaux, d'autre saisie légale que la saisie judiciaire. Ce texte, le Gouvernement, il est vrai, prétendait le trouver dans le Code d'Instruction criminelle lui-même, mais nous allons voir qu'il ne s'y trouve pas.

B. Le régime de fait.

En fait, on s'écarte notablement des règles que nous venons de retracer.

a) *La saisie judiciaire avant la publication.* — En

premier lieu, il arrive souvent que l'autorité judiciaire procède à la saisie avant la publication.

La question de savoir si la saisie pouvait légalement précéder la publication a été vivement controversée « et l'on n'a pas craint, dit Hatin (1), d'accuser les magistrats d'apporter une précipitation illégale à la saisie de certaines brochures.

A ces accusations, le Gouvernement a fait la réponse suivante : la saisie n'est soumise à aucune condition de temps, elle est régulière dès qu'elle a été ordonnée par le juge d'instruction.

Mais elle n'est définitivement maintenue que s'il est établi que le délit dont l'inculpation a motivé la poursuite a été constitué, complété par un fait de publicité.

S'il est au contraire justifié qu'aucun acte de distribution ou de mise en vente n'a précédé la saisie, il intervient une ordonnance de mainlevée. L'écrivain reprend alors sa liberté d'action ; mais il est prévenu, et si l'œuvre un instant interdite est publiée, les poursuites sont reprises, le tribunal correctionnel est saisi, et la justice est mise à même d'assurer le respect de la loi.

Telle a été depuis dix ans, telle est encore aujourd'hui l'exécution régulière et loyale de l'art. 7 de la loi du 27 juillet 1849. »

(1) *Manuel théorique et pratique de la liberté de la presse*, II. 329.

Cette argumentation nous paraît très critiquable : suffit-il que la saisie soit ordonnée par le juge d'instruction pour qu'elle soit régulière ? La saisie est présentée par le Code d'Instruction criminelle comme inséparable de la poursuite judiciaire, laquelle suppose que le délit, c'est-à-dire la publication a eu lieu. L'art. 7 de la loi du 27 juillet 1849, qui prescrit simplement le dépôt au parquet des brochures politiques de moins de dix feuilles d'impression vingt-quatre heures avant leur publication, n'est pas un argument suffisant pour déroger à l'égard de ces brochures à cette règle certaine du Code d'Instruction criminelle.

Est donc illégale, suivant nous, toute saisie faite avant la publication, même par l'autorité judiciaire, même au simple titre d'avertissement.

b) *La saisie administrative.* — Mais il y a plus ; nous assistions sous ce régime à une renaissance de la saisie administrative du premier Empire, pratiquée, il est vrai, avec plus de modération, mais ayant également le caractère d'une mesure officielle prétendant à la régularité, et non d'un expédient clandestin de police.

Le Gouvernement eut, en effet, sa théorie juridique de la saisie administrative :

L'art. 10 du Code d'Instruction criminelle, disait-il, donne au préfet de police à Paris et aux préfets

dans les départements, le droit de faire « tous actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, les délits et les contraventions ». La jurisprudence reconnaît le même droit aux mêmes personnes dans le but de vérifier les indices d'un crime ou d'un délit en voie d'exécution. Or, du moment que la police peut entrer chez les citoyens et y faire des perquisitions pour y chercher, par exemple, les traces d'une association illicite, pourquoi lui serait-il interdit de saisir chez un imprimeur une édition tout entière? Des écrits destinés à la publicité méritent encore moins d'égard que les papiers privés des citoyens (1).

La saisie pourrait donc être faite régulièrement : 1° par la police, 2° avant la publication, 3° en dehors de toute poursuite judiciaire, car il ne peut y avoir de poursuite que lorsqu'il y a eu délit, c'est-à-dire lorsque la publication a eu lieu.

Mais cette interprétation de l'article 10 du Code d'Instruction criminelle dépasse de beaucoup sa véritable portée. Le pouvoir de « rassembler les preuves du délit » reconnu par l'article 8 aux officiers de police judiciaire, et de même le pouvoir reconnu aux préfets par l'article 10 de faire « tous actes nécessaires à l'effet de constater les délits, ne comporte, comme

(1) LAFERRIÈRE, *La censure et le régime correctionnel. Etude sur la presse contemporaine* (1867). — Thèse Faure : *Les mesures préventives des journaux en France*, Paris, 1900.

nous l'avons vu (1) que le droit d'exercer une mainmise purement provisoire sur les écrits déjà publiés, contre lesquels une poursuite judiciaire est intentée. Cette mainmise doit être suivie d'une saisie régulière ordonnée par le juge d'instruction conformément aux articles 87 et suivants du Code d'Instruction criminelle.

Impossibilité pratique de recourir devant les tribunaux contre les auteurs d'une saisie illégale. L'article 75 de la Constitution de l'an VIII. — Mais la victime d'une saisie ainsi illégalement faite par l'Administration aura-t-elle au moins le moyen de recourir devant les tribunaux contre les auteurs de cette saisie ?

En pratique ce recours est rendu impossible par l'article 75 de la Constitution de l'an VIII d'après lequel un agent du Gouvernement ne peut être poursuivi devant les tribunaux pour faits relatifs à ses fonctions, sans l'autorisation préalable du Conseil d'Etat.

C'était du moins la thèse de la Cour de cassation et du Gouvernement, contre laquelle certains auteurs s'élevèrent avec violence, soutenant que la garantie administrative n'avait pas lieu d'être invoquée en faveur des fonctionnaires qui avaient opéré une saisie dans des conditions illégales.

Toujours est-il qu'en cet état de la jurisprudence,

(1) V. *supra*, p. 63.

la résignation était pour la victime le plus sage parti à prendre.

La saisie de l' « Histoire des princes de Condé » du duc d'Aumale. — Nous ne pourrions mieux nous instruire de cette situation, et en mieux apprécier la gravité que par l'incident fameux de la saisie dont fut l'objet en 1863 l'ouvrage du duc d'Aumale intitulé : *Histoire des princes de Condé pendant le XVI^e et le XVII^e siècle.*

Le duc d'Aumale, voulant publier son livre, s'adressa à Michel Lévy, éditeur, qui en confia l'impression à Claye, imprimeur. Le 9 avril 1862 et le 12 janvier 1863, Claye fit au ministère de l'intérieur la déclaration requise par la loi, puis s'occupa de l'impression de l'ouvrage. Le tirage définitif était commencé lorsque le 19 janvier 1863, un commissaire de police procéda à la saisie des feuilles imprimées, et, en outre, s'opposa à la continuation du travail d'impression.

Le 20 février 1863, le duc d'Aumale assigna le préfet de police devant le tribunal de la Seine, en restitution des volumes saisis.

Le préfet de police déclina la compétence de l'autorité judiciaire, soutenant qu'il s'agissait d'un acte administratif soustrait par sa nature à l'appréciation des tribunaux. Puis, se ravisant, il invoqua le bénéfice de l'article 75 de la constitution de l'an VIII, d'après lequel un agent du Gouvernement ne peut être poursuivi devant les tribunaux pour faits rela-

tifs à ses fonctions sans l'autorisation préalable du Conseil d'Etat.

Le 20 mai 1863, le tribunal de la Seine accueillit cette exception ; la Cour d'appel de Paris confirma, et la Cour de cassation rejeta le pourvoi du duc d'Aumale.

Celui-ci n'avait plus d'autres ressources que d'aller demander au Conseil d'Etat l'autorisation que la Cour de cassation jugeait nécessaire.

Le Conseil d'Etat, par un arrêt du 31 mars 1866, d'une part approuva la jurisprudence de la Cour de cassation déclarant l'article 75 de la constitution de l'an VIII applicable, et d'autre part, ayant ainsi reconnu que son autorisation était nécessaire, il la refusa.

« Considérant, dit l'arrêt, que le préfet de police a fait procéder à la saisie dont se plaignent le duc d'Aumale et le sieur Michel Lévy, en sa qualité de préfet de police, chargé de la direction générale de la sûreté publique, et que l'article 76 de la Constitution de l'an VIII est applicable.

Considérant que le préfet de police a agi en vertu des ordres de notre ministre secrétaire d'Etat de l'intérieur, son supérieur hiérarchique.

N'est pas accordée l'autorisation demandée. »

Dalloz par une note de Thiercelin proteste violemment contre un tel régime.

« Quoi ! un agent du gouvernement peut saisir ma

chose, la garder indéfiniment sans qu'il y ait de poursuites judiciaires dirigées contre moi parce qu'apparemment cette chose n'est pas un corps de délit et pour la recouvrer, j'aurai besoin de l'autorisation du chef du pouvoir exécutif au nom de qui la saisie a été pratiquée (1). »

Il semble que ces critiques s'adressent au système de la garantie administrative de la constitution de l'an VIII, c'est-à-dire à la loi elle-même, plutôt qu'aux décisions de la Cour de cassation et du Conseil d'Etat qui en reconnaissaient le bénéfice aux fonctionnaires auteurs de saisies illégales.

Au contraire, on trouve la critique juridique de ces décisions dans plusieurs articles de Reverchon (2), auteur contemporain.

Il critique successivement le jugement du Tribunal de la Seine, l'arrêt de la Cour d'appel ; l'arrêt de la Cour de cassation, et l'arrêt du conseil d'Etat, tous admettant l'exception opposée par le préfet de police, au nom de l'article 73 de la constitution de l'an VIII, contre l'action exercée contre lui par le duc d'Aumale en recouvrement de son ouvrage illégalement saisi.

Suivant lui, l'article 75 de la Constitution de l'an VIII n'a pas lieu ici d'être invoqué. « Cet article a pour

(1) Dalloz, 1866, 1, 49 et sq. et note de Thiercelin.

(2) REVERCHON, *De la saisie administrative. Question nouvelle sur l'article 75 de la Constitution de l'an VIII.*

unique objet de mettre les agents de l'Administration à l'abri de poursuites personnelles devant les tribunaux pour des faits relatifs à leurs fonctions. Or, aucune disposition légale ne confère au préfet de police le droit de saisir les feuilles d'un ouvrage quelconque en cours d'impression. Cet acte est étranger à ses fonctions, et même par son caractère illégal à toute fonction quelconque. »

En second lieu « l'article 75 exige que le fonctionnaire soit personnellement poursuivi, et lorsque tel n'est pas l'objet de l'action, lorsque l'Administration seule est mise en cause, il est également impossible que l'article 75 reçoive son application, sauf à l'administration à se défendre elle-même par la voie du conflit, si la connaissance des contestations auxquelles donne lieu l'acte à raison duquel elle est assignée, rentre dans sa compétence légale. »

Suivant cet auteur, la loi aurait donc dû suffire à protéger les particuliers contre des saisies illégales, si elle avait été appliquée comme il convient.

Mais l'accord que nous venons de constater entre les tribunaux à tous les degrés de juridiction, et le Conseil d'Etat, pour l'interpréter dans le sens opposé montre bien que cette protection n'existait en fait aucunement.

Les auteurs et les éditeurs étaient donc exposés à des saisies opérées par la police, en dehors de toute poursuite judiciaire, sans qu'il leur fût possible de tra-

duire devant les tribunaux les auteurs de ces illégalités (1).

Nous avons donc raison de dire que la saisie administrative sous le second Empire, était plus qu'une pratique secrète et tolérée, qu'elle était une pratique officielle, justifiée par des raisonnements d'apparence juridique, et en tous cas dont l'impunité était assurée par l'article 75 de la Constitution de l'an VIII complaisamment mis au service des auteurs de la saisie par la jurisprudence.

(1) La saisie dont fut l'objet en 1861 un autre ouvrage du duc d'Aumale ; *Les Lettres sur l'histoire de France*, écrites d'Angleterre où il était exilé pour reprocher à l'empereur son ingratitude envers les fils de Louis-Philippe, ne présente pas les caractères illégaux de celle de 1863.

L'ouvrage en effet avait été *publié* en France, par les soins du comte d'Haussonville, quand la saisie fut faite. D'autre part, une *poursuite judiciaire* fut intentée contre le libraire éditeur et l'imprimeur qui furent condamnés l'un à une année d'emprisonnement et 5.000 francs d'amende, l'autre à six mois d'emprisonnement et 5.000 francs d'amende (H. AVENEL, *Histoire de la presse depuis 1789*, p. 508).

CHAPITRE IV

LÉGISLATION ACTUELLE

Le régime antérieur à la loi du 29 juillet 1881 : Question relative à l'article 1^{er} de la loi du 15 avril 1871. — Avant d'aborder la période actuelle inaugurée par la loi du 29 juillet 1881, il faut nous demander quel régime fut suivi en ce qui concerne la saisie préventive depuis la chute de l'Empire jusqu'à cette loi.

Une question de droit se pose à propos de l'article 1^{er} de la loi du 15 avril 1871 ainsi conçu :

Article 1^{er}. — « La poursuite en matière de délits commis par la voie de la presse ou par les moyens de publication prévus par l'article 1^{er} de la loi du 17 mai 1819, aura lieu, à partir de la promulgation de la présente loi, conformément au chapitre III articles 16 à 23 de la loi du 27 juillet 1849 qui est remis en vigueur, sauf les restrictions suivantes (modifié par la loi du 29 décembre 1875). »

Suit l'énumération d'un certain nombre de délits (art. 2) dont les tribunaux correctionnels continuent de connaître.

La loi du 13 avril 1871 par son renvoi aux articles 16 à 23 de la loi du 27 juillet 1849 rétablit en principe la compétence de la Cour d'assises consacrée implicitement par ces articles, en même temps que certaines règles particulières qu'ils contiennent, quant à la citation directe, à l'opposition, au pourvoi en cassation, etc.

Cette compétence du jury, nous le savons, avait été inaugurée par la loi du 26 mai 1819, en même temps que cette loi soumettait la procédure de la saisie à des règles spéciales destinées à hâter la solution du procès, lesquelles continuaient à être en vigueur en 1849.

On pouvait donc se demander si le rétablissement de la compétence de la Cour d'assises, en 1871, n'entraînait pas le rétablissement des règles spéciales de la loi de 1819.

Cette solution a été rejetée par la Cour de cassation.

La loi de 1871 ayant en effet dans son article 1^{er} simplement remis en vigueur avec la compétence de la Cour d'assises certains articles de la loi du 27 juillet 1849 qui n'avaient aucun trait à la procédure organisée par la loi de 1819, la Cour de cassation en a conclu que cette procédure était restée sous le coup de l'abrogation dont l'avait frappée le décret de 1852, et que dès lors, la poursuite devait être faite d'après les règles applicables à toutes les affaires déferées au jury, sauf les modifications spéciales résul-

tant des huit articles de la loi de 1849, et des autres dispositions de la loi de 1871 (1).

Il devait donc en résulter qu'il n'était pas nécessaire, en cas de saisie ordonnée par le juge d'instruction, ni que le procès verbal de saisie fût notifié à l'inculpé dans les trois jours du procès-verbal de saisie, conformément à l'article 7 de la loi du 26 mai 1819 (2); ni que l'ordonnance de renvoi devant la chambre des mises en accusation fut rendue dans le délai de dix jours fixé par l'article 2 de la même loi, à peine de péremption de la saisie et d'extinction de l'action publique exercée pour un délit (3).

Cette interprétation restrictive est certainement très conforme aux intentions des auteurs de la loi de 1871, telles qu'elles résultent du texte étroitement conçu de l'article 1^{er}, et des travaux préparatoires.

M. Dufaure, dans la séance du 29 mars 1871 présentait simplement cet article comme « tendant à attribuer au jury la connaissance des délits de presse ».

(1) D. 75, 1, 100, 3 juillet 1874. Aff. Bonhomet et Dreyfus (*Journal l'Avenir de la Sarthe*) — *id.*, 1, 100, 31 juillet 1874, Aff. Jogand et Bourelly (*La jeune République de Marseille*) — *id.*, 1, 101, 17 juillet 1874, Aff. Gouache (*Journal de l'union républicaine de l'Eure*) — *Bulletin criminel*, n° 207. Aff. Leprince, 25 août 1877.

(2) Arrêts précités du 3 juillet 1874 et du 25 août 1877.

(3) Arrêt précité du 3 juillet 1874.

L'explication donnée dans le rapport de M. de Broglie montre bien aussi quelle est la portée de la loi ; il déclare que le projet ne renferme aucune véritable innovation et qu'il est borné à un seul point de la législation de la presse. « Le décret dictatorial de 1852 avait retiré au jury la connaissance des délits de presse pour la réserver aux tribunaux de police correctionnelle. La loi nouvelle vous propose de rendre purement et simplement au jury ce que le décret lui avait enlevé (1).

Le Régime actuel.

La loi du 29 juillet 1881 ayant par son article 68 prononcé l'abrogation de toute la législation antérieure sur la presse, c'est désormais exclusivement dans cette loi et dans les lois postérieures qu'il nous faut chercher le régime légal de la saisie préventive.

I. — PRINCIPE GÉNÉRAL DE LA LOI DU 29 JUILLET 1881

ABSENCE DE SAISIE PRÉVENTIVE

En principe, la saisie préventive est abolie.

(1) Dalloz, 1875, 4, 97, note.

« Nous n'avons pas cru, dit M. Lisbonne dans son rapport général, devoir adopter ces dispositions (celles de la loi du 26 mai 1819) qui peuvent donner lieu à de graves abus. La saisie illimitée de toute une édition, s'il s'agit d'écrits ou d'imprimés ordinaires, de tout un tirage, s'il s'agit de journaux, à l'occasion de la prévention d'un simple délit qui peut même dégénérer en une contravention, est une mesure exorbitante, quelles que soient les précautions que l'on prenne pour accélérer la marche de la procédure.

Nous avons voulu interdire d'une façon absolue le droit de saisie.

Nous ne faisons qu'une seule exception à cette interdiction, c'est au cas où le dépôt prescrit par les articles 5 et 12 du projet (devenus les articles 3 et 10 de la loi) n'aurait pas été effectué. Et même dans ce cas la saisie devra se borner à quatre exemplaires de l'écrit ou quatre numéros du journal incriminé. Nous concilions ainsi les règles du droit commun avec les légitimes revendications de la liberté (1). »

« Nous n'avons pas voulu, ajoute M. Lisbonne dans son rapport verbal présenté à la séance du 5 février 1881, que cette saisie dégénérât en une mesure préventive. C'est là une dérogation réfléchie aux articles 37, 39, 47 et 61 du Code d'Instruction criminelle, ainsi qu'aux articles 7 et suivants de la loi du 26 mai 1819. Nous n'en avons fait qu'un moyen de constater le corps du délit... Plus de saisie préventive dans le sens juridique de cette expression, mais une simple mesure pour constater l'identité de l'objet incriminé (2). »

(1) CELLIEZ et LE SENNE, *Loi de 1881 sur la presse*, p. 595.

(2) CELLIEZ et LE SENNE, *Loi de 1881 sur la presse*, p. 605.

La saisie conditionnelle et limitée prévue par l'article 49 §, 1. — L'article 49 (§ 1) est en effet ainsi conçu :

« Immédiatement après le réquisitoire, le juge d'instruction pourra, mais seulement au cas d'omission du dépôt prescrit par les articles 3 et 10 ci-dessus, ordonner la saisie de quatre exemplaires de l'écrit, du journal, ou du dessin incriminé. »

Il est bon de remarquer tout de suite qu'il ne s'agit nullement ici d'une saisie pour contravention, mais bien d'une saisie à raison du contenu. L'omission du dépôt prescrit, qui est bien une contravention n'est pas en effet la *cause* de la saisie, mais seulement sa condition nécessaire; la cause de la saisie, c'est un délit contenu dans l'écrit et contre lequel une poursuite est intentée. L'omission du dépôt, par elle-même, ne donnerait pas lieu à la saisie, mais elle la rend possible lorsque l'ouvrage est poursuivi à raison de son contenu. Il résulte de cette condition (omission du dépôt) que cette saisie ne peut s'appliquer qu'aux imprimés et aux reproductions destinées à être publiées, qui sont soumis au dépôt prévu par l'article 3, ainsi qu'aux journaux et écrits périodiques soumis au dépôt de l'article 10.

La saisie est donc ici *conditionnelle*, c'est sa première différence avec la saisie prévue par les législations antérieures.

La seconde différence c'est qu'elle est *limitée*, à quatre exemplaires. Ces quatre exemplaires devront être restitués après le jugement, même en cas de condamnation.

M. Lisbonne a raison de dire qu'elle n'est plus qu'une simple mesure destinée à constater l'identité de l'objet incriminé.

Mais pourquoi dit-il qu'elle n'est plus une saisie préventive dans le sens juridique de cette expression ? L'expression préventive a-t-elle jamais eu, dans le langage juridique courant, d'autre sens que celui de préalable au jugement ?

Et quand nous lui avons imaginé un autre sens, saisie préventive voulant dire : qui arrête les effets nuisibles du délit, qui *prévi*ent ses conséquences (1), ce sens, qui est celui auquel pense ici M. Lisbonne s'appliquait bien à la saisie illimitée qu'autorisaient les lois antérieures en matière de presse, mais ne s'appliquait pas plus à la saisie de pièces à conviction prévue par le Code d'Instruction criminelle, qu'à la saisie des quatre exemplaires prescrits par l'article 49 de la loi de 1881.

Loin de s'écarter du droit commun, comme devaient le penser des hommes habitués depuis un demi-siècle à trouver dans le Code d'Instruction criminelle le droit de saisir des éditions entières, il

(1) V. Introduction, p. 10.

nous semble, au contraire, qu'on s'en rapprochait beaucoup. Cette saisie limitée nous paraît une juste transposition dans le domaine de la presse de la saisie de droit commun ; elle est tout à fait conforme à son esprit, qui est de garder à la disposition de la justice, les moyens de constatation du délit (1). Dans le droit commun, on ne peut les définir d'avance, ce seront tous les objets que le juge estimera utiles pour la découverte de la vérité ; en notre matière, ce sera un ou quelques exemplaires qui contiendront en eux-mêmes tous les renseignements nécessaires à la justice.

La commission voulait que ce droit de saisie ainsi limité appartint, en cas de flagrant délit, au procureur de la République, et l'article 49, dans sa rédaction primitive déclarait ses dispositions concernant la saisie communes au procureur de la République et au juge d'instruction.

M. Ribot, dans la séance du 1^{er} février 1881 ayant invité la commission à expliquer le sens de ces mots, il lui fut répondu par M. Lisbonne que la commission avait voulu qu'« en cas de flagrant délit le procureur de la République n'eût le droit de requérir la saisie que d'un certain nombre d'exemplaires ou de numéros déterminé, restreignant ainsi la faculté

(1) V. Introduction, p. 2.

que lui donne l'article 37 du Code d'Instruction criminelle (1) ».

Il semblait en effet qu'en l'absence d'une disposition spéciale de la loi de 1881 à ce sujet, la saisie en cas de flagrant délit dût rester soumise aux règles du droit commun qui, d'après l'interprétation en usage, permettaient de saisir sans limitation.

C'était donc à bon droit que la commission estimait utile de soustraire la presse à la menace de telles saisies, en limitant la saisie du procureur comme elle avait limité la saisie du juge d'instruction.

M. Ribot ne voyait pas cette menace dans le droit commun.

Sans doute avait-il raison théoriquement; nous avons assez dit qu'il nous paraissait abusif, en droit, de tirer des règles du Code d'Instruction criminelle, le pouvoir de saisir un ouvrage sans limitation. Mais cet abus était consacré par un long temps de pratique. Et il était prudent d'en tenir compte.

C'était donc dans des vues libérales que la commission avait déclaré les dispositions de l'article 49 communes au juge d'instruction et au procureur.

M. Ribot, dans une intention plus libérale encore demanda qu'on supprimât purement et simplement ce membre de phrase, ce qui devait signifier, non pas bien entendu que le procureur continuait de

(1) CELLIER et LE SENNE, p. 602.

pouvoir saisir sans limitation en cas de flagrant de délit, conformément à l'interprétation courante du Code d'Instruction criminelle, mais, au contraire, qu'il ne pouvait plus ordonner dans aucun cas, aucune saisie, même limitée à quatre exemplaires et subordonnée à l'omission du dépôt, cette saisie ne pouvant être ordonnée que par le juge d'instruction, après réception du réquisitoire.

C'est dans ce sens que la Chambre, en deuxième délibération, après renvoi à la commission, admit sa demande. La phrase de l'article 49 déclarant les dispositions concernant la saisie communes au procureur de la République et au juge d'instruction fut supprimée.

Cette saisie ne frappant que quelques exemplaires et ne causant pas de dommage appréciable aux particuliers, le législateur n'a pas jugé utile d'assujettir l'instruction au cours de laquelle elle a été ordonnée, et les décisions à intervenir sur les résultats de cette instruction aux délais de la loi du 26 mai 1849; elles demeurent régies par le droit commun.

La saisie des exemplaires publiés après la condamnation. — La saisie préventive est donc, en principe, exclue par la loi de 1881. Il ne pourra y avoir de saisie qu'en vertu du jugement de condamnation qui, d'après les derniers paragraphes de l'article 49.

« Pourra ordonner la saisie et la suppression ou la destruction de tous les exemplaires qui seraient mis en vente, distribués ou exposés aux regards du public. Toutefois, la suppression ou la destruction pourra ne s'appliquer qu'à certaines parties des exemplaires saisis. »

« Il est bien évident, disait M. Lisbonne, que sans cette prescription, le délit accidentel dégénérerait en délit successif. Aussi la suppression ou la destruction ne doit s'appliquer exclusivement qu'aux écrits mis en vente, ou qui affrontent la voie publique par leur distribution ou leur exposition (1). »

« Par suite, l'éditeur du livre ne pouvait être contraint à représenter et à détruire les exemplaires qui au jour de la condamnation restaient en sa possession. De même, une saisie ne pouvait être pratiquée chez le libraire dans le magasin duquel se trouvaient les exemplaires, qui avaient motivé la poursuite à la suite de laquelle le livre avait été condamné, à moins qu'après l'arrêt, il n'eut conservé dans son magasin des exemplaires dans des conditions telles qu'on devait les considérer comme mis en vente (2).

Mais la destruction pouvait s'appliquer, non seulement aux exemplaires publiés et saisis après la condamnation, mais encore à ceux qui avaient été

(1) CELLIEZ et LE SENNE, p. 606.

(2) LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, n° 686.

publiés antérieurement et saisis préventivement en vertu de la disposition exceptionnelle de l'article 28, paragraphe 2 (1), que nous allons étudier.

Donc, en règle générale, il n'y a pas de saisie préventive. Cependant le besoin se faisant impérieusement sentir pour le législateur de défendre la société contre un double fléau sans cesse croissant, contre deux propagandes également funestes, la propagande pornographique, et la propagande anarchiste, d'importantes exceptions ont dû être apportées à ce principe trop libéral.

II. — EXCEPTIONS AU PRINCIPE DE L'ABSENCE DE SAISIE PRÉVENTIVE

A. Législation antipornographique.

a) *Article 28, § 2, de la loi de 1881.* — La loi de 1881 elle-même s'était déjà engagée dans cette voie, bien timidement d'ailleurs.

(1) En effet, M. Lisbonne dit dans son rapport : « Si l'outrage aux bonnes mœurs est commis par des dessins, des figures et des images, il n'y aura de *saisis* pour être *détruits* que les exemplaires qui auraient été exposés au regard du public, mis en vente, colportés ou distribués. » (CELLIEZ et LE SENNE, p. 347).

Et, ailleurs, répondant à M. Ribot qui demande ce qu'on fera des exemplaires saisis, « rien n'empêchera, dit-il, de les détruire après qu'en cas de poursuite et de condamnation, le tribunal en aura ordonné la destruction. » (*id.*, p. 368).

En effet, le paragraphe 1 de l'article 49 après avoir supprimé la saisie préventive en matière de presse, ou plus exactement après l'avoir réduite à n'être plus qu'un moyen de constatation du délit, en la subordonnant à l'omission du dépôt prescrit par les articles 3 et 10, et en la limitant à quatre exemplaires, ajoutait que « cette disposition ne déroge en rien à ce qui est prescrit par l'article 28 de la présente loi ».

Cet article, qui réprime le délit d'outrages aux bonnes mœurs, ordonnait dans son paragraphe 2, la saisie même après dépôt et sans limitation de tous dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes, ayant été l'objet de l'un des modes de publication déterminés par cette disposition, c'est-à-dire « exposés au regard du public, mis en vente, colportés ou distribués. »

Ces dessins, gravures, etc., ne bénéficiaient donc pas de la dérogation de l'article 49, et pouvaient être saisis préventivement suivant les règles du droit commun, telles qu'on avait l'habitude de les appliquer en cette matière.

« Ce ne sont pas là, disait M. Lisbonne pour justifier cette exception, des écrits dont la publication puisse intéresser la liberté de la presse ; ce sont des immondices qui déshonorent la voie publique (1) ».

(1) CELLIEZ et LE SENNE, p. 605.

Restaient, au contraire, soumis à la seule saisie conditionnelle et limitée de l'article 49, les écrits et imprimés contraires aux bonnes mœurs, visés par le premier paragraphe du même article 28. Ce paragraphe se borne en effet à punir d'un emprisonnement d'un mois à deux ans, et d'une amende de 16 à 2000 francs « l'outrage aux bonnes mœurs commis par l'un des moyens énoncés en l'article 23 », parmi lesquels, si on se reporte à cet article, on trouve la publication d'écrits ou imprimés. Les mêmes peines étaient applicables aux délits prévus par le paragraphe 2.

La loi de 1881 n'était-elle pas trop large en conservant à tous les écrits ou imprimés le bénéfice de l'article 49, § 1 ? N'en est-il pas au moins certains dont on puisse dire, suivant les expressions de M. Lisbonne que « leur publication n'intéresse pas la liberté de la presse », qu'ils sont « des immondices qui déshonorent la voie publique ? »

b) *Loi du 2 août 1882.* — C'est ce qu'a reconnu la loi du 2 août 1882, en faisant rentrer dans le droit commun par son article 2 quant aux formes et aux conditions de la poursuite, le délit d'outrage aux bonnes mœurs commis par les moyens spécifiés par son article 1^{er}, c'est-à-dire « par la vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans des lieux publics d'écrits,

d'imprimés autres que le livre, d'affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes ».

Il en faut conclure, que le délit d'outrage aux bonnes mœurs commis par ces moyens devenait de la compétence des tribunaux correctionnels, et en second lieu que les *écrits ou imprimés autres que le livre* pouvaient être saisis préventivement, conformément aux règles du Code d'instruction criminelle (1), ainsi que les affiches, dessins, etc.

« Nous avons fait une exception pour le livre, disait M. Dreyfus à la Chambre des députés, non pas, comme on l'a affirmé, que nous considérions le délit commis par la voie du livre comme devant rester impuni, mais uniquement parce que nous avons pensé que la loi du 29 juillet 1881, à l'égard du livre, assurait une répression suffisante...

« Il y a là, en effet, une différence essentielle et qui frappe tout le monde, sans qu'il soit nécessaire d'insister sur ce point. Le livre, par son prix, par son étendue, par l'intention de l'auteur, par son plan, par le public auquel il s'adresse, par les conditions dans lesquelles il se vend, ne présente pas les mêmes dangers que l'écrit, l'imprimé ou les gravures obscènes (2). »

Le livre restait donc soumis aux règles spéciales de la loi de 1881, et continuait de bénéficier de toutes

(1) En ce qui concerne le régime qui résulte de l'application de ces règles, v. p. 60.

(2) D. 82, 4, 106, note.

ses dispositions de faveur, au point de vue de la saisie préventive (art. 49), aussi bien qu'au point de vue de la compétence (art. 45), de la complicité (art. 42 à 44), de la récidive, du cumul des peines (art. 63), de la prescription (article 65).

Le livre contraire aux bonnes mœurs ne pouvait donc être saisi préventivement que dans les limites de l'article 49, § 1.

Le livre obscène ne pouvait-il être confisqué après la condamnation, en vertu de l'article 287 du Code pénal.

— Mais l'arrêt de condamnation ne pouvait-il prononcer la confiscation des quatre exemplaires saisis en vertu de cet article, et même de tous les exemplaires antérieurement publiés, et de ceux qui, n'ayant encore reçu aucune publicité, ont pu concourir à l'accomplissement du délit, ainsi que des planches qui ont servi à leur impression ?

L'article 287 du Code pénal qui réprimait l'outrage aux bonnes mœurs, prononçait en effet cette peine en même temps que l'emprisonnement et l'amende.

Cet article n'avait pas été expressément abrogé par la loi de 1881, mais au moment du vote de cette loi, il n'était plus en vigueur, ayant été absorbé par l'article 8 de la loi du 17 mai 1819, laquelle a été abrogée par la loi de 1881 (1).

(1) LE POITTEVIN, *Traité de la presse*, n° 675.

D'ailleurs, les intentions du législateur ne laissent aucun doute à ce sujet.

M. Lisbonne déclarait dans son rapport pour éclaircir ce point qu'il reconnaissait sujet à équivoque qu'« à l'avenir, il n'y aura d'applicable au délit d'outrages aux bonnes mœurs que les dispositions qui seront contenues dans la loi nouvelle (1) ».

L'article 287 étant ainsi abrogé tacitement ou plutôt indirectement par la loi de 1881, il faut donc admettre conformément à cette loi que les quatre exemplaires du livre obscène saisis en vertu de l'article 49 doivent être restitués après le jugement. Et qu'en cas de condamnation, les exemplaires publiés postérieurement peuvent seuls être saisis pour être supprimés ou détruits (2).

Les lois postérieures ne touchèrent pas à cette situation privilégiée dont le livre jouit encore actuellement (3).

c) *Loi du 16 mars 1898 et du 7 avril 1908.* — Au contraire, la situation faite par la loi de 1882 aux écrits, imprimés autres que le livre, aux affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, objets ou images obscènes, fut aggravée par les lois du 16 mars 1898 et du 7 avril 1908.

(1) CELLIEZ et LE SENNE, p. 347.

(2) V. plus haut p. 97.

(3) Nous en ferons plus loin l'appréciation critique.

En premier lieu, les peines pécuniaires sont augmentées ; elles « pourront même être portées au double si le délit a été commis envers des mineurs. » (§ 7, article 1 de la loi du 16 mars 1898).

En outre, aux moyens énoncés par l'article 1^{er} de la loi de 1882 de commettre le délit d'outrage aux bonnes mœurs réprimé par cette loi, l'article 1^{er} de la loi de 1898 qui le remplace en ajoute d'autres — œuvre que complètera la loi du 7 avril 1908. Nous reviendrons tout à l'heure sur ce sujet.

Sort des exemplaires saisis. — Enfin la loi du 16 mars 1898 combla heureusement certaines lacunes de la loi de 1882 en ce qui concerne la saisie. Nul doute que cette loi en soumettant au droit commun la poursuite des délits qu'elle prévoyait, n'ait entendu restaurer en ce qui les concerne la saisie prescrite et réglée par le Code d'Instruction criminelle.

Mais en ce qui concerne le sort des écrits ou dessins ainsi saisis, l'intention de la loi de 1882 était moins évidente.

En effet, les législations précédentes qui avaient soumis la saisie aux règles du droit commun (loi du 25 mars 1822 — décret du 17 février 1852) avaient, comme nous l'avons dit (1), laissé subsister l'article 26 de la loi du 26 mai 1819 qui prononçait en cas de condamnation la suppression ou la destruction des objets saisis.

(1) V. p. 72.

Cette loi ayant été abrogée par la loi de 1881, et la loi de 1882 renvoyant simplement aux règles du droit commun dont aucun texte en vigueur ne contient rien de semblable, il fallait admettre que les exemplaires saisis ne pouvaient être en cas de condamnation, confisqués ou détruits, et devaient être restitués à leur propriétaire.

En outre la disposition de l'article 49 de la loi de 1881 qui permettait la saisie et la suppression, en vertu du jugement de condamnation, « de tous les exemplaires qui seraient mis en vente, distribués ou exposés aux regards du public » ne pouvait pas non plus s'appliquer aux écrits, dessins, etc., contraire aux bonnes mœurs que la loi du 2 Août 1882 soumettait à la procédure de droit commun.

De sorte que sous l'empire de cette loi, la jurisprudence et les autres décidaient qu'en cas de condamnation d'une publication de cette catégorie, il n'y avait pas lieu à confiscation ou à destruction des exemplaire même publiés après la condamnation (1).

C'est donc avec raison que le législateur de 1898 s'est expliqué clairement à ce sujet, en disposant dans le dernier paragraphe de son article 1^{er} que :

« Les écrits, dessins, affiches, etc... incriminés et les objets ayant servi à commettre le délit seront saisis ou arrachés.

(1) FABREGUETTES, *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse* (Ed. 1901), II, 372, n. 264.

La destruction en sera ordonnée par le jugement de condamnation (1). »

Cette dernière disposition vise aussi bien les exemplaires publiés après la condamnation que ceux qui ont été antérieurement publiés et saisis.

Extension des cas qui tombent sous l'application de la loi de 1882. — Mais l'apport le plus inédit de la loi de 1898 complétée sur ce point par la loi du 7 août 1908, a consisté à étendre les cas où le délit d'outrage aux bonnes mœurs tombe sous l'application de l'article 2 de la loi de 1882, c'est-à-dire est exclu du régime de la loi de 1881, et poursuivi « devant le tribunal correctionnel conformément au droit commun et suivant les règles édictées par le Code d'Instruction criminelle ».

L'article 1^{er} de la loi de 1882 prévoyait seulement.

« La vente, l'offre, l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans les lieux publics d'écrits, d'imprimés autres que le livre, d'affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes ou images obscènes. »

A ces moyens, reproduits à peu près exactement par la loi de 1898 dans son article 1^{er} paragraphe 2, cette loi ajoute § 3... la vente ou l'offre *même non pu-*

(1) Il faut remarquer les termes impératifs de la loi ; il n'y a pas là simple faculté, mais obligation pour le juge.

blique à un mineur des mêmes écrits, imprimés, affiches, etc.

§ 4... Leur distribution à domicile, leur remise sous bande ou sous enveloppe non fermée à la poste ou à tout autre agent de distribution ou de transport.

§ 5... Les chants non autorisés proférés publiquement, des annonces ou correspondances publiques contraires aux bonnes mœurs ».

Le paragraphe 3 qui n'existait pas dans le projet du Gouvernement et qui a été introduit par la commission de la Chambre des députés (1) se justifie par la nécessité d'accorder au mineur une protection particulière. Il résulte nettement de cette disposition spéciale à l'égard du mineur, que la vente et l'offre prévues par l'article 1^{er} de la loi de 1882 et par le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi de 1898 supposaient la publicité, quoique une certaine jurisprudence ait interprété en sens contraire les termes assez ambigus de la loi de 1882 (2) (3).

Les paragraphes 4 et 5 comblent des lacunes importantes de la loi de 1882.

(1) D. 98, 4, 24, note 4, § 3.

(2) D. *id.*

(3) On pouvait se demander si la vente, l'offre, devaient ainsi que l'exposition, l'affichage et la distribution avoir lieu « sur la voie publique ou dans des lieux publics », ou si ces derniers mots ne se rapportaient qu'à l'exposition, l'affichage et la distribution.

« Toutes les industries se perfectionnent rapidement, disait M. d'Estournelles dans son rapport à la Chambre, celle de pornographie comme les autres sinon davantage, grâce aux progrès de l'imprimerie, de la photographie et de l'image, grâce au bon marché et à la multiplication croissante des communications postales, grâce au développement enfin de la réclame ; elle a ses prospectus illustrés, et quand elle ne parvient pas à les répandre sur la voie publique, elle les adresse à domicile. Rien dans la loi de 1882 ne les en empêche, elle a ce droit, et elle en use. Elle expédie en masse ses catalogues à des associations juvéniles ou nominativement à des jeunes filles, à des jeunes gens, à des enfants. Seule la jeunesse riche et surveillée a chance d'échapper à ces appels immondes...

... De même sont répandues dans certains journaux des annonces et des correspondances publiques qui ne sont qu'un appel public à la débauche... »

En outre le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi de 1898 a complété la nomenclature de l'article 1^{er} de la loi de 1882 par le mot : objets. M. Bérenger constatait en effet dans son rapport au sénat que « la vente ou l'offre des objets les plus cyniques » échappait à toute répression.

La loi du 16 mars 1898 a donc très sensiblement et très utilement élargi la définition des délits d'outrage aux bonnes mœurs poursuivis conformément au droit commun et auxquels s'applique dès lors la saisie préventive.

La loi du 7 avril 1908 fondit les paragraphes 2 et 3 de la loi de 1898 en un seul.

Article 1^{er}. — Le paragraphe 2 de l'article 1^{er} de la loi du 2 août 1882 modifié par la loi du 16 mars 1898, est modifié comme suit :

« Par la vente, la mise en vente ou l'offre même non publique, l'exposition, l'affichage ou la distribution sur la voie publique ou dans des lieux publics, d'écrits, d'imprimés, autres que le livre, d'affiches, etc...

Le paragraphe 3 du même article est abrogé. »

Il n'est donc plus parlé de vente ou d'offre même non publique à *un mineur*, mais de vente ou d'offre même non publique à toute personne. La publicité de la vente ou de l'offre n'est plus exigée même quand elle s'adresse à une personne majeure, pour que le délit d'outrage aux bonnes mœurs tombe sous l'application des lois de 1882 et de 1898 (1).

α) *A quoi reconnaître un livre.* — Nous avons dit qu'outre les affiches, dessins, gravures, etc., les écrits ou imprimés autres que le livre, étaient seuls visés par les lois précédentes, et que l'outrage aux bonnes

(1) La commission voulait viser également « la fabrication dans le but d'en faire commerce » proposition qui fut combattue vivement et avec succès par plusieurs députés au nom de la liberté de la presse.

mœurs commis par la voie du livre continuait d'être régi par l'article 28, § 1 de la loi du 29 juillet 1881 qui prononçait contre lui des peines d'emprisonnement et d'amende, mais sans lui retirer le bénéfice de l'article 49 quant à la saisie.

Il importerait donc, semble-t-il, d'avoir un sûr critérium de démarcation entre le livre et la brochure. Malheureusement cette démarcation n'existe pas d'une façon tranchée. Où commence le livre, et où finit-il ? Il y a un moment où le livre devient brochure où la brochure devient livre. Ce ne peut être qu'artificiellement que le juge trace entre eux une limite. Mais, comme le disait M. Duvaux, rapporteur de la loi du 2 août 1882 au sénat, « c'est ici une question de bonne foi ! Le bon sens, l'usage et la pratique suffiront à diriger l'appréciation du magistrat et à déjouer toutes les ruses, sous quelque forme qu'elles cherchent à dissimuler le délit. Le juge... s'il y a un doute dans son esprit, se prononcera dans le sens le plus favorable » (1).

Objectivement, tout ce qu'on peut dire, c'est que le livre comporte certains développements que ne comporte pas la brochure. On a décidé qu'une brochure de dix pages ne devait pas être considérée comme un livre (tribunal de la Seine 26 décembre 1882).

(1) *Journal officiel* du 26 juillet 1882.

Les revues sont-elles des livres ? Les opinions sont partagées sur ce point.

6) *Des livres illustrés d'images obscènes.* — Une difficulté naît sur ce point de ce que, comme nous le savons, le livre lui-même est régi par la loi sur la presse, tandis que les gravures sont soumises aux dispositions des lois de 1882 et de 1898.

Il n'y a pas en effet à excepter les gravures licencieuses contenues dans un livre du régime légal des gravures ordinaires, dessins, affiches, etc., visées autrefois par l'article 28, § 2 de la loi de 1881, et ensuite par les lois de 1882 et 1898.

Il faut en conclure que ces gravures seront poursuivies devant le tribunal correctionnel, à moins que le texte ne soit en même temps l'objet d'une poursuite ; dans ce dernier cas, textes et gravures seront poursuivis devant la Cour d'assises en vertu de la connexité de l'article 226 du Code d'Instruction criminelle.

Il faut aussi en conclure que la saisie préventive des gravures est possible, bien qu'elle ait pour conséquence d'entraîner en fait la saisie du livre.

Toutefois, si les gravures ne sont pas intercalées dans le texte si elles sont l'objet d'un tirage à part, le libraire pourra les détacher, et en ce cas le livre proprement dit échappera à la saisie (1).

(1) FABREGUETTES, *op. cit.*, II, 339, n. 256, LE POITTEVIN, n. 673.

Appréciation critique de la situation privilégiée du livre. — Il résulte de l'étude que nous venons de faire qu'à l'égard des écrits ou imprimés autre que le livre, des affiches, dessins, gravures, peintures, emblèmes, objets ou images, la saisie préventive a été s'appliquant de plus en plus largement, à mesure que le législateur, animé contre la pornographie d'une sévérité croissante, prévoyait des délits d'outrage aux bonnes mœurs de plus en plus nombreux.

Le livre cependant, au nom de la liberté de la presse continuait à jouir de tous les privilèges de la loi de 1881 (compétence du jury, absence de saisie préventive, etc.). On est frappé de cette antinomie radicale qui ne correspond évidemment pas à la nature des choses.

Nous avons déjà vu qu'entre le livre et la brochure, il n'y a qu'une limite purement artificielle.

En outre, en ce qui concerne le livre qui sans hésitation doit être qualifié livre, un roman ou tel autre ouvrage de cent ou de deux cents pages, quelle est la valeur des motifs qu'on invoque pour lui accorder les bénéfices de la loi de 1881 ? Et n'y en aurait-il pas de meilleurs à leur opposer pour le soumettre au même régime que les autres écrits, les dessins, les gravures, etc. ?

Les motifs invoqués sont de deux ordres :

1° Le livre est moins dangereux ;

2° L'appréciation de son caractère immoral est plus délicate et donne plus de prise à l'arbitraire.

1° *Le livre serait moins dangereux.* — En ce qui concerne le premier point, il est certain qu'en raison de sa nature même, l'action du livre est moins étendue que celle des affiches, dessins, etc... qui frappent les imaginations par la seule contemplation visuelle, quelquefois par un simple regard involontaire ou du moins non prémédité du passant sur le kiosque ou la vitrine. De même le journal est facilement acheté et facilement lu. La brochure elle-même peut être parcourue à l'étalage, ou en quelques minutes.

L'achat et la lecture d'un livre, au contraire, suppose de la décision et une certaine persévérance. L'action malsaine du livre n'atteindra donc — dira-t-on — que celui qui consentira à la subir, et qui est par conséquent déjà corrompu. Les innocents et les honnêtes seront à l'abri de ses atteintes, et c'est l'essentiel.

D'autres raisons limiteraient l'action immorale du livre; son prix relativement élevé, le degré relatif d'instruction et de loisirs que suppose sa lecture, laisseraient en dehors d'elle les pauvres et les illettrés. A ceux-là, au contraire, l'image, la carte-postale obscène parle clairement, et elle ne coûte qu'un ou deux sous, elle ne coûte même rien à contempler à l'étalage. De même le journal ne coûte qu'un sou, et est lu par tout le monde.

En résumé le livre, par son mode d'action qui suppose le consentement réfléchi du sujet, et par les conditions dans lesquelles il se vend, serait moins dangereux que les autres moyens de propagande pornographique, ayant une sphère d'action plus restreinte qui exclut dans une certaine mesure précisément ceux qu'il importe le plus de préserver, les humbles et les honnêtes.

Est-il vrai que l'action du livre soit ainsi limitée ? L'argument de sa cherté relative d'abord ne porte pas. La pornographie est assez industrielle pour s'être mise à la portée de toutes les bourses.

Quant à l'argument du minimum de culture et de loisirs nécessaires, il ne porte qu'à moitié. Aujourd'hui tout le monde sait lire ; le même peuple qui lit le journal et ses feuilletons est capable de lire un livre pornographique.

Cependant, il faut reconnaître que la lecture suivie d'un livre est pour le travailleur ou la travailleuse du peuple un effort et une perte de temps ; sa préférence ira tout naturellement aux images qui se recommandent à eux bien davantage par leur extérieur, et qui flattent leur goût malsain immédiatement, sans effort :

Ce genre de littérature est néanmoins fort répandu parmi les basses classes de la population des villes, les petits employés, les ouvrières, etc., notamment à Paris.

Nous arrivons à l'argument le plus important tiré du mode d'action du livre.

Cette action, disions-nous, ne s'exerce que sur ceux qui consentent à la subir. Ce n'est pas sûr ; le lecteur peut être dupe d'un de ces déguisements honorables dont la littérature pornographique est coutumière, et être *pris* pour ainsi dire sans s'en apercevoir. La science, l'art, l'amour, la préparation à la vie, sont autant de prétextes à la plus basse pornographie, destinés à tromper non seulement le magistrat, mais encore le lecteur trop simple.

Nous admettons pourtant que presque toujours, le livre obscène est acheté et lu en connaissance de cause. Est-ce à dire qu'il faille considérer comme profondément corrompus et indignes de la protection des lois ceux qui sont capables de se laisser aller à cette faiblesse ? Qui protégera-t-on sinon précisément les faibles pour qu'ils ne deviennent pas dépravés, et ceux-là aussi qui sont déjà quelque peu dépravés pour qu'ils ne le deviennent pas davantage ? La législation anti-pornographique n'est-elle pas avant tout une protection des gens contre eux-mêmes ?

En outre, si l'action du livre est moins étendue que celle des affiches, dessins, etc., n'est-elle pas en revanche plus puissante ?

Il semble que le livre, par toutes les ressources qu'il comporte, par le détail de ses analyses, par la

persuasion du style, soit un propagateur d'immoralité plus savant, plus raffiné, plus efficace qu'aucun autre. Le dessin, la gravure sont forcément limités à un certain ordre de représentations, celles qui frappent le plus grossièrement, le plus directement l'imagination, non peut-être celles qui empoisonnent le plus sûrement et le plus gravement l'âme du jeune homme ou de la jeune fille, et mettent leur honnêteté en péril.

Au livre seul il appartient d'embellir l'obscénité, de l'orner, de la voiler d'un décor de sentiments et de circonstances qui troublera, séduira et entraînera beaucoup plus que l'obscénité elle-même.

On ne voit donc pas qu'un tel contraste entre le régime du livre et celui des autres agents de propagande prévus par la loi de 1882, soit justifié par une différence correspondante dans leurs nocivités respectives.

Il nous semble donc que les dispositions répressives de la loi de 1881 (article 28, § 1) jugées insuffisantes pour les dessins, gravures, écrits ou imprimés, etc., le sont également pour les livres.

2° *L'immoralité du livre serait d'une appréciation plus délicate.* — Mais, à rejeter ainsi le livre obscène « hors du droit de la presse » ne risquerait-on pas de compromettre gravement la liberté de la presse ? Le livre

n'est-il pas plus exposé à des abus que le dessin ou la brochure ? L'immoralité d'un dessin est en quelque sorte quelque chose d'évident. La brochure elle-même montre clairement ses intentions dans le petit nombre de pages qu'elle renferme. On peut beaucoup plus facilement se tromper sur le caractère et sur les intentions d'un livre. On peut surtout vouloir se tromper. Soumettre le livre licencieux à la compétence correctionnelle, à la saisie préventive, c'est ouvrir la porte à l'arbitraire, c'est menacer la liberté de tous les livres.

Rappelons-nous, en effet, que le législateur de 1882 et de 1898 ne s'est proposé d'atteindre, comme le disait en 1882 M. Dreyfus (1), que « la spéculation, le commerce de publications obscènes qui envahissent la voie publique et déshonorent nos grandes villes... », et nullement « les thèses de morale plus ou moins hardies... Le délit prévu par la loi de 1882 n'a rien de commun avec le délit d'outrage à la morale publique et religieuse que la loi du 29 juillet 1881 a justement fait disparaître de nos codes ».

On pourrait dire, en donnant à ces termes un sens très précis qu'il s'agit d'atteindre l'*obscénité*, non l'*immoralité*, celle-ci étant beaucoup moins bien définie et variant sensiblement suivant le point de vue de chacun.

(1) Dalloz, 82, 4, 106, note.

Or, il est à craindre que trop souvent on ne frappe comme obscène un livre qui n'est que contraire à une certaine morale prétendue publique.

Mais à cela nous répondrons que l'industrie pornographique produit beaucoup de livres dont l'obscénité est aussi flagrante que peut l'être celle de gravures ou d'images ; que d'ailleurs nous reconnaissons que les intentions d'un livre — seul critérium possible de l'obscénité — pouvant être dissimulées sous un extérieur assez décent, peuvent être d'une appréciation particulièrement délicate.

Mais ici encore il n'y a pas un abîme entre le livre et les autres écrits, dessins, etc., tout au plus quelque différence de degré.

Ces derniers ne sont pas toujours si faciles à apprécier au point de vue de leur moralité, et une part d'arbitraire peut aussi s'introduire dans leur appréciation. Il s'en faut que tout le monde soit d'accord sur ce qui constitue l'immoralité d'un dessin ou d'un tableau. D'impitoyables censeurs n'ont-ils pas été jusqu'à proscrire le nu de nos œuvres d'art. Nous connaissons d'autre part un artiste qui en toute pureté d'intentions produit parfois des compositions dont la licence confine à l'obscénité. Entre le point de vue de cet artiste, et celui des censeurs dont nous parlions, il y a de quoi se mouvoir pour l'appréciation du juge correctionnel et pour celle du magistrat chargé d'ordonner la saisie préventive.

Dès qu'il y a appréciation, il peut y avoir arbitraire.

Il n'y a dès lors aucun motif décisif d'accorder au livre des garanties qui sont refusées aux gravures, dessins... et aux autres écrits. Nous avons vu qu'au contraire, il y a de graves raisons pour les lui refuser.

L'opinion que nous venons de soutenir a été défendue au moment de la discussion de la loi de 1898 par M. Béranger, rapporteur au Sénat (1).

En raison des délais spéciaux de prescription prévus par la loi de 1881, et de la « tendance marquée du jury à ne frapper qu'en présence d'un acte hautement criminel et d'un préjudice palpable et certain », « le régime qui régit le livre aujourd'hui, disait M. Béranger, équivaut à une réelle absence de répression...

... Le livre qui a atteint par le fait même de son impunité *un degré d'audace qui ne s'est pas encore rencontré dans le journal*, qui d'ailleurs se conserve, se relit..., *est assurément la forme la plus dangereuse sous laquelle la corruption puisse être provoquée*. Il ne saurait être oublié par la loi nouvelle ..

... La commission a donc à l'unanimité supprimé dans le § 2 du projet les mots : *autres que le livre*. »

M. Darlan, garde des sceaux, défendit la thèse contraire à l'aide des arguments que nous connaissons :

(1) D. 98, 4, 23, note.

« Le *danger* résultant du livre, disait-il, est infiniment *plus restreint* que celui résultant des écrits, prospectus, dessins, emblèmes, objets obscènes, etc... visés par le projet. Ce danger est, en effet, limité par le prix du livre, par le public auquel il s'adresse, par les circonstances dans lesquelles il est offert et mis en vente, par la surveillance que le père de famille peut exercer à son égard beaucoup plus facilement qu'il ne saurait le faire en ce qui concerne les imprimés obscènes clandestinement envoyés par la poste et qui violent les domiciles, ainsi qu'on l'a dit fort justement. J'ajoute qu'une jurisprudence constante permet de distinguer du livre lui-même les images obscènes qui l'illustrent et de réprimer ces dernières dans les conditions prévues par la loi de 1882.

Il serait regrettable que par une *interprétation abusive de la loi*, on pût proscrire des livres ayant par-dessus tout un caractère littéraire, comme M^{me} Bovary de Flaubert qui fut autrefois l'objet de poursuites... (1) »

Malgré l'insistance de M. Bérenger qui a l'appui de sa thèse se mit à citer et à commenter une série de livres d'une obscénité scandaleuse, le Sénat se rangea à l'avis du gouvernement.

Cette campagne contre le livre obscène serait à reprendre aujourd'hui.

B. Législation anti-anarchiste.

Nous n'avons à nous occuper ici que de la loi du 12 décembre 1893. Cette loi promulguée à la suite de

(1) D. *id.*

nombreux attentats anarchistes fut suivie de deux autres lois qui complètent son œuvre de défense sociale, la loi du 18 décembre 1893 sur les associations de malfaiteurs, et la loi du 28 juillet 1894 (promulguée à la suite de l'assassinat du président Carnot) qui défère aux tribunaux de police correctionnelle la plupart des délits de propagande anarchiste qui étaient jusque-là de la compétence de la Cour d'assises.

La loi du 12 décembre 1893, modifiant les articles 24, 25 et 49 de la loi du 29 juillet 1881 a pour objet :

1° *D'aggraver les pénalités de la loi de 1881 ;*

2° *De compléter son énumération des délits de provocation, et d'y ajouter le délit d'apologie.*

La loi de 1881 punissait la provocation directe aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, et aux crimes contre la sûreté de l'Etat prévus par les articles 75 et suivants jusques et y compris l'article 101 du Code pénal, lors même que cette provocation n'a pas été suivie d'effet.

« Cette énumération, dit dans son exposé des motifs M. Casimir Périer, président du Conseil, qui, au moment où la loi a été votée, paraissait embrasser toutes les provocations réellement dangereuses pour l'ordre public, est devenue insuffisante (1). »

(1) D. 94, 4, 9, note 1.

L'article 24 modifié par la loi de 1893 est ainsi conçu :

« Ceux qui par l'un des moyens énoncés en l'article précédent auront directement provoqué soit au vol, soit aux crimes de meurtre, de pillage et d'incendie, soit à l'un des crimes et délits contre la sûreté extérieure de l'Etat prévus par les articles 75 et suivants, jusques et y compris l'article 85 du même Code, seront punis, dans le cas où cette provocation n'aurait pas été suivie d'effet, d'un an à cinq ans d'emprisonnement et de 100 francs à 300 francs d'amende.

« Ceux qui par les mêmes moyens auront directement provoqué à l'un des crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat prévus par les articles 86 et suivants jusques et y compris l'article 101 du Code pénal, seront punis des mêmes peines.

« Seront punis de la même peine ceux qui par l'un des moyens énoncés en l'article 23, auront fait l'apologie des crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie, ou de vol ou de l'un des crimes prévus par l'article 435 du Code pénal (1). »

Aux provocations prévues par la loi de 1881, la loi de 1893 ajoute donc les provocations au vol, aux crimes prévus par l'article 435 du Code pénal (emploi d'engins explosifs dans un but criminel). Elle isole dans le paragraphe 2, nous verrons dans quel but, les provocations aux crimes contre la sûreté *intérieure* de l'Etat. Enfin elle crée un nouveau délit : l'apologie des crimes de meurtre, de pillage ou d'incendie

(1) Le quatrième paragraphe, réprimant les cris ou chants séditieux ne nous intéresse pas, au point de vue de la saisie préventive.

ou de vol, ou de l'un des crimes prévus par l'article 435 du Code pénal, cette apologie étant considérée comme une provocation indirecte.

Le nouvel article 25 ne fait qu'aggraver les pénalités à l'égard du délit de provocation à l'indiscipline adressée à des militaires, délit déjà prévu par l'ancien article 25.

Les provocations suivies d'effet continuent à être régies par l'ancien article 23 auquel ne touche pas la loi de 1893.

Il importe de remarquer que la loi de 1893 qui étend l'énumération des délits de provocation, n'a rien ajouté à la loi de 1881 quant aux moyens par lesquels ces délits seraient commis.

Les nouveaux articles 24 et 25 supposent que les délits de provocation anciens et nouveaux qu'ils énumèrent ont été commis par les moyens énoncés en l'article 23, c'est-à-dire « soit par des discours, cris ou menaces proférés dans des lieux ou réunions publiques, soit par des écrits, des imprimés vendus ou distribués, mis en vente ou exposés dans des lieux ou réunions publiques, soit par des placards ou affiches exposés au regard du public ».

Nous avons vu qu'au contraire, les lois de 1882, de 1898 et de 1908, réprimant les outrages aux bonnes mœurs ne se contentaient pas de la liste de moyens énoncés en l'article 23, et en donnaient une originale et plus longue.

En cela la législation de 1893 est moins sévère, mais, d'autre part, elle l'est davantage en ce que le *livre* est soumis à ses dispositions comme les autres écrits ou imprimés.

3° Enfin la loi du 12 décembre 1893, par la modification qu'elle apporta à l'article 49 de la loi de 1881 a eu pour objet de *permettre dans certains cas nettement déterminés la saisie et l'arrestation préventives* conformément aux règles du droit commun.

« Il est indispensable, disait M. Casimir Périer dans son exposé des motifs de donner à l'autorité judiciaire les moyens d'exercer son action avec promptitude et efficacité. Le droit de saisir les écrits, imprimés, placards ou affiches contenant la provocation aux crimes ou leur apologie et de faire procéder à l'arrestation des prévenus conformément aux règles du Code d'instruction criminelle, nous parait devoir être le corollaire nécessaire des dispositions proposées (1). »

L'ancien article 49 ne contenait qu'une exception au principe de la limitation de la saisie à quatre exemplaires et de sa subordination à l'omission du dépôt prescrit, celle qu'énonçait la phrase finale de son paragraphe 1^{er} déclarant que « cette disposition ne déroge en rien à ce qui est prescrit par l'article 28 de la présente loi ».

Cette phrase devenue inutile depuis la loi du 2 août 1882, disparaît de la nouvelle rédaction.

(1) D. 94, 4, 9, note 1, *in fine*.

En revanche une autre exception qui nous intéresse, est introduite et forme le paragraphe 2 :

« Toutefois, dans les cas prévus aux articles 24 paragraphes 1 et 3, et 25 de la présente loi, la saisie des écrits ou imprimés, des placards ou affiches aura lieu conformément aux règles édictées par le Code d'Instruction criminelle. »

Le paragraphe 3 permet l'arrestation préventive, même si le prévenu est domicilié en France, dans les cas prévus aux articles 23, 24, § 1 et 3 et 25.

Elle n'était possible auparavant qu'en cas de crime et si le prévenu était domicilié en France.

Le paragraphe 4 permet à l'arrêt de condamnation de prononcer la confiscation des écrits ou imprimés, placards ou affiches saisis, dans les cas déterminés par le paragraphe 2 où la saisie est possible — et dans tous les cas, conformément à l'ancien texte, d'ordonner la saisie accompagnée de la destruction totale ou partielle des exemplaires qui seraient publiés après la condamnation.

Discussion de l'article 49 à la Chambre et au Sénat.

— De ce nouvel article 49, M. Maurice Lasserre, rapporteur à la Chambre des députés de la loi du 12 décembre 1893, disait qu'il était « l'innovation principale de la loi ».

Il souleva en effet les plus vives discussions, et failli même faire avorter le projet de loi.

« Ce que je vous demande, disait à la Chambre le 16 novembre 1892 M. Clausel de Coussergues, c'est que lorsque un homme est poursuivi pour un délit » (un de ceux nettement définis dans le projet), « il n'ait pas la faculté de répéter indéfiniment pendant toute la durée de la période d'instruction et du jugement, le délit qu'il a commis... »

... Nous sommes en présence d'une mesure de préservation sociale demandant l'application à certains malfaiteurs non d'un droit exceptionnel, mais du droit commun contre tous ceux qui ont commis ou qui sont gravement soupçonnés d'avoir commis un délit prévu par notre Code pénal. » (1)

L'orateur invoquait ici la théorie assez répandue qui prétend réduire la provocation par la voie de la presse à la complicité de droit commun. Qu'on partage ou non ces vues, il est certain qu'un régime de sévérité particulière à l'égard de cet ordre de délits de presse se justifie suffisamment par leur caractère particulièrement dangereux pour la société.

Néanmoins, la résistance fut vive de la part de nombreux députés qui proposèrent des amendements en vue de diminuer l'arbitraire qu'ils redoutaient dans les mesures de la saisie et de l'arrestation préventive.

Un amendement de M. Gerville-Réache accepté par la commission déclarait qu'en cas d'arrestation préventive ou de saisie, l'inculpé pourrait demander sa mise en liberté provisoire ou la mainlevée de la

(1) D. 94, 4, 11, note 2.

saisie ; le juge d'instruction devrait statuer dans les vingt-quatre heures. Le procureur de la République et l'inculpé auraient le même délai pour faire opposition à l'ordonnance et la Chambre des mises en accusation devrait statuer dans les cinq jours, faute de quoi le prévenu serait mis en liberté, et les pièces saisies restituées.

Un autre député, M. de Ramel, proposait le retour aux garanties de la loi du 26 mai 1819 en ce qui concerne la saisie préventive. M. Jullien fit enfin accepter par la Chambre un amendement qui ne faisait rien moins que ruiner toute l'économie de la loi : l'ancien article 49 serait maintenu, mais on ajouterait la disposition suivante : « Dans les cas prévus aux articles 24 et 25 de la présente loi, la Cour pourra prononcer l'exécution provisoire, nonobstant opposition ou pourvoi. »

Le Sénat, au contraire, voulait admettre la saisie et l'arrestation préventives tempérées par l'amendement Gerville-Réache.

Tout accord paraissait impossible, lorsque l'attentat Vaillant commis dans l'enceinte même de la Chambre vint apporter au cabinet une occasion favorable de reprendre son projet, en le renforçant et en le complétant, et de le faire voter en deux jours, tel que nous le connaissons, par les deux assemblées (1).

(1) D'après LOUBAT, *Code contre les anarchistes*, p. 143 et suiv.

α) *Application des règles du droit commun.* — Ce fut donc dans les formes et suivant les règles ordinaires du droit commun (1) que fut rétablie, en 1893, la saisie préventive en matière de propagande anarchiste, comme elle l'avait été en 1882 en matière de propagande pornographique, « les auteurs du projet ayant estimé, comme le disait M. Trarieux dans son rapport au Sénat », — et le législateur à leur suite « qu'il n'y avait pas lieu de modifier le droit commun dans une matière où les auteurs des délits à poursuivre ne leur paraissaient justifier aucune faveur particulière » (2).

Nous nous trouvons encore ici en présence de ce raisonnement qui consiste pour justifier certaines rigueurs particulières à l'égard d'un certain ordre de délits de publication, à les rejeter hors de la catégorie privilégiée des délits de presse, et à les considérer par un raisonnement plus ou moins spécieux comme des délits de droit commun. Dès lors le régime d'exception ne consiste plus à les exclure des bénéfices de la loi sur la presse, il consisterait, au contraire, à les y admettre. Ce qui est naturel et ordinaire, c'est de les traiter suivant le droit commun.

L'écrit ou le dessin pornographique, avait-on dit, sortent du domaine de la presse, parce qu'ils n'ont qu'un but de spéculation commerciale, et que la li-

(1) V. *supra*, p. 60 et suiv.

(2) D. 94, 4, 12, note 2 de la page 11.

berté de la presse n'est pas faite pour protéger l'expression de la pensée qui se manifeste dans un tel but. De même on dira que l'écrivain anarchiste n'est pas un écrivain comme un autre, qu'il n'est que le complice de droit commun de crimes ou de délits de droit commun.

Pour nous, nous ne voyons pas qu'on ait affaire ici à des délits d'écriture échappant par leur nature même et pour des raisons théoriques aux garanties accordées à la presse ; ils y échappent seulement, suivant nous, pour des raisons pratiques, parce qu'ils sont plus redoutables que les autres.

Et il est bon de leur appliquer le droit commun non pas parce qu'ils sont des délits de droit commun, mais parce que la sévérité de ce régime se trouve mieux leur convenir.

Ce qu'il faut craindre, ce n'est pas qu'un régime exceptionnel soit appliqué à des délits qui, dans l'ordre des délits de presse, présentent pour la société un danger également exceptionnel, c'est qu'un abus n'en soit fait contre ceux qui ne présentent pas le même danger et qui méritent de jouir pleinement des avantages de la liberté de la presse.

Tel est exclusivement le sens des amendements par lesquels la Chambre et le Sénat ont essayé de tempérer la rigueur du projet gouvernemental. Mais les écrits, justement poursuivis en vertu de la loi du 12 décembre 1893, eussent profité eux aussi des avan-

tages accordés par ces amendements. Le Gouvernement, et finalement le législateur, ont préféré plus de sévérité pour eux, et un peu moins de sécurité pour les autres.

β) *Le livre soumis à la saisie préventive.* — Il importe de remarquer à cet égard que, tandis que les lois contre la pornographie qui rétablissaient la saisie préventive suivant les mêmes règles, celles du droit commun, en excluaient le livre proprement dit comme moins dangereux et d'une appréciation plus délicate, plus sujette à arbitraire, celui-ci, au contraire, est compris dans l'énumération de l'article 49 paragraphe 2 de la loi de 1893.

«... La saisie des *écrits* ou *imprimés*, dit ce paragraphe, des placards ou affiches aura lieu conformément aux règles édictées par le Code d'instruction criminelle. »

Cette législation laisse en cela une place plus large à l'arbitraire possible. Mais nous avons combattu ce souci exagéré de la liberté qui faisait reculer le législateur de 1882 et ses successeurs devant l'imprimé de quelque épaisseur qu'il faut ouvrir, fouiller, et comprendre pour subir — ou juger — son action, et qui limitait ses dispositions à ce dont l'obcénité « saute aux yeux », ou du moins parvient facilement à l'esprit, sans nécessiter d'efforts intermédiaires sérieux, soit matériels (sacrifice d'argent ou de temps),

soit intellectuels (attention, réflexion, instruction), c'est-à-dire aux journaux, brochures, dessins, gravures, etc..., le livre étant exclu.

Ce législateur craignait de voir atteindre dans le livre sous prétexte d'obscénité, telle ou telle doctrine *morale* ; de même le législateur de 1893 aurait-il pu craindre qu'on atteignît, sous prétexte de provocation plus ou moins indirecte à certains crimes ou à certains délits, telle ou telle doctrine *sociale*, cette interprétation tendancieuse étant, nous le reconnaissons, rendue plus facile par l'abondance de matières plus ou moins variées et d'intentions plus ou moins cachées que nous offre un livre, que par le texte réduit et lapidaire des affiches, placards, ou même des articles de journaux.

Il n'a pas eu cette crainte, et il faut reconnaître que les faits ne l'auraient pas justifiée. On ne voit poursuivre, en effet, et saisir en vertu de la loi du 12 décembre 1893, que des ouvrages contenant très nettement les provocations prévues par cette loi ; plutôt que d'arbitraire, il faudrait accuser nos magistrats d'un excès de prudence.

γ) *A quels objets s'applique la saisie.* — La saisie préventive prévue par l'article 49 a donc pour objet les écrits ou imprimés (y compris le livre), les placards et affiches.

Il résulte de cette énumération limitative que la

saisie doit se borner là, et qu'il ne pourra être procédé à la saisie de la composition, des planches ou des presses qui ont servi à la confection des écrits ou placards incriminés (1).

C'est encore une différence avec la saisie en matière d'outrage aux bonnes mœurs. L'article 2 de la loi du 2 août 1882 dispose, en effet, que la poursuite des délits prévus par l'article 1^{er} aura lieu conformément au droit commun et suivant les règles du Code d'Instruction criminelle — et la nomenclature contenue dans cet article 1^{er} (écrits, imprimés autres que le livre, affiches, dessins..., etc.) n'a nullement pour but d'indiquer sur quels objets la saisie doit porter, mais de quelle manière le délit d'outrage aux bonnes mœurs doit être commis pour tomber sous l'application de la loi. Il s'ensuit donc qu'en cette matière la saisie n'a d'autres limites que celles prévues par le Code d'Instruction criminelle, tel qu'on l'applique, c'est-à-dire qu'elle est d'une application extrêmement large et peut porter sur tout ce qui a servi à commettre le délit (2).

3) *Cas où la saisie préventive est permise.* — La saisie préventive ainsi limitée aux écrits ou imprimés, aux affiches et placards, n'est permise par l'ar-

(1) Cf. LE POITTEVIN, n. 1448.

(2) V. *supra*, p. 69.

ticle 49 que dans les cas prévus aux articles 24, § 1 et 3, et 25, c'est-à-dire dans les cas :

1° De provocation non suivie d'effet au vol ou aux crimes de meurtre, de pillage, d'incendie, de destruction à l'aide d'engins explosifs, ou à des crimes ou délits contre la sûreté extérieure de l'Etat (art. 24, § 1).

2° D'apologie du meurtre, du pillage, de l'incendie, du vol et de la destruction (art. 24, § 3) ;

3° De provocation adressée à des militaires pour les détourner de leurs devoirs (art. 25).

Restent donc en dehors des cas prévus par l'article 49 :

1° La provocation aux crimes contre la sûreté *intérieure* de l'Etat, prévue par le paragraphe 2 de l'article 24.

« Nous avons pensé, déclarait à ce sujet le garde des sceaux, qu'il était nécessaire, lorsqu'il s'agit de provocations à des crimes contre la sûreté extérieure de l'Etat ou d'apologie de ces crimes, de mettre à la disposition de la justice des moyens d'action plus énergiques que lorsque nous nous trouvons en face de provocation à des crimes contre la sûreté intérieure de l'Etat. C'est pour cette raison que nous avons cru devoir inscrire dans l'article 49 une disposition permettant de pratiquer la saisie des écrits, affiches, placards ou imprimés, et de faire procéder à l'arrestation préventive. Au contraire ni la saisie ni l'arrestation préventive ne pourront avoir lieu quand une provocation directe à des crimes contre la sûreté intérieure de

l'Etat ou l'apologie de ces crimes aura été commise » (1).

2° Les provocations suivies d'effet prévues par l'article 23 de la loi du 29 juillet 1881.

Le paragraphe 2 de l'article 49, en effet, n'en fait pas mention. Tout le monde est d'accord pour reconnaître qu'il y a là une omission involontaire ; le législateur n'a pas pu vouloir atteindre des écrits contenant des provocations non suivies d'effet et épargner celles qui ont produit tout leur effet.

Mais que faut-il conclure de cette omission ?

Certains admettent que la saisie est impossible ; Loubat (2), après avoir reconnu que cette omission est involontaire dit simplement que :

« Les faits de l'article 23 ne figurant pas dans le paragraphe 2 de l'article 49, il paraît certain que la saisie des écrits ne pourra être légalement opérée dans cette hypothèse. »

Mais cette solution rigoureuse est repoussée par la majorité des auteurs ; elle est trop déraisonnable, disent-ils, trop contraire, aux intentions des auteurs de la loi pour pouvoir être acceptée (3).

« En effet, dit M. Le Poittevin, les travaux préparatoires montrent que le législateur a entendu faire de la provocation

(1) D. 94, 4, 12, note 2 de la page 11.

(2) *Op. cit.*, p. 171.

(3) Cf. BARBIER, *Code expliqué de la presse*, III, p. 134, n. 892 bis, FABREGUETTES, I, p. 447, n. 113, LE POITTEVIN, n. 1448.

suivie d'effet un acte de complicité. Il y a donc lieu d'appliquer au fait de complicité toutes les règles relatives à la constatation et à la poursuite, sauf sur les points où il a été expressément dérogé par un texte de loi. Or, à cet égard, la loi de 1881 ne prévoit qu'une seule dérogation : elle attribue dans tous les cas même quand le fait principal ne constitue qu'un délit, la connaissance de cette provocation à la Cour d'assises. »

C'est là un argument juridique ajouté aux arguments de bon sens.

*) Sort des écrits, imprimés, placards et affiche saisis.

En même temps qu'il rétablit la saisie préventive, le nouvel article 49 dans son paragraphe 4 dispose que :

« S'il y a condamnation, l'arrêt pourra (1), dans les cas prévus aux articles 24, §§ 1 et 3, et 25 (2) prononcer la confiscation des écrits ou imprimés, placards ou affiches saisis ».

Cette disposition, nous l'avons vu, est le complément naturel et nécessaire de la saisie préventive.

« Et dans tous les cas ajoute ce paragraphe, ordonner la saisie et la suppression ou la destruction de tous les exem-

(1) L'expression « pourra » indique une faculté pour le juge. Comparer avec les termes impératifs de la loi du 16 mars 1898. V. *supra*, p. 106.

(2) C'est-à-dire dans les cas où la saisie préventive est permise par le paragraphe 2, auxquels il faut ajouter le cas de provocation suivie d'effet omis par ce paragraphe.

plaires qui seraient mis en vente, distribués ou exposés aux regards du public (1). »

Les deux législations anti-pornographique et anti-anarchiste. Comparaison. — Nous avons pu, au cours de cette étude, comparer, au point de vue de la saisie préventive qu'elles rétablissent par dérogation au principe général de la loi de 1881, les législations anti-pornographique d'une part et anti-anarchiste de l'autre, et relever entre elles certaines différences notamment au point de vue de leurs conditions d'application : les provocations soumises aux dispositions de la loi du 12 décembre 1893 ne peuvent être commises que par un des moyens énoncés par l'article 23 de la loi de 1881 qui tous comportent la publicité, tandis que celle-ci n'est pas toujours exigée pour que l'outrage au bonnes mœurs tombe sous l'application de la loi de 1882 et puisse donner lieu à la saisie — En revanche, le livre contraire aux bonnes mœurs échappe aux rigueurs de cette dernière loi, tandis que la loi de 1893 s'applique aux livres comme aux autres écrits.

Application à la saisie des règles du droit commun. — Mais il y a entre les législations cette ressemblance capitale que dans l'une comme dans l'autre, la saisie est soumise aux règles du droit commun.

(1) V. *supra*, p. 97.

Moins sévère que la législation du 26 mai 1819 en ce qu'elle n'applique la saisie préventive qu'à titre exceptionnel à certaines catégories particulières de délit, la législation actuelle l'est donc davantage en ce qu'elle n'admet pas, dans le cas où la saisie est permise, les dérogations favorables à la partie saisie que la loi de 1819 avait cru devoir apporter au droit commun (1). Le régime qui s'applique dans ces cas là est celui là même qui s'appliquait dans tous les cas sous l'empire de la loi du 25 mars 1822, à propos de laquelle nous avons fait une étude détaillée de ce régime, et sous l'empire du décret du 17 février 1852.

Comment ces règles sont-elles observées en fait ?

Nous avons déjà noté, en étudiant ces règles, à propos de la compétence (2), certaines infractions qu'un usage constant a rendu tolérables et parfois presque nécessaires.

Ainsi la mainmise exercée en cas de flagrant délit par les officiers de police judiciaire, lors même que le fait n'est pas de nature à entraîner une peine afflictive et infâmante. — Cette même mainmise exercée dans le cas de citation directe, et par conséquent non suivie d'une saisie régulière du juge d'instruction.

La saisie administrative en matière de propagande

(1) V. p. 56.

(2) V. p. 62 et suiv.

anarchiste. — Quoique non seulement illégale, mais consciente de son illégalité, et n'ayant aucune pré-tention à la légalité, nous ne pouvons passer sous silence une pratique qui rend de grands services dans la lutte contre la propagande anarchiste, la saisie effectuée par l'autorité administrative, quelquefois avant toute publication, et souvent en dehors de toute poursuite judiciaire.

Ce qui différencie cette mesure de la saisie administrative du 1^{er} Empire, c'est que celle-ci était légale, c'est-à-dire conforme au texte et à l'esprit des lois en vigueur ; ce qui la différencie de la même mesure pratiquée sous le second Empire, c'est qu'alors le Gouvernement, de plus ou moins bonne foi, s'efforçait de démontrer sa légalité. Ce n'est aujourd'hui qu'un de ces expédients clandestins que la police n'arrive à maintenir à l'abri du jour et du scandale que par les pires procédés d'intimidation, qui ne peuvent évidemment réussir qu'à l'égard de particuliers obscurs ou peu puissants, ce qui naturellement réduit son emploi.

Voici, par exemple, comment les choses se passent : une voiture chargée de brochures antimilitaristes se rend à la porte d'une caserne, en vue de les distribuer aux soldats ; la préfecture du lieu, avertie, fait saisir le chargement de la voiture, en cours de route, et fait brûler toutes les brochures ; celui qui les transportait est conduit au poste, puis relâché ; il

n'est pas poursuivi non plus que l'auteur et l'éditeur.

Autre exemple : des affiches sont saisies chez l'imprimeur ou au sortir de ses bureaux, par ordre du préfet, et détruites : personne n'est poursuivi..., etc.

Ce sont là, à la vérité, des cas extrêmes dont les exemples se rencontrent surtout en temps de crise ; ainsi les faits que nous venons de citer sont empruntés à l'histoire d'une grève récente dont le caractère révolutionnaire avait particulièrement alarmé les pouvoirs publics.

Dans des circonstances ordinaires, il sera rare qu'on agisse avec cette brutalité ; souvent on attendra que la publication ait eu lieu, et on prendra plus de précautions pour éviter le scandale ; tel est le procédé très commode et couramment usité qui consiste à faire lacérer de nuit par la police des affiches qui viennent d'être exposées. Ici, le délit étant commis (si l'affiche est réellement délictueuse), une poursuite judiciaire pourrait avoir lieu. Mais si la *saisie* peut être préventive, la *lacération* d'affiches c'est-à-dire la destruction, ne pourrait être légalement que le résultat d'un jugement. Il y a donc eu encore, par le simple fait de cette lacération, une illégalité de commise sur laquelle l'Administration préfère garder le silence. L'Administration a d'ailleurs peu de confiance dans les tribunaux et dans le droit en général, pour la répression active des délits de ce genre.

Aperçu général et critique de la législation actuelle de la presse en matière de saisie. — Quelle est la portée de l'œuvre juridique des lois anti-pornographiques et anti-anarchistes en matière de saisie ? Les dérogations qu'elles apportent sur ce point au principe négatif de la loi de 1881 sont-elles suffisantes ? Quelle est par rapport aux autres délits de presse l'importance et la nature des délits auxquels s'applique par exception en vertu de ces lois la saisie préventive ?

A cet égard, il semble que parmi tous les délits de presse les provocations auxquelles s'applique la loi du 12 décembre 1893, et les outrages aux bonnes mœurs réprimés par les lois de 1882, 1898 et 1908, soient par excellence *les délits contre la société* ; ce sont ceux qui lui portent atteinte le plus directement, les seuls, peut-on dire, qui lui portent atteinte d'une façon directe.

Les autres délits sont principalement les injures, offenses, outrages, et les diffamations soit envers des particuliers, soit envers des autorités et des fonctionnaires publics ou des corps officiellement constitués (1), et d'autre part les contraventions à des mesures réglementaires (2).

En ce qui concerne ces dernières, il est facile de

(1) Article 26, 30 à 33, 36 et 37 de la loi du 29 juillet 1881.

(2) Articles 2 à 4, 9 à 14 et 21 de la même loi.

voir que le dommage qu'en peut souffrir la société est très indirect. Celle-ci impose au publicateur d'un écrit certaines obligations afin d'exercer plus facilement son contrôle et sa répression au cas échéant. Si dans un cas particulier le publicateur ne se soumet pas à ces règles, la société le punira, non pas qu'elle en ressente dès à présent aucun mal, mais parce que si ces règles n'étaient plus observées, elle n'aurait plus les mêmes facilités pour prévenir ou réprimer le mal qui pourrait lui être fait.

La punition sera légère. La saisie de l'écrit pour une infraction de ce genre est à notre avis une précaution exagérée. Et la loi du 29 juillet 1881 a bien fait de la faire disparaître.

En ce qui concerne les délits proprement dits auxquels la saisie ne s'applique pas, il *semble* qu'ils n'intéressent eux aussi qu'indirectement la vie et la santé sociales.

Il importe assurément que le chef de l'Etat, que toutes les personnes qui détiennent un pouvoir public, soient au moins publiquement respectées, que les simples particuliers eux-mêmes ne soient pas exposés aux atteintes de l'injure et à celles plus cruelles de la diffamation. Mais ce sont d'abord et surtout ces personnes publiques et privées qui souffriront de ces atteintes dans leur intérêt propre et dans leur honneur particulier, choses d'ailleurs respectables en elle-mêmes. La société n'en ressentira les effets que

par contre-coup, dans la mesure où ces injures ou diffamation, auront troublé la paix publique, ou auront affaibli en les humiliant ou en les discréditant, des autorités nécessaires à la vie sociale.

Ces maux ne peuvent, dira-t-on, se comparer à ceux qui résultent de l'outrage aux bonnes mœurs, ou de la provocation anarchiste qui ont par eux-mêmes un caractère social surtout lorsque ces actes prennent la forme d'une propagande organisée, et dont l'effet dans tous les cas est directement pernicieux pour la société. Leur résultat immédiat est en effet de créer un état d'esprit généralisable, que tout le monde peut s'approprier, l'immoralité ou l'anarchisme, sorte de maladies sociales dont la société mourrait si elles se généralisaient.

La société n'a pas, semble-t-il, un aussi impérieux besoin de défense contre les attaques qui, s'adressant à des particuliers ou même à des personnes publiques, ne traduisent que des états d'âme individuels, et sont motivée par des raisons spéciales à un ou à quelques individus; l'injure ou la diffamation, même quand elle s'adresse à des personnes publiques, a généralement pour mobiles des passions ou des intérêts particuliers, vengeance, jalousie, ambition, qui sont propres à l'auteur de l'injure ou de la diffamation et incommunicables à autrui.

L'immoralité ou l'anarchisme ont, au contraire, leurs terrains de culture respectifs toujours prêts

dans deux tendances naturelles à l'homme : la sensualité et l'esprit d'indépendance.

Ne pourrait-on cependant soutenir que les passions et les intérêts qui motivent l'injure ou la diffamation, si ceux-là mêmes qui ont motivé telle injure ou telle diffamation (par exemple une rancune d'ordre privé, le désir d'un député de remplacer un ministre) sont personnels et incommunicables parce qu'ils sont liés à des circonstances spéciales à tel individu ou à un nombre déterminé d'individus, que ces intérêts et passions, disons-nous, en tant qu'intérêts et passions sont communs à tout le monde — et que l'injure et la diffamation, mises à leur service, pourraient devenir elles aussi, en l'absence d'une répression suffisante, une maladie sociale ?

Bien plus, il est faux qu'elles aient toujours des mobiles personnels ; elles sont souvent des armes de parti, servent des causes collectives ; on sait le rôle qu'elles jouent dans les luttes politiques, et plus généralement dans toutes les luttes sociales.

Pour cette raison surtout elles peuvent devenir — et tendent à devenir — une véritable maladie sociale, contagieuse et épidémique.

Ce ne seraient toujours que des personnes (privées ou publiques) qui en subiraient l'atteinte directe, mais que deviendrait une société où tout le monde s'injurierait et se diffamerait réciproquement ?

Et d'ailleurs, en dehors de toutes ces considéra-

tions d'intérêt social, l'honneur et l'intérêt individuels ne mériteraient-ils pas par eux-mêmes d'être mieux sauvegardés ? Est-il admissible qu'un écrit contenant des imputations déshonorantes contre un particulier ou un fonctionnaire public puisse continuer de circuler librement jusqu'à ce que la poursuite ait abouti au jugement de condamnation ? Jusque-là, l'écrit pourra produire des effets irréparables.

Les individus devront-ils donc se contenter d'un régime que la société a jugé avec raison insuffisant quand il s'agissait de se protéger elle-même contre des délits qui la touchaient plus directement ?

Il y a donc lieu de regretter, tant dans l'intérêt de l'individu que dans celui de la société que la saisie préventive ne s'applique pas aux délits d'injure et de diffamation (1).

Conclusion. — Quelle est en définitive la portée de nos critiques et à quelle conclusion aboutissent-elles ?

Elles n'aboutissent à rien moins qu'à un renversement complet du principe général de la législation actuelle qui est de ne pas admettre, sauf exceptions,

(1) Reste également soumis à la règle générale de l'article 49 de la loi de 1881 et, par conséquent, exempt de la saisie préventive, le livre contraire aux bonnes mœurs, pour des raisons particulières que nous avons assez longuement critiquées (V. *supra*, p. 113 et sq.

la saisie préventive en matière de presse — ou, ce qui revient au même, à un retour aux législations anciennes qui l'appliquaient sans distinctions à tous les délits de presse.

Nous en excepterions toutefois volontiers les contraventions (1).

Et parmi ces législations, peut-être donnerions-nous la préférence à celle du 26 mai 1819 qui par des garanties de rapidité de procédure tempérait la sévérité de ce régime.

Mais il faut convenir que ce retour en arrière mettrait la France en opposition complète avec le mouvement législatif moderne qui, en général, tend à repousser, au moins en principe, la saisie préventive en matière de presse. Elle n'existe pas en Angleterre, aux Etats-Unis, en Hollande ; l'Italie l'a récemment

(1) Mais non pas les délits non compris parmi ceux dont nous venons de nous occuper :

La publication de fausses nouvelles ou de pièces falsifiées (article 27) ;

La publication des actes d'accusation ou actes de procédure criminelle et correctionnelle avant la lecture en audience publique (art. 38).

Le compte rendu des procès en diffamation où la preuve n'est pas autorisée. Compte rendu des délibérations intérieures soit des jurys, soit des cours et tribunaux (art. 39).

Ouverture publique ou annonce de souscription ayant pour objet d'indemniser des condamnations criminelles ou correctionnelles (art. 40).

A ces délits, la saisie préventive s'appliquerait encore très utilement.

fait disparaître de ses Codes, par une loi du 28 juin 1906 (1).

(1) Les dispositions de cette loi sont inspirées du système français. Le juge d'instruction et le ministère public ne peuvent saisir en règle générale que trois exemplaires de l'imprimé, et seulement dans le cas où le dépôt prescrit n'a pas été fait.

Restent soumis par exception à la saisie préventive « les imprimés et les objets qui seraient reconnus outrageants pour les bonnes mœurs et la pudeur..., auquel cas dans le délai de 24 heures, le juge d'instruction et le ministère public devront entamer des poursuites pénales par citation à bref délai. »

(Annuaire de législation étrangère, tome XXXVI).

CHAPITRE V

LA LÉGISLATION DE LA SAISIE PRÉVENTIVE EN ALLEMAGNE ET EN AUTRICHE

Notre étude de la saisie en matière de presse ne serait pas complète, si nous passions sous silence les systèmes originaux que nous présentent à ce point de vue la législation allemande et la législation autrichienne.

Avant d'en étudier le détail, nous pouvons dire que l'originalité de ces législations, consiste, tout en étant des législations libérales, c'est-à-dire dont le principe est de réprimer et non de prévenir, à admettre la saisie, même préventive, sans l'entourer des garanties que les esprits libéraux s'accordent pour juger nécessaires.

D'une part, en effet, l'autorité administrative, dans ces législations, dispose d'une façon plus ou moins large, concurremment avec l'autorité judiciaire, du droit de saisir. D'autre part, pour la confirmation de la saisie par le tribunal, on s'écarte plus ou moins, dans

certains cas, des règles de la procédure ordinaire, dans l'intérêt de la société, et contre l'intérêt des particuliers intéressés.

I. — LÉGISLATION ALLEMANDE.

Le Code pénal allemand de 1870-71 ne s'occupait pas spécialement de la saisie préventive en matière de presse ; celle-ci était autorisée et régie par les dispositions du droit commun qui permettent de s'emparer des instruments et produits de tout délit, utiles pour son instruction et sa poursuite.

Mais les articles 40, 41 et 42 s'occupaient de la confiscation et de la destruction que le tribunal pouvait prononcer dans certains cas.

D'abord l'article 40 pose le principe de la confiscation.

« Des objets provenant d'un crime ou d'un délit volontaire ou employés ou destinés à la perpétration d'un crime ou d'un délit volontaire, si ces objets appartiennent à l'auteur ou au complice. La confiscation sera prononcée par le jugement.

Les articles suivants 41 et 42 visent spécialement les délits commis par la voie de la presse.

« Lorsqu'un écrit, dispose l'article 41, une image, une imitation ou reproduction quelconque auront été jugés délictueux, ce jugement ordonnera que tous les exemplaires ainsi que les planches ou formes destinés à les reproduire seront détruits.

Néanmoins cette disposition ne s'applique qu'aux exemplaires qui se trouvent entre les mains de l'auteur, de l'imprimeur, de l'éditeur ou du libraire, et ceux publiquement exposés ou offerts en vente.

Si l'écrit, l'image ou la production ne sont incriminés qu'en partie et qu'une distinction soit possible, le jugement ordonnera que les passages incriminés et la partie des planches et des formes où se trouvent ces passages soient seuls détruits (1) (2). »

En principe la poursuite sera dirigée contre une personne déterminée, et la saisie ne sera confirmée et la destruction ordonnée par le tribunal qu'accessoirement à la peine personnelle (emprisonnement, amende).

Mais il n'en est pas moins certain que ces mesures, la saisie et la destruction, ont un intérêt pro-

(1) Code pénal allemand (promulgué le 31 mai 1870), traduit par A. Ribot, *Annuaire de législation étrangère*, 1^{re} année, p. 80 et sq.

(2) La disposition de l'art. 41 dont nous avons trouvé l'équivalent dans toutes les législations qui admettent la saisie préventive, se rattache très étroitement à la question de la saisie préventive. La destruction prononcée par le jugement s'appliquera généralement à des exemplaires qui auront été saisis antérieurement. Mais lorsqu'il restera des exemplaires à saisir au moment du jugement, soit qu'il n'y ait pas eu de saisie préalable, soit qu'elle ait été incomplète, la saisie sera faite en vertu du jugement de condamnation et accompagnée de la destruction prononcée par ce jugement. La disposition de l'art. 41 (ainsi que celle de l'art. 42) garde donc tout son intérêt théorique en l'absence d'une saisie opérée préventivement ; mais elle risquerait fort d'être pratiquement inefficace.

pre, indépendant de celui de la peine personnelle, elles visent spécialement la chose, l'écrit, le dessin, comme étant nuisible en lui-même et l'auteur direct des atteintes portées à la société (1).

Or, il peut arriver qu'aucune poursuite principale ne puisse être exercée contre l'auteur de l'acte délictueux, par exemple, à raison de son absence. Ce n'est pas une raison pour que l'écrit échappe à la confiscation.

Aussi l'article 42 admet-il que :

« Lorsque dans les cas prévus par les articles 40 et 41, la poursuite où la condamnation de l'auteur du délit ne pourra avoir lieu, les mesures susdites pourront être néanmoins ordonnées ».

Il y aura lieu de suivre dans ce cas là une procédure spéciale appelée *procédure objective* (objektives Verfahren), déterminée par les articles 477 à 479 du Code de procédure pénale.

Cette procédure spéciale ne pourra donc s'appliquer, d'après ce que nous avons dit, que si certaines conditions positives et négatives sont réunies.

a) Il faut, en effet, que les conditions exigées par l'article 41 soient réalisées : que les exemplaires soient en la possession de l'auteur, de l'éditeur, de l'imprimeur ou du libraire, ou qu'ils soient mis en vente ou offerts publiquement (2).

(1) V. Introd., p. 5.

(2) C'est du moins l'opinion de la plupart des auteurs et no-

Il faut expressément constater que ces conditions sont remplies, faute de quoi la procédure objective ne pourra pas s'appliquer.

b) Il faut, d'autre part, qu'on ne puisse pas poursuivre et condamner une personne déterminée.

A cet égard il n'y a pas à distinguer entre les impossibilités de droit et de fait (mort, absence, maladie mentale, etc.) ; il suffit que pour une raison ou pour une autre, il n'y ait personne qui puisse répondre devant les tribunaux du délit commis.

Nous verrons plus loin en quoi consiste cette procédure objective.

La saisie préventive. — Comme nous l'avons dit, le jugement du tribunal qui applique contre l'écrit les peines prévues par l'art. 41 (saisie et destruction) soit suivant la procédure contradictoire ordinaire, accessoirement à une sentence personnelle prononcée contre l'auteur, l'éditeur ou le libraire poursuivi, soit exceptionnellement suivant la procédure spéciale dite objective, où l'écrit seul est mis en cause, ce jugement ne fait ordinairement, en ce qui con-

tamment de Frank (*Das Strafgesetzbuch für das deutsche Reich.*, p. 47). Mais certains auteurs admettent l'opinion contraire, et déclarent que la saisie d'exemplaires qui n'auraient pas été trouvés en la possession de l'auteur ou de ses complices, peut être confirmée et la destruction prononcée suivant la procédure objective, du moment qu'on ne peut pas tenter de poursuite contre une personne déterminée.

cerne la saisie, que confirmer celle qui a été effectuée préalablement par les autorités compétentes.

Cette saisie ainsi faite préventivement est la première phase du procès intenté contre l'écrit ; et c'est elle que nous devons d'abord étudier.

De cette première phase, avons-nous dit, le Code pénal de 1870 ne s'occupait pas spécialement, la saisie en matière de presse n'était sous l'empire de ce Code soumise à aucune règle spéciale, elle n'était qu'un cas particulier de la saisie de droit commun, nécessaire à l'instruction et à la poursuite de tous les délits.

Mais peu de temps après la promulgation de ce code, le caractère tout particulier et irréductible au droit commun de la saisie en matière de presse fut très bien mis en lumière dans diverses assemblées (congrès de jurisconsultes ; congrès de journalistes. Reichstag).

Et des discussions qui s'élevèrent à ce sujet sortirent des projets divers.

Au Congrès des jurisconsultes allemands qui se tint en 1873 à Francfort, la question de la saisie préventive en matière de presse, sur un rapport de M. le Dr Jacques, avocat à Vienne, favorable à une liberté extrêmement étendue de la presse et qui repoussait toute saisie préventive administrative ou judiciaire, donna lieu à la plus vive discussion.

Les adversaires de la saisie prétendaient qu'elle était d'un abus facile et redoutable, qu'on ne pouvait admettre une atteinte à la propriété, donc une peine véritable, ne reposant que sur une constatation anticipée d'un délit, à laquelle la décision du tribunal pourra infliger un complet démenti, sans pouvoir réparer tout le dommage causé.

Car si l'on admet que la réparation du dommage matériel causé par la saisie, est possible (encore peut-on jamais évaluer exactement ce dommage?), il n'en peut être de même de toutes les conséquences morales, souvent impossibles à prévoir et d'ailleurs inappréciables en argent, qui peuvent résulter de la cessation même temporaire de la circulation d'un écrit.

Au surplus, ajoutent les adversaires de la saisie, celle-ci n'est efficace qu'à la condition de prévenir la publication elle-même ; or, de telles mesures préventives sont intolérables.

Craindrait-on qu'en l'absence de la saisie, la poursuite n'imprimât une activité nouvelle à la diffusion de l'écrit suspect ? L'intérêt du journaliste s'y oppose, il s'exposerait à une aggravation de la peine encourue.

Enfin, si l'on prétend fonder le droit de saisie sur la nécessité de ne pas laisser disparaître le corps du délit, il faudrait se contenter de saisir un seul exemplaire qui serait suffisant pour assurer la poursuite ;

la saisie telle qu'elle est pratiquée en matière de presse, portant sur un nombre illimité d'exemplaires est tout autre chose que la mainmise exercée en vertu du droit commun sur les pièces utiles à la constatation du délit (1).

D'ailleurs, l'exemple de la Hollande, de l'Angleterre et des Etats-Unis démontre qu'on peut très bien se passer de la saisie.

A ces attaques, les partisans de la saisie répondirent que l'intervention de la justice rendait l'abus du droit de saisie aussi peu à craindre que possible.

Ils reconnaissaient d'ailleurs que la saisie constituait une atteinte à la liberté, mais non pas plus grave assurément que la détention préventive que personne ne songeait à abolir.

Ils s'accordaient avec leurs adversaires pour refuser de fonder le droit de saisie sur les nécessités de l'instruction et de la poursuite, mais ils lui reconnaissaient un autre fondement non moins sérieux : ne pas tolérer, en attendant une répression tardive, la perpétration publique d'un acte délictueux (2).

En même temps que le Congrès de Francfort était unanime à reconnaître que la saisie en matière de

(1) V. Introduction, p. 1 et sq.

(2) *Bulletin de la société de législation comparée* 1873, p. 364, étude de M. Bufnoir.

délits de presse excédait de beaucoup les limites de la constatation du délit, une commission du Reichstag adoptait un projet de loi dont l'article 10 lui interdisait de sortir de ces limites, la défigurant ainsi complètement et en restreignant ainsi considérablement la portée.

« La saisie préalable d'un imprimé, disait cet article 10, n'est admise qu'autant qu'elle est requise par les nécessités de la poursuite, suivant les dispositions du droit commun. »

Un autre projet de tendances également très libérales était adopté par les journalistes réunis en Congrès à Breslau ; la saisie préventive, aux termes de ce projet, ne pourrait avoir lieu que par ordre du ministère public, et seulement quand il y a péril en la demeure ; elle devrait être scumise dans les vingt-quatre heures à la confirmation de la juridiction compétente qui devait statuer dans les deux ou trois jours sous peine de péremption de la saisie.

Le Gouvernement prussien présenta un projet de loi moins libéral suivant lequel la saisie peut avoir lieu sur réquisition du ministère public, ou même par les soins de la police administrative dans des cas nombreux déterminés par le projet, à charge d'en obtenir à bref délai la confirmation par le juge compétent (1).

(1) *Bull. Soc. lég. comp.*, 1873, p. 364.

Ce projet aboutit aux articles 23 à 28 de la loi du 7 mai 1874 sur la presse, dont voici le texte :

Article 23. — « Il n'est opéré de saisie d'imprimés sans ordre de l'autorité judiciaire que dans les cas suivants :

1° Si un imprimé ne répond pas aux conditions des articles 6 et 7 ou s'il a été répandu en contravention aux prescriptions de l'article 14 ;

2° S'il est contrevenu dans un imprimé à une défense édictée sur le fondement de l'article 15 de la présente loi ;

3° Si du contenu d'un imprimé résulte l'existence d'un des actes visés par les articles 85, 95, 111, 130 ou 184 du code pénal allemand.

La saisie n'a cependant lieu dans les hypothèses des articles 111 et 130 qu'autant qu'il y a danger imminent qu'en cas de retard l'incitation ou la provocation n'ait un délit ou un crime pour conséquence immédiate (1).

(1) Art. 6 de la loi de 1874 : obligation d'indiquer sur tout imprimé les nom et demeure de l'imprimeur et de l'éditeur ou de l'auteur.

Art. 7. — Pour la presse périodique, indiquer en outre le nom et le domicile d'un rédacteur responsable.

Art. 14. — Interdiction possible par le chancelier de l'empire d'une publication qui aurait subi deux condamnations en deux ans.

Art. 15. — Interdiction par le chancelier en temps de guerre ou de danger de guerre de toute publication de renseignements sur les mouvements de troupe et les moyens de défense.

L'article 85 du Code pénal allemand prévoit l'hypothèse de la

Article 24. — « Le tribunal compétent statue sur la confirmation ou la levée de la saisie.

Cette décision doit être requise par le ministère public dans les quarante-huit heures de l'ordre de saisie, et rendue par le tribunal dans les vingt-quatre heures de la réception du réquisitoire.

Si la police a opéré la saisie sans ordre du ministère public, elle doit adresser à celui-ci les pièces sans délai, et au plus tard dans les douze heures. Le ministère public doit ou ordonner la levée de la saisie par disposition exécutoire sur le champ, ou en requérir la confirmation judiciaire dans les douze heures de la réception des opérations.

Si le jugement de confirmation n'est pas parvenu

provocation à l'exécution d'un acte constituant le crime de haute trahison.

L'article 95 vise le cas où quelqu'un se sera rendu coupable d'offense envers l'empereur, envers le souverain de l'Etat dont il est le sujet ou envers le souverain d'un Etat de la confédération pendant qu'il se trouverait sur son territoire.

L'article 111 prévoit le cas de la provocation à la perpétration d'un fait punissable.

L'article 130 punit l'atteinte portée à la paix publique en excitant publiquement à des violences les diverses classes de la société les unes contre les autres.

L'article 184 a trait au fait de vendre, distribuer ou répandre d'une manière quelconque, d'exposer ou d'afficher, dans les lieux accessibles au public des écrits, des images ou reproductions obscènes (D'après le Code pénal allemand traduit par M. A. Ribot, *Annuaire de législation étrangère*, 1^{re} année, p. 80 et sq.).

à l'autorité qui a ordonné la saisie avant l'expiration du cinquième jour à dater de l'ordre de saisie, celle-ci disparaît, et les exemplaires saisis doivent être restitués.

Article 25. « — Il n'y a pas de recours contre la décision du tribunal qui lève la saisie provisoire.

Article 26. — « La saisie provisoire confirmée par le tribunal doit être levée de nouveau quand les poursuites au fond n'ont pas été introduites dans les deux semaines de la confirmation.

Article 27. — « Les imprimés ne peuvent être saisis que là où ils se trouvent dans le but d'être répandus. La saisie peut s'étendre aux planches et aux formes. Pour les imprimés, au sens étroit du mot, le bouleversement de la composition remplace la saisie sur la demande de l'intéressé.

Il faut en opérant une saisie désigner les passages de l'écrit qui y donnent lieu, et citer les lois qui ont été violées.

Les portions détachables d'un imprimé (supplément d'un journal, etc.), qui ne contiennent rien de délictueux doivent être laissées en dehors de la saisie.

Article 28. — Il est interdit, tant que dure la saisie, soit de répandre l'imprimé qu'elle frappe, soit de réimprimer les passages qui y ont donné lieu.

Celui qui contrevient à cette défense connaissant la saisie peut être condamné à une amende pouvant

s'élever jusqu'à 500 marks ou à un emprisonnement de six mois au maximum. »

Telles sont les dispositions de la loi allemande de 1874, dont la sévérité de principe est fortement adoucie par toutes les garanties dont elle se montre préoccupée d'entourer l'exercice du droit de saisie.

Il faut remarquer surtout les précautions qui sont prises lorsque la saisie émane de la police administrative.

D'abord celle-ci ne peut décider elle-même la saisie que dans des cas déterminés, l'hypothèse de l'article 3 du Code pénal mentionné au nombre de ces cas paraîtrait bien large (il s'agit de provocations à la perpétration d'un fait punissable), si l'article 23 (*in fine*) ne limitait ce droit de saisie dans cette hypothèse ainsi que dans celle de l'article 130 au cas où il y a un danger imminent qu'en cas de retard l'incitation ou la provocation n'ait un délit ou un crime pour conséquence immédiate.

En second lieu l'autorité administrative, dans les cas où elle peut saisir, n'est pas mise sur le même plan que l'autorité judiciaire ; elle doit référer immédiatement ou dans un délai extrêmement réduit de la décision prise au ministère public qui peut de lui-même la révoquer : ou s'il la maintient, il n'a pour requérir la confirmation judiciaire qu'un délai de douze heures, au lieu du délai de quarante-huit

heures dont il dispose lorsque c'est lui et non la police qui a ordonné la saisie (art. 24).

Depuis le réquisitoire du ministère public jusqu'au jugement rendu sur le fond, en passant par le premier jugement de confirmation, la marche de la procédure est assujettie à des délais de rigueur, parfois sanctionnés par la nullité de la saisie (art. 24, *in fine*, art. 26).

Tout ne sera définitif que lorsque le jugement sur le fond aura été rendu, prononçant s'il y a lieu, une peine contre l'auteur ou ses complices, et ordonnant en même temps en vertu de l'article 41 du Code pénal de 1871 la destruction des exemplaires saisis.

La saisie est donc en règle générale dans la législation allemande comme dans la plupart des autres législations, intimement liée à une poursuite personnelle, elle n'en est qu'un acte sur le sort duquel il sera statué en même temps que sur la poursuite elle-même.

La procédure objective. — Mais à la différence de ces législations, lorsqu'il ne peut être exercé de poursuite contre une personne, l'écrit n'échappe pas pour cela à la saisie et aux peines prévues par l'article 41 du Code pénal; il peut être lui-même poursuivi, en vue de la confirmation de la saisie et de la destruction des exemplaires par le tribunal;

et cette poursuite aura lieu, comme nous l'avons déjà dit suivant les règles d'une procédure spéciale, la procédure objective (objektives Verfahren) qu'on peut aussi appeler procédure impersonnelle, dont nous allons déterminer les règles.

Elles sont contenues dans la section V du livre VI du Code de procédure pénale de 1877, formée par les articles 477, 478 et 479.

Article 477. — « Dans les cas où il est permis, conformément à l'article 42 du Code pénal ou à d'autres dispositions de la loi, de prononcer indépendamment de toute poursuite, la confiscation, la destruction ou la mise hors de service d'objets déterminés, la demande tendant à l'adoption de ces mesures sera formée à moins que la décision ne soit prise conjointement avec un jugement sur le fond de l'affaire, par le ministère public ou par l'accusateur privé (Privatkläger), et portée devant le tribunal qui aurait été compétent pour statuer si les poursuites avaient été dirigées contre une personne déterminée.

La Cour d'assises sera remplacée par la Chambre criminelle du lieu où siège cette Cour. »

Article 478. — « Les débats auront lieu et la décision sera rendue en audience, conformément aux dispositions qui régissent les débats. Les personnes qui auront un droit sur l'objet menacé de confiscation, de destruction ou de mise hors de service, seront, autant que possible, citées à cette audience.

Ces personnes pourront exercer tous les droits qui appartiennent à un accusé ; elles pourront également se faire représenter par un défenseur, muni d'un pouvoir écrit.

Leur non-comparution n'arrêtera pas la procédure et n'empêchera pas de rendre le jugement (1) (2). »

Il ressort principalement de ces dispositions que la procédure objective, que le droit allemand n'applique, nous le savons, que faute de pouvoir faire autrement, lorsqu'il n'y a personne à poursuivre, se rapproche autant que possible de la procédure ordinaire, et ne s'en écarte que dans la mesure où on y est absolument obligé.

Le tribunal compétent est le même que s'il y avait une poursuite personnelle (art. 477).

Les débats ont lieu et la décision est rendue en audience publique, suivant la règle ordinaire (art. 478).

On s'efforce de susciter une défense de l'écrit incriminé, en citant à l'audience les personnes que peut intéresser la confiscation ou la destruction de l'objet, et en lui permettant de se faire représenter par un défenseur (art. 478).

Si malgré ces efforts pour rendre la procédure contradictoire, personne ne se présente et que l'écrit reste seul en face de son accusateur et devant ses juges, la procédure suivra son cours, et la sentence

(1) Le jugement dans ce cas devra être signifié aux personnes qui n'auront pas comparu. Cette signification présente un intérêt au point de vue des délais de revision et d'appel.

(2) Code de procédure pénale allemand de 1877, traduit et annoté par F. Daguin, Paris, 1884.

sera rendue « objectivement ». Mais il sera vrai de dire que ce sont les victimes qui l'auront voulu, et la loi qui aura tout fait pour l'éviter.

D'ailleurs, aux termes de l'article 479.

« Les voies de recours contre le jugement seront ouvertes au ministère public, à l'accusateur privé, *et aux personnes désignées en l'article 478.*

Que faut-il penser de ce système ?

Peut-être est-il plus raisonnable de repousser, d'accord avec presque toutes les législations, le principe même de la condamnation objective d'un écrit, prononcé en dehors d'une poursuite personnelle.

Mais ce principe une fois admis — et on ne peut nier qu'il se défende par de très bonnes raisons — il faut reconnaître que la loi allemande en a fait l'application la plus restrictive et la plus tolérable.

II. — LÉGISLATION AUTRICHIENNE

D'un esprit très différent est le système du Code d'Instruction criminelle autrichien de 1873 (1)

(1) Le Code d'instruction criminelle de 1853 ne contenait pas de dispositions spéciales sur la procédure pénale dans les affaires de presse. Les dispositions générales de ce Code s'appliquaient aussi à la procédure relative à toutes les infractions commises par la voie de la presse. La loi du 17 décembre 1802 fut la pro-

(art. 483-494), dont nous abordons maintenant l'étude. La procédure objective n'y est plus une procédure de pis-aller, appliquée à contre-cœur, mais une procédure de complaisance offerte par la loi à la discrétion des ministères publics.

La saisie préventive. —

— *Article 487.* — « Les imprimés qui seront édités ou répandus contrairement aux dispositions de la loi sur la presse, ou qui à raison de leur contenu devront donner lieu à des poursuites dans l'intérêt public, pourront être frappés de la saisie, soit directement par les autorités de police, soit sur l'ordre du ministère public. Dans tous les autres cas, la saisie ne pourra être ordonnée que par le tribunal sur la plainte et la proposition de l'accusateur privé. »

La loi autrichienne ne détermine donc pas, comme la loi allemande les cas où la saisie pourra avoir lieu par voie administrative ; l'appréciation est laissée à l'arbitraire de l'administration ; celle-ci pourra ordonner elle-même la saisie, si elle le juge bon, quelle que soit la contravention ou le délit proprement dit.

mière qui introduisit une procédure spéciale pour ces délits, procédure qui fut modifiée peu après comme contraire à la loi organique du 24 décembre 1867 qui attribuait au jury la connaissance des crimes et délits commis par la voie de la presse.

Toutes ces lois furent abrogées par le Code d'Inst. crim. de 1873 (Code d'Inst. crim. autrichien, traduit et annoté par Bertrand et Lyon-Caen, note 236).

Comme la loi allemande, la loi autrichienne se préoccupe d'accélérer la marche de la procédure qui aboutit au jugement.

Le ministère public, auquel a dû être dénoncée dans les vingt-quatre heures, suivant l'article 487 (*in fine*), l'exécution de la saisie faite soit directement par la police, soit sur l'ordre du ministère public, devra dans les trois jours qui suivront cette dénonciation, provoquer la confirmation — ou la levée — de la saisie, auprès de la Cour de première instance ou du tribunal de district suivant les cas (art. 488).

Il importe de remarquer ici que le délai est le même lorsque la saisie émane de l'autorité administrative ou de l'autorité judiciaire (trois jours après la dénonciation de la saisie). La loi autrichienne n'a pas jugé à propos de prendre encore plus de précautions dans le premier cas. Nous avons vu qu'au contraire, d'après l'article 24 de la loi allemande du 7 mai 1874, le ministère public, quand la saisie a été faite par son ordre, doit en requérir la confirmation dans les quarante-huit heures ; lorsque c'est la police qui a décidé la saisie, elle doit d'après cette loi adresser les pièces au ministère public sans délai ou au plus tard dans les douze heures, et celui-ci peut lever lui-même la saisie, ou en requérir la confirmation judiciaire dans les douze heures de la réception des opérations.

Article 489. — « Le tribunal devra dans les trois jours prononcer la confirmation ou la levée de la saisie. A défaut de confirmation dans les huit jours, la saisie sera réputée non avenue, à moins que le ministère public ne se soit pourvu contre le refus de confirmation (1), et sur la demande de la partie, les autorités de police lèveront immédiatement la saisie.

La saisie confirmée continuera à produire ses effets jusqu'à la décision définitive sur le fond. »

« L'inobservation des prescriptions de l'article 488 » (Délai imposé au ministère public pour requérir la confirmation judiciaire) « n'empêchera pas la continuation de la procédure pénale. »

» Celle-ci doit aboutir en effet à un jugement sur le fond qui n'a pas à statuer que sur la saisie, mais sur toute la poursuite, et qui d'ailleurs peut ordonner la saisie et la destruction de l'écrit, même s'il n'a pas été fait de saisie préalablement, ou si celle qui a été faite n'a pas été confirmée.

La saisie n'est pas encore définitive, tant que ce jugement sur le fond n'a pas été rendu (2). »

L'article 490 dispose en effet que :

« Dans les huit jours de la confirmation de la saisie, le mi-

(1) Remarquons que la disposition contenue dans ce dernier membre de phrase est le contrepied de l'article 25 de la loi allemande de 1874 qui décidait qu'« il n'y a pas de recours contre la décision du tribunal qui lève la saisie provisoire. »

(2) Ce jugement, en même temps qu'il confirmera définitivement, s'il y a lieu, la saisie, prononcera la destruction des exemplaires saisis.

nistère public, si cela n'a pas déjà eu lieu, devra ou proposer une instruction préalable, ou transmettre son acte d'accusation (art. 91) : dans le cas contraire, la saisie sera réputée non avenue et devra être levée sur la demande de la partie. »

Donc pendant le cours de la procédure qui s'étend depuis l'acte de saisie jusqu'au jugement définitif, la saisie pourra être levée, soit par suite de la non confirmation expresse prononcée par le tribunal, soit par suite de sa non-confirmation tacite ou même involontaire résultant de l'expiration du délai de huit jours après que le tribunal a été saisi par le ministère public (art. 489), soit enfin parce que le ministère public n'a pas engagé la poursuite au fond dans les huit jours qui suivent la confirmation (art. 490).

La partie lésée par la saisie qui a été ainsi réputée non avenue ou levée, pourra produire devant le tribunal dans les quinze jours une réclamation d'indemnité au Trésor public, « à charge de prouver le dommage subi par elle (1). Ce droit ne lui appartiendra pourtant dans le cas où la saisie sera levée en vertu d'une décision expresse qu'autant qu'il sera reconnu que la saisie n'est justifiée ni par le contenu de l'imprimé, ni par une inobservation des dispositions de la loi sur la presse » (art. 491).

(1) Cette réclamation d'indemnité n'existe qu'en cas de saisie opérée par une autorité de police ou par ordre du ministère public, et jamais en cas de saisie ordonnée par le tribunal.

Il faut conclure, *a contrario*, de cette dernière disposition que si au contraire, la saisie, a été réputée non avenue par suite de l'inobservation d'un délai, peu importe qu'elle ait été ou non justifiée au fond : il y a lieu à réclamation d'indemnité.

La procédure objective ou impersonnelle. — Nous voyons dans les articles suivants (492 et 493) s'opérer la dissociation entre la poursuite exercée contre la personne et qui aboutit à une peine personnelle d'emprisonnement et d'amende prononcée par le jugement définitif, et la poursuite exercée contre la chose, l'écrit, qui comprend plusieurs étapes, saisie, confirmation provisoire de la saisie, confirmation définitive et destruction des exemplaires. Cette poursuite objective se confond généralement à son terme avec la poursuite personnelle ; c'est ordinairement le même jugement qui statue définitivement sur l'écrit et sur la personne, qui prononce la destruction des exemplaires et qui prononce la peine personnelle.

Mais si personne n'est condamné, ou si personne n'est poursuivi, l'écrit pourra être condamné tout seul ou poursuivi tout seul.

Nous avons déjà vu ce principe de l'autonomie de la poursuite impersonnelle consacré par l'article 42 du Code pénal allemand. Mais la loi autrichienne en pousse l'application beaucoup plus loin que la loi allemande, ainsi que nous allons le constater en étu-

diant les dispositions des articles 492 et 493 du Code d'Instruction criminelle autrichien.

L'art 492 est ainsi conçu :

« Quand un imprimé sera reconnu contenir les éléments d'un fait punissable et que cependant l'instruction aura été arrêtée ou que l'accusé aura été acquitté, le tribunal devra conformément aux lois, ordonner la destruction totale ou partielle des imprimés et prononcer la défense de les répandre. »

» Si donc une poursuite a été exercée contre une personne, mais que l'instruction a été arrêtée et que l'accusé a été acquitté, quoique l'écrit fût reconnu contenir les éléments d'un délit, l'abandon de la poursuite de la personne ou son acquittement n'entraînera pas l'abandon de la poursuite de l'écrit lui-même qui sera traduit en jugement et condamné ; la saisie sera confirmée et la destruction prononcée par la même décision qui acquitte la personne accusée, ou par une décision spéciale si la poursuite personnelle a été abandonnée en cours d'instruction.

Cette disposition ne contient rien de plus que l'article 42 du Code pénal allemand ; elle vise l'hypothèse où la poursuite personnelle n'a pas pu être continuée ou bien a abouti à un acquittement ; l'article 42 du Code allemand disait : « si la poursuite ou la condamnation de l'auteur du délit ne peut pas avoir lieu. »

Il n'en est pas de même de l'article suivant du Code d'Instruction criminelle autrichien, ainsi conçu :

« Le ministère public pourra, même quand il n'intentera pas d'accusation contre une personne déterminée, demander au tribunal, dans l'intérêt public, de déclarer qu'un écrit contient une infraction et qu'il est défendu de le répandre ultérieurement.

La décision sur ce point sera rendue, après audition du ministère public, à huis clos, soit par la Cour de première instance soit par le tribunal de distinct compétent quand il s'agit de contravention.

La décision ne préjugera rien quant aux poursuites à intenter postérieurement contre une personne déterminée.

Lorsque le tribunal prononcera la prohibition, elle sera affichée dans le lieu où il siège et publiée par la voie du journal officiel.

La décision pourra être attaquée dans les huit jours de la publication par toute partie intéressée. Le tribunal statuera en audience publique, après avoir entendu le ministère public et la partie qui aura formé opposition. »

En dépit de ce dernier alinéa qui fait de la première décision rendue suivant la procédure objective une mesure toute provisoire et réformable sur la demande des intéressés, les dispositions de l'art. 493 constituent pour la liberté de la presse une menace suffisamment grave pour mettre de ce fait la législation autrichienne à part de toute législation libérale de la presse.

En effet, il ne s'agit plus, comme dans le système de la loi allemande, de s'écarter des règles ordinaires de procédure, par la force des circonstances, parce

qu'il n'y a personne à poursuivre et personne qui veuille présenter à l'audience la défense de l'écrit incriminé, mais parce que la société y voit son avantage. C'est ainsi que le ministère public pourra user à son gré de la procédure objective, même s'il y a une personne poursuivable, en ne la poursuivant pas ou en se réservant de la poursuivre plus tard.

Le ministère public sera, en effet, plus fort contre un écrit qui n'a pas de répondant, c'est-à-dire de défenseur, et surtout plus libre de choisir ses arguments pour impressionner les juges, dans le mystère de huis-clos.

Car c'est ici une seconde différence capitale avec le système allemand : les débats ne sont pas publics.

Des raisons fort honorables ont pu être produites en faveur du huis-clos ; il ne faut pas, dit-on, faire résulter des débats eux-mêmes la divulgation de l'écrit que la saisie avait précisément pour but d'empêcher

Mais tous les esprits libéraux s'accordent pour trouver intolérable de priver la partie intéressée de la garantie qui résulte du contrôle exercé par le public sur les débats et la décision rendue. Ils craignent à juste titre que ces raisons d'intérêt social qu'on invoque ne couvrent que des intérêts et des passions de Gouvernement.

Droit d'opposition et droit de secours. — Nous avons dit que l'art. 493 donnait à toute partie intéressée le

droit de former opposition dans les huit jours contre la décision ainsi rendue ; le second jugement est rendu contradictoirement et en audience publique.

En outre, aux termes de l'article 494, la partie intéressée peut recourir « contre les décisions rendues conformément aux articles 487, 489, 491, 493 » ; ce recours « sera porté devant la Cour de première ou de deuxième instanceselon que les décisions attaquées émaneront d'un tribunal de district ou d'une Cour de première instance ».

Ce recours existe donc notamment, soit contre le jugement rendu contradictoirement en audience publique, sur opposition formée par la partie intéressée contre le jugement rendu à huis-clos en son absence, soit directement contre ce dernier jugement (1).

Après le jugement rendu suivant la procédure objective, la partie intéressée pourra donc intervenir et demander un nouveau jugement rendu avec toutes les garanties ordinaires.

Jusques et y compris le premier jugement de confirmation, elle aura donc été tenue *malgré* elle, en dehors de la procédure.

(1) La Cour suprême a décidé en effet que si la partie intéressée ne voulait pas user du droit d'opposition qui lui est offert par l'art. 493, elle n'en pouvait pas moins recourir, conformément à l'art. 494, contre le jugement rendu suivant la procédure objective (Session plénière de la Cour suprême comme Cour de cassation, 6 juillet 1877). (GELLER LÉO, *La loi autrichienne sur la presse*).

Mais du moment que ce jugement doit être suivi sur sa demande d'un autre jugement rendu dans les formes ordinaires, il semble que la gravité des dispositions exceptionnelles de l'art. 493 en soit très atténuée, et se réduise pratiquement à peu de chose.

Intérêt des dispositions de l'art. 493 (proc. objective).

— L'intérêt de la question, du fait de ces correctifs essentiels, se cantonne, en effet, dans le laps de temps qui s'écoule entre le premier jugement de confirmation rendu à huis-clos, sans défense, et le deuxième jugement rendu contradictoirement, en audience publique.

Mais il ne faut pas perdre de vue qu'en notre matière de la saisie, on est dominé pratiquement par des questions de délai, et que les réparations qui n'interviennent pas très promptement sont souvent purement platoniques (1). Il est à craindre que la confirmation judiciaire par voie de procédure objective ne soit qu'un moyen déguisé de prolonger le délai dans lequel la saisie doit recevoir sa confirmation judiciaire, lorsqu'il est insuffisant pour ruiner définitivement la publication visée ; car ce premier jugement rendu dans des conditions particulières n'est pas beaucoup moins suspect que la décision du ministère public elle-même. L'intéressé ne pourra attendre de décision sérieuse et juste sur la saisie que du

(1) V. Introduction, p. 6.

deuxième jugement rendu plus tard sur son opposition ou son recours. Jusque-là la saisie aura peut-être eu le temps d'achever son œuvre, c'est-à-dire d'ôter à l'écrit toute chance de se vendre, de circuler réellement, quand la liberté lui sera rendue.

En outre, la saisie une fois confirmée par une décision judiciaire, même rendue suivant la procédure objective, ne peut plus donner lieu à indemnité de la part du Trésor, si elle est levée ensuite en vertu d'un jugement postérieur, du moins à raison du temps qui s'écoule entre les deux jugements, de sorte que la saisie confirmée par le premier jugement est plus préjudiciable à l'intéressé que la saisie ordonnée seulement par le ministère public ou une autorité de police. Il vaudrait encore mieux pour lui que ce dernier état se prolongeât au delà du délai prescrit. Au moins l'ordre de saisie du ministère public ou de la police n'a-t-il pas l'autorité d'une décision judiciaire, et peut-il donner lieu à une réparation pécuniaire.

Projets de réforme. — Ces considérations doivent nous faire comprendre la vivacité et la persistance des attaques dont ce régime a été l'objet depuis 1874 jusqu'à nos jours.

Dès 1874, dans la séance de la Chambre des députés du Reichsrath du 25 février, on demande que les cas où la saisie préalable est possible soient exactement déterminés ainsi que les personnes responsables du

dommage que cette saisie peut causer. On demande, en outre, l'abolition ou la restriction de la procédure objective, en se fondant sur ce que cette procédure excluant la compétence du jury, est contraire au principe de la loi constitutionnelle sur le pouvoir judiciaire (art. 11, l. 21 décembre 1867) qui déclare que les délits de presse seront jugés par le jury (1).

Cette proposition fut renvoyée à une commission chargée de reviser les lois sur la presse.

En 1882 de nouvelles propositions eurent lieu dans le même sens. La commission de la Chambre saisie de ces propositions a admis une résolution d'après laquelle la procédure objective réglée par l'art. 493 du Code d'Instruction criminelle de 1873, ne pourrait être suivie qu'autant qu'il n'y a personne qu'on puisse poursuivre comme responsable du contenu de l'écrit, et elle a prié le Gouvernement de présenter un projet de loi répondant à cette pensée.

Le projet de réforme du 11 juin 1902. — Le projet gouvernemental de réforme de la loi sur la presse du

(1) C'est par le même argument qu'on avait obtenu en 1868 un adoucissement de la législation du 17 décembre 1862 qui établissait la procédure objective dans des conditions particulièrement dures. Ce fut à partir de la loi du 15 octobre 1868 que la condamnation de l'écrit suivant la procédure objective dut être suivie, sur la demande de l'intéressé, d'une condamnation prononcée par la Cour d'assises ou tout au moins par un tribunal après débats publics et contradictoires. (WAHLBERG, *Zur Revision des Strafrechts in Oesterreich*, 1875).

11 juin 1902 contient, en effet, d'importantes dispositions sur la saisie et la procédure objective.

Ces dispositions se rapprochent beaucoup de celles de la législation allemande que nous avons précédemment étudiées.

En effet le projet énumère limitativement comme la loi allemande du 7 mai 1874 les cas où la saisie pourra être effectuée par la police administrative, et elle subordonne l'application de la procédure objective à l'impossibilité d'exercer une poursuite contre une personne déterminée.

M. Vladimir Pappafava (1), et Austerlitz cité par lui, ont raison d'insister sur l'intérêt de cette dernière disposition qui ne fait de la procédure objective, comme nous l'avons dit à propos de la législation allemande, qu'un *moyen subsidiaire* que le Gouvernement n'a la faculté d'employer que lorsque les circonstances ne lui permettent pas de suivre la procédure ordinaire.

La procédure objective existe toujours, mais l'esprit en est désormais différent. La loi ne la voit plus avec faveur, mais s'efforce de l'éviter. Elle l'entoure d'une quantité de garanties, dont, suivant l'observation de M. Pappafava, on peut même s'étonner, si l'on considère son étroitesse et sa rareté d'application.

(1) *La législation moderne sur la presse, et en particulier le projet de loi autrichien* (trad. en allemand de l'italien par A. SIMON.) Zara, 1905, p. 237 et sq.

Suivant l'art. 47 du projet de réforme, l'accusateur public peut proposer l'interdiction d'un imprimé dont le contenu est illicite ou qui a contrevenu à certaines prescriptions réglementaires, même sans poursuite judiciaire ni condamnation d'une personne déterminée, à la condition :

1° Que l'auteur soit inconnu ou que le rédacteur responsable, l'éditeur ou l'imprimeur ne puissent être punis par négligence de leurs devoirs professionnels, ou que l'auteur soit à l'étranger ou dans un lieu inconnu.

ou 2° Que la culpabilité de l'auteur du délit doive être écartée, ou que certaines circonstances rendent sa poursuite impossible.

Parmi ces circonstances, il faut comprendre le cas de prescription de la poursuite, cette prescription ayant lieu, aux termes de l'art. 38 du projet, au bout de trois mois, à compter du jour de la publication. Après le délai de trois mois écoulé depuis sa publication, un imprimé est donc encore exposé à être interdit, et comme par suite de la prescription la poursuite de l'auteur du délit est devenue impossible, il y aura lieu d'appliquer la procédure objective pour faire prononcer l'interdiction de l'imprimé ; cette situation se prolonge indéfiniment ; un livre peut être en tous temps interdit, même quand il serait publié depuis cent années (1).

(1) Comme le remarque M. Pappafava, il ne peut s'agir ici que

C'est là, selon M. Pappafava, un défaut du projet auquel il importerait de remédier ; de telles mesures prises ainsi contre un écrit longtemps après sa publication ne sont pas seulement imaginables, on en a vu souvent des exemples en Autriche sous le régime actuel de la presse.

Il faudrait établir une prescription de la poursuite objective, soit coïncidant avec celle de la poursuite subjective, soit préférablement, d'un délai un peu plus long (1) (2).

M. Pappafava propose le délai de six mois pour la prescription de la poursuite objective, ce qui laisserait une marge de trois mois, pendant laquelle, la poursuite subjective étant prescrite, la procédure objective serait, de ce fait, applicable.

Le tribunal qui a à se prononcer sur l'interdiction d'imprimés non périodiques ; l'intérêt de cette question ne concerne pas les périodiques qui ne donnent prise à une saisie utile que dans un délai très restreint.

(1) Cette prescription n'existe pas non plus dans la législation allemande.

(2) Suivant la proposition du Dr Zucker, repoussée par l'assemblée, l'art. 38 serait modifié de la façon suivante : au lieu de prononcer la prescription de la poursuite personnelle au bout de trois mois, ce qui laisse en dehors de la prescription les mesures concernant l'écrit lui-même, il déclarerait qu'au bout de trois mois, le délit n'existe plus, ce qui rendrait impossible toute confiscation de l'écrit au delà de ce délai.

De même le Dr Offner était d'avis qu'on déclarât la poursuite subjective et objective impossible après un certain délai, de façon que, ce délai écoulé, l'écrit fut complètement libre.

d'un imprimé, statuera suivant la procédure réglée par le chapitre XVIII du Code d'Instruction criminelle (art. 228 et suiv.) en ce qui concerne les cours de 1^{re} instance, et par les articles 447 à 458 en ce qui concerne les tribunaux de district.

En conséquence les débats sont soumis à la règle générale de la *publicité* (art. 228 du Code d'Inst. crim.), grave différence avec le système de l'art. 493.

Le huis-clos peut néanmoins être ordonné par la cour, soit d'office, soit sur la demande de l'accusateur ou de l'accusé, pour des motifs intéressant les bonnes mœurs où l'ordre public — *mais dans tous les cas, le jugement doit être rendu en public* (art. 229-231).

Il en est de même quand l'affaire est portée devant un tribunal de district (ce qui a lieu en matière de contravention).

Article 456. — « Les débats devant le tribunal de district seront publiés à peine de nullité, mais sous les restrictions portées aux articles 228-231. S'il y a un accusateur privé, la publicité sera exclue quand les deux parties feront d'accord une demande à cet égard. »

Seront cités à l'audience, l'éditeur (der Verleger) s'il s'agit d'un écrit périodique, ou l'imprimeur-gérant (der Herausgeber), s'il s'agit d'un périodique ; ou bien on nommera par eux un avocat d'office. Ces personnes jouiront de tous les droits d'un accusé.

Leur non-comparution n'empêchera pas de rendre le jugement (1).

Peuvent être produites devant le tribunal toutes les preuves qui se rapportent à l'origine du procès et aux circonstances du délit.

Si la demande d'interdiction d'un écrit est repoussée par le tribunal et qu'elle émane d'un accusateur privé, celui-ci sera condamné aux dépens.

Si, au contraire, la demande est accueillie, la sentence devra spécifier quel délit a été commis et prononcer l'interdiction de l'imprimé. Il n'y a lieu dans ce cas à aucune condamnation au remboursement des frais (2).

Appréciation sur ce projet de réforme, et sur la procédure objective en général. — Ce projet de réforme a été généralement bien accueilli (3). Quoique n'abolissant pas la procédure objective, il marque certainement un très grand progrès dans le sens libéral sur le régime arbitraire du Code de 1873. Ce progrès doit-il nécessairement aboutir à la disparition complète de cette procédure ?

(1) Comparer avec l'art. 478 du Code de procédure pénale allemand. V. plus haut p. 162 et 163.

(2) En effet, l'accusateur privé, s'il y en a un, n'a émis qu'une prétention légitime, et d'autre part il n'y a pas de personne condamnée à qui faire supporter les frais du procès. Ceux-ci restent à la charge du Trésor.

(3) Il n'a encore abouti à l'heure actuelle à aucune décision législative.

Et cela est-il même souhaitable ?

C'est moins le principe de la procédure objective que critiquent les esprits même les plus libéraux, que les abus auxquels peut prêter son application.

Il est incontestable en effet que c'est une lacune de la plupart des législations de refuser à la société le droit d'interdire un imprimé dangereux lorsque les personnes qui en sont responsables ne peuvent être poursuivies, cette union indissoluble de la saisie de l'écrit et de la poursuite personnelle étant assurément une garantie pour les particuliers, mais pouvant aboutir par ce qu'elle a d'artificiel à des conséquences absurdes : un écrit sera-t-il moins malfaisant, parce que son auteur est mort, son éditeur absent, son imprimeur atteint d'une maladie mentale.

Mais d'autre part il est à craindre que cette procédure impersonnelle trop largement autorisée, insuffisamment réglementée, ne devienne une arme de police, ne fournisse à l'administration le moyen de ruiner temporairement et souvent définitivement les publications qui lui déplaisent.

L'intérêt véritable de la question se ramène en réalité à ceci : la procédure objective sera-t-elle mise en tous cas à la disposition des ministères publics, ou ne pourront-ils en user que dans des circonstances déterminées où la procédure ordinaire est inapplicable ?

Quant à la structure même de cette procédure, la

loi mettra-t-elle de la complaisance à l'écarter le plus possible de la procédure ordinaire, de manière à ce que l'accusateur y trouve avantage, ou s'efforcera-t-elle au contraire de l'en rapprocher autant qu'il se pourra ?

On ne peut apprécier d'une manière identique ces deux types de procédure objective, dont le premier contenu dans l'art. 493 du Code d'Instruction criminelle autrichien prête en effet à des abus intolérables et est justement condamné par l'opinion, et dont le second, très scrupuleusement réalisé dans le système allemand (art. 42 du Code pénal, art. 477-479 du Code de proc. pénale), et dans le projet de réforme autrichien de 1902, ne ferait tâche dans aucune législation libérale.

Vu et approuvé
Le Président,
F. LARNAUDE.

Vu,
le doyen,
P. CAUWÈS.

Vu et permis d'imprimer,
le Vice-Recteur
de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

APPENDICE

Arrêt relatif aux journaux.

(27 nivôse an VIII)

Article Premier. — Le ministre de la police ne laissera pendant toute la durée de la guerre imprimer, publier et distribuer que les journaux ci-après désignés (suivent les noms de treize journaux politiques). Et les journaux s'occupant exclusivement de sciences, arts, littératures, commerce, annonces et avis.

Art. 2. — Le ministre de la police fera incessamment un rapport sur tous les journaux qui s'impriment dans les autres départements.

Art. 3. — Le ministre de la police veillera à ce qu'il ne s'imprime aucun nouveau journal, tant dans le département de la Seine que dans les autres départements de la République.

Art. 4. — Les propriétaires et rédacteurs des journaux conservés par le présent arrêté se présenteront au ministre de la police pour justifier de leur qualité de citoyen français, de leur domicile et de leur signature et promettront fidélité à la Constitution.

Art. 5. — Seront supprimés sur le champ tous les journaux qui insèrent des articles contraires au respect dû au

pacte social, à la souveraineté du peuple et à la gloire des armées, ou qui publieront des invectives contre les gouvernements et les nations amies ou alliées de la République, lors même que ces articles seraient extraits des feuilles périodiques étrangères.

Décret contenant règlement sur l'imprimerie et la librairie.

(5 février 1810).

.

Art. 11. — Chaque imprimeur sera tenu d'avoir un livre coté et paraphé par le préfet du département où il inscrira par ordre de date le titre de chaque ouvrage qu'il voudra imprimer et le nom de l'auteur, s'il lui est connu. Ce livre sera représenté à toute réquisition et visé, s'il est jugé convenable, par tout officier de police.

Art. 12. — L'imprimeur remettra ou adressera sur le champ au directeur général de l'imprimerie ou de la librairie et, en outre, aux préfets copie de la transcription faite sur son livre, et la déclaration qu'il a l'intention d'imprimer l'ouvrage; il lui en sera donné récépissé. Les préfets donneront connaissance de chacune de ces déclarations à notre ministre de la police générale.

Art. 13. — Le directeur général pourra ordonner, si bon lui semble, la communication et l'examen de l'ouvrage et surseoir à l'impression.

.

Art. 16. — Sur le rapport du censeur, le directeur général pourra indiquer à l'auteur les changements ou suppressions jugés convenables, et sur son refus de les faire, défendre la

vente de l'ouvrage, faire rompre les formes et saisir les feuilles ou exemplaires déjà imprimés.

Art. 26 et 27, v. p. 23 et 24.

.....

Loi relative à la liberté de la presse.

(21 octobre 1814).

Titre II : De la police de la presse.

.....
Art. 14. — Nul imprimeur ne pourra imprimer un écrit avant d'avoir déclaré qu'il se propose de l'imprimer, ni le mettre en vente ou le publier, de quelque manière que ce soit, avant d'avoir déposé le nombre prescrit d'exemplaires, savoir : à Paris, au secrétariat de la direction générale, et dans les départements, au secrétariat de la préfecture ;

Art. 15. — Il y a lieu à saisie et séquestre d'un ouvrage :

1° Si l'imprimeur ne représente pas les récépissés de la déclaration et du dépôt ordonnés en l'article précédent.

2° Si chaque exemplaire ne porte pas le vrai nom et la vraie demeure de l'imprimeur ;

3° Si l'ouvrage est déféré aux tribunaux pour son contenu.

.....

Art. 18. — Les exemplaires saisis pour simple contravention à la présente loi seront restitués après le paiement des amendes.

*Loi relative aux écrits saisis
en vertu de la loi du 21 octobre 1814.*

(28 février 1817).

Article unique. — Lorsqu'un écrit aura été saisi en vertu de l'article 15 du titre II de la loi du 21 octobre 1814, l'ordre de saisie et le procès-verbal seront sous peine de nullité, notifiés dans les vingt-quatre heures à la partie saisie, qui pourra y former opposition.

En cas d'opposition, le procureur du Roi fera toute diligence pour que dans la huitaine à dater du jour de ladite opposition il soit statuer sur la saisie.

Le délai de huitaine expiré, la saisie, si elle est maintenue par le tribunal, demeurera, de plein droit, périmée et sans effet et tous dépositaires de l'ouvrage saisi seront tenus de le remettre au propriétaire.

Loi relative à la poursuite et au jugement des crimes et délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication.

(26 mai 1819).

.
Art. 7. — Immédiatement après avoir reçu le réquisitoire ou la plainte, le juge d'instruction pourra ordonner la saisie des écrits, imprimés, placards, dessins, gravures, peintures, emblèmes, ou autres instruments de publication.

L'ordre de saisir et le procès-verbal de saisie seront notifiés dans les trois jours de ladite saisie, à la personne entre les mains de laquelle la saisie aura été faite, à peine de nullité.

Art. 8. — Dans les huit jours de ladite notification, le juge d'instruction est tenu de faire son rapport à la Chambre du conseil, qui procède ainsi qu'il est dit au Code d'instruction criminelle, livre 1^{er}, ch. IX, sauf les dispositions ci-après.

Art. 9. — Si la Chambre du conseil est unanimement d'avis qu'il n'y a pas lieu à poursuivre, elle prononce la main levée de la saisie.

Art. 10. — Dans le cas contraire ou dans le cas de pourvoi du procureur du Roi et de la partie civile contre la décision de la Chambre du conseil, les pièces sont transmises, sans délai, au procureur général près la Cour royale qui est tenu, dans les cinq jours de la réception, de faire un rapport à la Chambre des mises en accusation, laquelle est tenue de prononcer dans les trois jours dudit rapport.

Art. 11. — A défaut par la Chambre du conseil du tribunal de première instance d'avoir prononcé dans les dix jours de la notification du procès-verbal de saisie, la saisie sera de plein droit périmée. Elle le sera également à défaut par la Cour royale d'avoir prononcé sur cette même saisie, dans les dix jours du dépôt en son greffe de la requête que la partie saisie est autorisée à présenter à l'appui de son pourvoi, contre l'ordonnance de la Chambre du conseil. Tous les dépositaires des objets saisis seront tenus de les rendre au propriétaire sur la simple exhibition du certificat des greffiers respectifs, constatant qu'il n'y a pas eu d'ordonnance ou d'arrêt dans les délais ci-dessus prescrits.

Les greffiers sont tenus de délivrer ce certificat à la première réquisition, sous peine d'une amende de trois cents francs, sans préjudice des dommages intérêts, s'il y a lieu.

Toutes les fois qu'il ne s'agira que d'un simple délit, la prescription de la saisie entraînera celle de l'action publique.

.

Art. 13. — Les crimes et délits commis par la voie de la presse ou tout autre moyen de publication, à l'exception de ceux désignés dans l'article suivant, seront renvoyés par la Chambre des mises en accusation de la Cour royale devant la Cour d'assises pour être jugés à la prochaine session. L'arrêt de renvoi sera de suite notifié au prévenu.

Art. 14. — Les délits de diffamation verbale ou d'injure verbale contre toute personne, et ceux de diffamation ou d'injure par voie de publication quelconque contre des particuliers, seront jugés par les tribunaux de police correctionnelle, sauf les cas attribués aux tribunaux de simple police.

.

Loi relative à la répression et à la poursuite des délits commis par la voie de la presse ou par tout autre moyen de publication.

(25 mars 1822).

.

Art. 17. — Seront poursuivis devant la police correctionnelle et d'office les délits commis par la voie de la presse, et les autres délits énoncés en la présente loi et dans celle du 17 mai 1819, sauf les cas prévus par les articles 15 et 16 ci-dessus (1).

.

(1) Ces art. 15 et 16 sont relatifs au cas d'offenses envers les chambres ou de compte rendu infidèle ou de mauvaise foi des séances des chambres et des audiences des cours et tribunaux ; ils prévoient dans ces cas-là une procédure spéciale.

*Loi sur l'application du jury aux délits de la presse
et aux délits politiques.*

(8 octobre 1830).

• • • • •
Art. 5. — Les articles 12, 17, 18 de la loi du 25 mars 1822
sont abrogés.
• • • • •

Décret organique sur la presse.

(17 février 1852).

• • • • •
Art. 25. — Seront poursuivis devant les tribunaux de po-
lice correctionnelle :

1° Les délits commis par la voie de la presse ou tout autre
moyen de publication mentionnés dans l'article premier de la
loi du 17 mai 1819, et qui avaient été attribués par les lois
antérieures à la compétence des Cours d'assises ;

2° Les contraventions sur la presse prévues par les lois
antérieures ;

3° Les délits et contraventions édictés par la présente loi.

• • • • •
Art. 27. — Les poursuites auront lieu dans les formes et
délais prescrits par le Code d'Instruction criminelle.
• • • • •

*Loi relative aux poursuites à exercer en matière de délits
commis par la voie de la presse.*

(15 avril 1871).

Article premier. — La poursuite en matière de délits
commis par la voie de la presse ou par les moyens de publica-
tions prévus par l'article premier de la loi du 17 mai 1819,
aura lieu à partir de la promulgation de la présente loi,
conformément au ch. III, art. 16 à 23 de la loi du 27 juillet
1849 qui est remise en vigueur, sauf les restrictions sui-
vantes (1).

.

(1) Suit l'énumération d'un certain nombre de délits dont les
tribunaux correctionnels continuent de connaître.

BIBLIOGRAPHIE

- AVENEL (H.). — *Histoire de la presse depuis la Révolution*, 1 vol., Paris, 1900.
- BARBIER. — *Code expliqué de la presse*, 3 vol., Paris, 1887.
- BERTRAND et LYON-CAEN. — *Code d'Instruction criminelle autrichien*, traduit et annoté, 1 vol., Paris, 1875.
- CELLIEZ et LE SENNE. — *Etude de la loi de 1881*, 1 vol., Paris, 1882.
- CHASSAN. — *Traité des infractions de la parole, de l'écriture ou de la presse*, 3 vol., 1837-39, Colmar.
- DAGUIN (F.). — *Code de procédure pénale allemand*, traduit et annoté, 1 vol., Paris, 1884.
- DALLOZ. — *Répertoire de législation*, n° 36.
- DALLOZ. — *Supplément*, n° 13.
- DALLOZ. — *Jurisprudence générale*.
- DALLOZ. — *Code d'instruction criminelle*, annoté.
- FABREGUETTES. — *Traité des délits politiques et des infractions par la parole, l'écriture et la presse*, 2 vol., Paris, 1901.
- FAURE. — *Thèse de doctorat en droit*, Les mesures préventives des journaux en France, Paris, 1900.
- GARRAUD. — *Précis de droit criminel*, 1 vol., Paris, 1881.
- GRATTIER (de). — *Commentaire des lois de la presse et de tous les autres moyens de publicité*, 2 vol., Paris, 1839.
- HATIN. — *Manuel théorique et pratique de la liberté de la presse*, Paris, 1868.
- HÉLIE (Faustin). — *Traité de l'instruction criminelle*, 8 vol., Paris, 1866.
- LAFFERRIÈRE. — *La censure et le régime correctionnel*, 1 vol., Paris, 1867.

LE POITTEVIN (G.). — *La liberté de la presse depuis la Révolution 1789-1815*, 1 vol., Paris, 1901.

LE POITTEVIN (G.). — *Traité de la presse*, 3 vol., Paris, 1902.

LOUBAT. — *Code de la législation contre les anarchistes*, 1 vol., Paris, 1895.

PARANT. — *Lois de la presse* (en 1836), 1 vol., Paris, 1836.

RIBOT (A.). — Code pénal allemand, traduit et annoté, paru dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1^{re} année.

WELSCHINGER (H.). — *La Censure sous le premier Empire*, 1 vol. Paris, 1900.

Annuaire de législation étrangère, 4^e année.

Bulletin de la Société de législation comparée, année 1873.

BIBLIOGRAPHIE ÉTRANGÈRE

FRANK (Reinhard). — *Das Strafgesetzbuch für das Deutsche Reich*, 1 vol., 1903.

FRIEDLAENDER (Max). — *Das objektive Verfahren nach dem Reichsstrafprozessrechte*, 1 vol., Leipzig, 1895.

MISCHLER und ULBRICH. — *Oesterreichische Staatswörterbuch*, 2 vol., Wien, 1895.

PAPPÀFAVA (Vl.). — *Die moderne Pressgesetzgebung, insbesondere der Oesterreichische Pressreformenentwurf*, traduit de l'italien par A. Simon, 1 vol., Zara, 1905.

WAHLBERG. — *Zur Revision des Presstrafrchts in Oesterreich*, 1875.

INDEX

- Action de la presse (Nature spéciale de l'). p. 4.
- Administrative (saisie), 12, 80, 139, 157, 165.
- Affiches (v. dessins et p. 126, 140).
- Allemagne (législation de la saisie préventive en) 149 et sq.
- Anarchistes (législation contre les) 121 et suiv., 137.
- Apologie des crimes ou délits. p. 123.
- Arrestation préventive, p. 8, 125.
- Aumale (duc d'). Saisie de son livre : *Histoire des princes de Condé*, p. 83.
- Arbitraire, 15 et suiv., 31, 117, 127, 131.
- Autriche (législation de la saisie préventive en) 164 et sq.
- Bonnes mœurs (v. Outrages aux bonnes mœurs).
- Brochures, 110.
- Censure, 21 et suiv.
- Compétence (pour ordonner la saisie), 21, 40, 52.
- Composition (imp.), 58.
- Condamnation, 59, 72, 97, 105, 126, 136, 161.
- Confiscation (v. saisie administrative, et p. 103, 126, 149).
- Consulat et 1^{er} Empire, 18 et suiv.
- Contenu (saisie à raison du), 10, 24, 42, 93.
- Contravention, 11, 23, 38, 75, 93, 141.
- Cour d'Assises, 34, 43 et suiv., 88.
- Dépôt, 92.
- Dessins obscènes, 100, 104.
- Destruction (v. suppression).
- Diffamation (v. injures).
- Distribution (v. publication, publicité).
- Direction générale de l'Imprimerie et de la librairie, 21 et suiv.

- Dommage causé aux particuliers par la saisie, 50, 154.
 Droit commun, p. 1 et suiv., 33-36, 49-54, 60-74, 75, 94, 101 et suiv., 127, 128, 137, 153.
 Ecrits et imprimés contraires aux bonnes mœurs, 100, 101, 104.
 Empire (Premier) 15 et suiv. Second Empire, 75, et suiv.
 Exemplaires publiés après condamnation, 97.
 Exposition (v. publication, publicité).
 Flagrants délits, 61, 65, 95.
 Fonctionnaires publics, art. 75 (abrogé) de la Constitution de l'an VIII, p. 82 et suiv.
 Formes et délais, 39, 56.
 Garantie administrative (v. Fonctionnaires publics).
 Gravures (v. Dessins).
 Huis-clos, 172, 180.
 Illégalité, 63, 68, 80 et suiv., 138.
 Images (v. dessins).
 Imprimés (v. écrits).
 Injures et diffamation, 43, 44, 142.
 Instruments du délit, p. 2 et 3-35.
 Intérêt politique, 13, 30, 172.
 Intérêt social, 13, 30, 141, 172.
 Italie, 146.
 Journaux 16 et suiv.
 Judiciaire (saisie), 12.
 Juge d'instruction, p. 2, 52, 60, 71, 93.
 Jury (v. Cour d'assises).
 Librairie (v. Direction générale de la) (v. livres).
 Limitation ou non-limitation de la saisie, p. 3 et 4, 35 et 36, 58, 69, 92.
 Livres 19, 131.
 Livres contraires aux bonnes mœurs, 102, 110 et suiv.
 Mainmise, 41, 53, 63, 67.
 Mineurs, 107.
 Morale publique et religieuse, 118.
 Obscènes (v. outrages aux bonnes mœurs).
 Objet (saisie à raison de l') (v. contenu).
 Objets saisis (Nature des) 58, 68, 132.
 Officiers de police judiciaire, 54, 61.
 Outrages aux bonnes mœurs, 99 et suiv., 137.
 Périodiques (écrits) et non périodiques, p. 7.
 Pièce de conviction, p. 3, 50, 70.
 Police, 16 et suiv., 80, 139, 157, 165.

- Pornographie (v. outrages aux bonnes mœurs).
- Poste, 17, 66.
- Poursuite judiciaire, 54, 67, 80, 139.
- Préfets, 64, 81.
- Préventif (régime). Mesures préventives, 10, 15 et suiv., 36.
- Procédure de droit commun (v. Droit commun). Procédure spéciale, 38, 56.
- Procédure objective ou impersonnelle, 151, 161, 169.
- Procureur du roi, impérial, ou de la République, 54, 61, 95.
- Propagande anarchiste (v. Anarchiste), pornographique (v. outrages aux bonnes mœurs).
- Provocations à des crimes ou délits, 122, 134.
- Publication. Publicité, p. 10, 23, 54, 67, 78, 98, 100, 101, 107, 109, 124, 137, 139, 180.
- Recours contre des saisies illégales (v. Fonctionnaires publics).
- Réparation pécuniaire, 154, 168.
- Répressif (régime). Mesures répressives, 10, 37.
- Restauration, 33. et suiv.
- Restitution des objets saisis, 41, 72, 93, 104, 105, 159.
- Staël (M^{me} de) saisie de son livre, *l'Allemagne*, p. 25.
- Suppression administrative, 17 et suiv., 77.
- Suppression prononcée par les tribunaux, 59, 72, 77, 97, 105, 126, 136, 149, 170.
- Tribunaux correctionnels 43 et suiv., 75, 101.
- Vente (mise en). (V. publication. publicité).
- Voies de recours, 172.

TABLE DES MATIÈRES

LA SAISIE PRÉVENTIVE EN MATIÈRE DE PRESSE

INTRODUCTION	1
1° <i>La saisie préventive dans le droit commun et la saisie préventive en matière de presse</i>	1
Nature et portée de la saisie de droit commun	1
Caractère spécial de la saisie en matière de presse.	3
Particularités de l'action exercée par la presse	4
Utilité de procéder à la saisie avant le jugement.	6
2° <i>Sens du mot préventif. — La saisie préventive dans les régimes préventifs de la presse et dans les régimes répressifs</i>	9
La saisie opérée après la publication, à raison du contenu de l'écrit. — A raison de contravention	10
La saisie opérée avant la publication	11
3° <i>Saisie administrative et saisie judiciaire</i>	12

CHAPITRE PREMIER

LA SAISIE ADMINISTRATIVE SOUS LE CONSULAT ET LE PREMIER EMPIRE

A. <i>Régime des journaux</i>	16
L'arrêté du 27 nivôse an VIII et son application.	16
B. <i>Régime des livres</i>	19

Avant le décret du 5 février 1810.	20
Après le décret de 1810	21
Les pouvoirs de la police, et de la Direction générale de l'imprimerie	22
La saisie de l'Allemagne de M ^{me} de Staël	25
Conclusion	31

CHAPITRE II

LA SAISIE JUDICIAIRE SOUS LA RESTAURATION

Le principe de l'application du droit commun à la presse sous la Restauration	33
Le préventisme et le répressisme sous la Restauration	36
<i>La saisie pour contravention</i> prévue par l'article 45 de la loi du 21 octobre 1814 et réglée par la loi du 28 février 1817	38
<i>La saisie à raison du contenu</i>	42
La loi du 26 mai 1819 : article 7 et suivants	42
Ces articles s'appliquent-ils aux délits laissés à la compétence des tribunaux correctionnels ?	43
L'art. 17 de la loi du 25 mars 1822 : sa portée	47
Abrogation de cet article en 1830 et en 1831.	47
Justification de la saisie préventive en matière de presse, fausseté des raisons tirées du droit commun	48
A. <i>Le régime de la loi du 26 mai 1819</i>	52
1° Autorité compétente : le juge d'instruction	52
Mainmise provisoire des officiers de police judiciaire et des préfets, en cas de flagrant délit.	53
2° La saisie ne peut intervenir qu'après la publication	54
3° Procédure spéciale : formes et délais rigoureusement sanctionnés OEuvre originale de la loi de 1819	57
4° Objets pouvant être saisis	58
5° Sort des objets saisis, en cas de condamnation, art. 26	59
B. <i>Le régime de la loi du 25 mars 1822</i>	60

L'application des règles du Code d'Instruction criminelle.	60
1° Autorité compétente : de juge d'instruction, article 87.	60
Droits des officiers de police judiciaire, art. 35 et sq, article 8, des préfets, art. 10.	61
Leurs limites exactes souvent dépassées.	
2° La saisie ne peut intervenir qu'après la publication.	67
3° Procédure : absence de formes et de délais spéciaux	68
4° Objets pouvant être saisis	68
a) Quant à leur nature.	68
b) Quant à leur nombre : pas de limitation (critique de cette application des règles du Code d'Inst. crim.)	69
3° Sort des objets saisis en cas de condamnation	72

CHAPITRE III

LA SAISIE PRÉVENTIVE SOUS LE SECOND EMPIRE

A. <i>Le Régime légal</i>	73
Le décret du 17 février 1852, art. 27.	77
Application des règles du droit commun, à la poursuite non seulement des délits mais des contraventions.	77
B. <i>Le Régime de fait</i>	78
a) La saisie faite judiciairement avant la publication	78
b) La saisie administrative, avant ou après la publication	80
Comment le Gouvernement s'efforçait de justifier cette pratique.	80
Impossibilité de recourir contre les auteurs de la saisie illégale, couverts par l'article 75 de la Constitution de l'an VIII	82
La saisie de l' <i>Histoire des princes de Condé</i> du duc d'Aumale	83

CHAPITRE IV

LÉGISLATION ACTUELLE

Le régime antérieur à la loi du 29 juillet 1881.	88
Question relative à l'article 1 ^{er} de la loi du 15 avril 1871	88
Le Régime actuel	91
I. Principe général de la loi du 29 juillet 1881.	91
Absence de saisie préventive.	91
Mais seulement :	
Saisie conditionnelle et limitée de l'article 49, § 1 ^{er}	
Saisie et destruction des exemplaires publiés après condamnation (art. 49, <i>in fine</i>).	92
II. Les exceptions au principe	99
<i>Législation anti-pornographique</i>	99
a) Article 28, § 2 de la loi de 1881.	99
b) Loi du 2 août 1882.	99
Application de la procédure de droit commun aux délits prévus	103
c) Lois du 16 mars 1898 et du 7 avril 1908	104
Sort des exemplaires saisis, ou publiés après la condamnation	105
Extension des cas qui tombent sous l'application de la loi de 1882	107
α) A quoi reconnaître un livre. β) Des livres illustrés d'images obscènes.	111
Appréciation critique de la situation privilégiée du livre	112
B. <i>Législation anti anarchiste</i>	121
Loi du 12 décembre 1893. Modifiant les art. 24, 25 et 49, l. de 1881.	122
1 ^o Aggrave les pénalités, art. 24, 25.	122
2 ^o Complète l'énumération des délits, art. 24.	122

3° Permet la saisie préventive dans les cas visés par le	
§ 2, art. 49 nouveau	122
Discussion législative de l'art. 49, ainsi modifié.	126
α) Application des règles du droit commun à la	
saisie.	128
β) Le livre soumis à la saisie préventive.	131
γ) A quels objets s'applique la saisie.	132
δ) Cas où elle est permise.	133
ε) Sort des objets saisis en cas de condamnation.	136
Les deux législations anti-pornographique et anti-	
anarchiste. Comparaison	137
Application dans l'une et dans l'autre des règles du	
droit commun	137
Comment ces règles sont observées en fait.	138
La saisie administrative en matière de propagande	
anarchiste.	139
Aperçu général et critique de la législation actuelle de	
la presse, en matière de saisie.	141
La saisie ne devrait-elle pas s'appliquer aux injures et	
aux diffamations, à tous les délits de presse?	142
Conclusion	145

CHAPITRE V

LA LÉGISLATION DE LA SAISIE PRÉVENTIVE EN ALLEMAGNE
ET EN AUTRICHE

I. <i>Législation allemande</i>	149
Le Code pénal de 1871 : art. 41 et 42	149
Cas où la procédure objective est admise	151
La saisie préventive. Discussions avant la loi de 1874.	152
Ses adversaires et ses défenseurs au Congrès de Franc-	
fort de 1873	153
Projets divers	156
La saisie réglée par la loi du 7 mai 1874 (art. 23 à 28).	157
La procédure objective réglée par le Code de proc. pé-	
nale de 1877 : art. 477 à 479.	161

II. <i>Législation autrichienne.</i>	164
Le Code d'instruction criminelle autrichien de 1873 :	
art. 483-494	164
La saisie	165
La procédure objective. Comparaison avec le système allemand	169
Droit d'opposition et droit de recours	172
Importance des dispositions de l'art. 493	174
Projets de réforme depuis 1874	175
Le projet gouvernemental du 11 juin 1902.	176
Appréciation.	181
APPENDICE	185
BIBLIOGRAPHIE	193

